

سكرا من العالم

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14453 - 8 F

JEUDI 18 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURN

La rencontre entre M. Gorbatchev et les dirigeants du groupe des Sept

L'aide économique à l'Union soviétique sera liée à la mise en œuvre des réformes

Le « cœur du monde »

A Londres, pendant trois jours, bat le « cœur du monde ». Sous les lambris de Lancaster House, les dirigeants des Sept tiennent conseil, entourés d'une cohorte de ministres et de quatre mille journalistes. Usant du « nous » de majesté, ils dressent un long diagnostic de l'état de santé politique et économique de la planète.

Aucun problème, aucun conflit du moment ne saurait échapper à leur attention. Ils félicitent ou châtient les absents, se réjouissent (Afrique du Sud) ou s'inquiètent (Yougoslavie), formulent des vœux de paix (Proche-Orient) ou de fermes mises en garde (Irak). M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, et Pierre Bérégovoy, ministre français des finances, ont confirmé, mardi 16 juillet, dans la soirée, ces bonnes dispositions à l'issue d'une journée consacrée principalement au dossier soviétique. « Il est clair que la conclusion sera positive », a indiqué M. Bérégovoy.

Il est loin le temps - c'était en 1975 - où Valéry Giscard d'Estaing conviait les six membres fondateurs du club à Rambouillet pour y débiter « au coin du feu » des sujets de préoccupation de l'époque. La rencontre de naguère, dans un cadre si intime, n'avait pas été interrompue par la guerre froide - et la force de l'habitude - a déstabilisé d'une bonne part de sa charge émotionnelle.

A métamorphose du G7 en « un directoire » mondial ne fait que refléter les rapports de forces du moment. Bastions de la démocratie et du capitalisme triomphant face aux désastres du « socialisme réel », l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon détiennent la viguerie économique qui fonde et légitime leur suprématie politique et militaire. Les Sept possèdent la richesse, produisent et vendent les armements, déclarent la guerre si besoin, fût-ce au nom du « droit ». Autant d'atouts et d'atouts de puissance. La cord du G7 a bien sûr confirmé et accentué l'évolution en cours.

En priant, sans orgueil excessif, qu'on l'invite à Londres, M. Gorbatchev s'est fait le meilleur propagandiste du G7, rendant d'avance en quelque sorte un hommage politique à ses futurs préteurs. Le sommet de Londres s'est déroulé sous son signe et dans son attente. Et l'Union soviétique sera désormais associée à ce rite annuel, même si l'absence de question pour l'instant que le G7 devienne G8.

« A dérive « directoriale » du groupe des Sept irrite la France. Craignant que les pays les plus riches n'en viennent à trancher de tout, avant d'imposer leurs décisions au reste du monde, M. Mitterrand exerce sa vigilance. Ainsi s'est-il marqué un point à Londres en empêchant la création d'un groupe de travail du G7 sur les ventes d'armes et la non-prolifération. Manière de dire que certains dossiers sont trop explosifs pour être seulement traités par quelques-uns.

La France ne peut, en revanche, qu'être en phase avec la volonté du G7 de « revitaliser » les Nations unies, enclenchant la « tenue » rang ». Le retour en force de l'organisation mondiale - G7 oblige - est désormais plus qu'un bon vœu.

M0147 - 0718 0 - 6.00 F



LONDRES

de nos envoyés spéciaux

M. Mikhaïl Gorbatchev ne repartira pas de Londres les mains vides. Ce résultat n'a rien d'une surprise puisque l'objet de l'exercice est de manifester le soutien de l'Occident à la politique de réforme engagée à Moscou. M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, et Pierre Bérégovoy, ministre français des finances, ont confirmé, mardi 16 juillet, dans la soirée, ces bonnes dispositions à l'issue d'une journée consacrée principalement au dossier soviétique. « Il est clair que la conclusion sera positive », a indiqué M. Bérégovoy.

Les Sept ont apparemment rapproché leurs points de vue sur l'offre multiforme qui devait être soumise au président soviétique. Dans la « déclaration économique », qui devait être publiée mercredi en fin de matinée avant que ne commencent les entretiens avec M. Gorbatchev, le passage concernant l'aide à l'URSS serait « significatif », indiquait-on du côté français. Il n'était pas question de tout annoncer à l'avance puisque, ce que veulent les Sept, c'est avoir une « vraie discussion » avec le dirigeant soviétique.

On pourra alors préciser, hiérarchiser, en fonction de ses demandes, cette première série d'interventions en faveur de l'URSS. Les Sept en sont bien

conscients : il s'agit d'un processus de longue haleine visant à intégrer l'économie soviétique à l'économie de marché. Les concours accordés par l'Occident doivent être mis en œuvre de façon progressive, parallèlement à la mise en place effective des politiques de réforme.

Les Sept semblent vouloir privilégier, dans un premier stade, les actions concrètes qui ont le mérite de pouvoir être engagées sans attendre que les efforts d'assainissement conjoncturel aient porté leurs fruits.

DOMINIQUE DHOMBRES

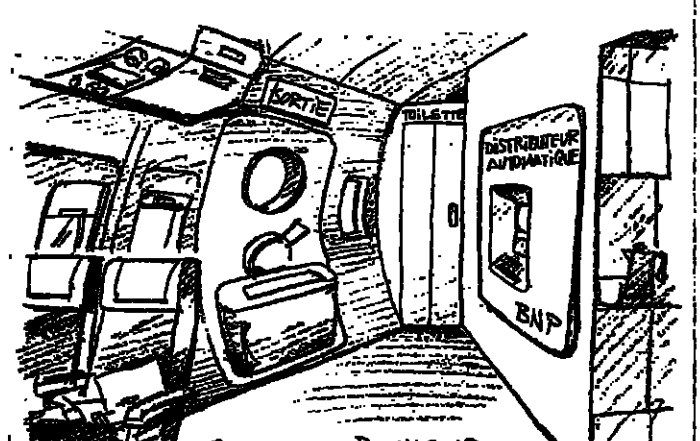
et PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 4 et nos informations pages 3 et 4

Pour environ 1 milliard de francs

La BNP va entrer dans le capital d'Air France

M. Bernard Attali, président d'Air France, a annoncé, le 17 juillet, à son conseil d'administration qu'il avait ouvert des négociations avec la Banque nationale de Paris (BNP), afin de permettre l'entrée de celle-ci parmi les actionnaires de la compagnie pour 1 milliard de francs environ. Après cette prise de participation, dans le cadre d'une augmentation de capital, la BNP détiendrait environ 10 % des actions d'Air France.



Lire page 16 l'article d'ALAIN FAUJAS

Epreuve de force à Madagascar

L'opposition désigne un second président

A Madagascar, après le refus de M. Didier Ratsiraka de confier les pleins pouvoirs au Comité des forces vives qui rassemble les forces de l'opposition, ce comité, cédant à la pression de la rue, a décidé de rompre le dialogue avec le président. Il a même nommé, mardi 16 juillet, un chef de l'Etat et un premier ministre de transition, respectivement le général à la retraite Jean Rakotoharison et le professeur Albert Zafy. Une épreuve de force est ainsi engagée, sous l'œil de l'armée, entre le pouvoir et les contestataires, alors que l'appel à la suspension de la grève générale n'est pas suivi.

Lire page 5 le reportage de JEAN HÉLÈNE

WILLIAM BOYD



EDITIONS DU SEUIL

Massages à l'Ouest

A Avignon, trois spectacles pour une quasi-intégrale de l'œuvre de Heiner Müller

AVIGNON

de notre envoyé spécial

« J'ai toujours essayé de vivre dans une tour d'ivoire, mais un océan de merde clapotait contre les murs » : Heiner Müller, écrivain qui a presque une manie de s'exprimer par citations, donne cette phrase de Flaubert pour dire où il se situe, dans quel intéressant inconfort. « Dans ma vie, ajoute-t-il lui-même, je n'ai aucun problème. Les problèmes sont dans mon écriture, pas dans ma vie. »

Peut-être, mais la gravité et la portée considérables de ce qu'écrit Heiner Müller tiennent à sa « vie » autant qu'à son œuvre : après comme avant la destruction du mur, Heiner Müller a dit, a écrit son temps, l'Histoire de son temps, avec et par un libre arbitre qui n'a pas d'équivalent. Ce qui fait, bien de lui, à l'Ouest comme à l'Est, un « cas ».

Citoyen de l'Allemagne de l'Est, l'énergie de sa conscience et de son écriture a fait qu'il a été à même de se transporter et de s'exprimer partout. L'obstacle est de l'entendre sans aussitôt se rétracter, parce que, dit-il, citant Ernst Jünger : « On ne peut pas discuter la différence de deux expériences », et c'est là ce qui fait que, entre Est et Ouest, les bouches et les

oreilles ne peuvent coïncider, ne peuvent s'atteindre, même et presque à plus forte raison aujourd'hui.

Heiner Müller pense que, debout ou détruit, le mur était le signe concret de la démarcation de deux temps, de deux Histoires. Le mur une fois détruit, « l'homme est livré sans défense au monde de la machine », et, précisa-t-il, « au monde de la marchandise ».

Il observe que la machine expulse l'homme et dévore le temps du sujet qui reste là en tant qu'esclave de la machine. « Ici, à l'Est, les ouvriers pouvaient tous jours prendre un quart d'heure, faire une pause. » A des écrivains de l'Ouest qui visitaient usines, kolchozes et proposaient des améliorations, les travailleurs répondaient : « Le travail absorbe une part importante de notre vie, alors nous essayons de vivre aussi pendant notre temps de travail. » Müller dit que, à l'Ouest, cela n'a jamais été vu que comme une « faiblesse de la production », alors que c'était une permission de vivre, y compris pendant le travail.

MICHEL CURNOT

Lire la suite page 14

Les débuts cahotants de la maison Cresson

L'équipe officielle du premier ministre doit composer avec un « shadow cabinet »

Deux mois après la nomination de M. Edith Cresson à la tête du gouvernement, le cabinet du premier ministre s'est réuni en « séminaire », mercredi 17 juillet, toute la journée, au pavillon de la Lanterne, à Versailles, pour faire le point sur son mode de fonctionnement et tirer les leçons de ses débuts difficiles.

par Jean-Louis Andréani et Thierry Bréhier

Il n'est pas que quatre, en ce mercredi 15 mai, autour d'Edith Cresson, pour ses premières heures de chef du gouvernement. Quatre hommes qui ne se connaissent pas, ou peu, mais qui entrent en complicité dans les bureaux que le groupe

Schneider a mis à sa disposition quand, en octobre 1990, elle a claqué la porte du gouvernement où elle occupait les fonctions de ministre des affaires européennes.

Dès que la radio a confirmé que le président de la République avait nommé à la place de Michel Rocard, ils se sont précipités.

Lire la suite page 7

Carmel d'Auschwitz

Les religieuses quitteront le camp en octobre 1992

page 4

L'uranium irakien

La France et la Grande-Bretagne le récupéreraient

page 5

Violences à Djibouti

Des heurts interethniques ont fait plus de vingt morts

page 5

Nouveau succès pour Ariane

Le satellite ERS-1 a été placé sur orbite

page 24

La politique étrangère de la France

Un entretien avec M. Michel Vauzelle

page 2

Le sort des harkis

M. Maurice Bonassayag remplacé par M. Laurent Cathala

page 24

Le sommaire complet se trouve page 24

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 190 PTA; Grèce, 66 p.; Hongrie, 220 HUF; Italie, 1,20 S; Israël, 2,200 L.; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL.; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 460 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

mouvement de symphonie orchestrale en Allemagne avait pu susciter quelques illusions.

avec des conséquences politiques très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. - (AFP)

de médiation de la Communauté en Yougoslavie. - (AFP)

à ce titre, ne pouvant pas répondre à tout le moins, la série d'affaires qui défilait la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit

Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP)

DÉBATS

Diplomatie

Un entretien avec M. Michel Vauzelle

« On ne peut pas vouloir la démocratie et refuser le droit à l'identité nationale » nous déclare le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale

« Quelles règles, selon vous, devraient régir la politique française par rapport aussi bien à l'URSS qu'aux anciens pays de l'Est ? »

« La règle, c'est la liberté. Une liberté qui ne souffre pas d'exception. On ne peut pas vouloir la démocratie d'un côté et refuser de l'autre le droit à l'identité culturelle qui est souvent le droit à l'identité nationale. La liberté est une. La Révolution française c'est les droits de l'homme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est le message de la France et ce message doit être clair. Si l'est brouillé, la France ne sera plus comprise. Les pays d'Europe centrale et orientale qui entrent en démocratie veulent définir leur liberté et leurs frontières culturelles, tout en ayant accès à la Communauté. La morale comme la bonne gestion des affaires internationales commandent de soutenir et d'accompagner l'espérance des peuples, non de la contraindre. La violence est toujours possible. Elle est beaucoup plus probable si l'on cherche à maintenir des systèmes militaires administratifs devenus ou redevenus artificiels. Par exemple, si l'on renvoie les Yougoslaves et les Soviétiques vers ce qu'on appelle le centre, sans autre forme de procès, on désespérera ces peuples et l'on n'aura donc pas la paix. Nous, qui nous sommes réjouis de la chute du mur de Berlin et des dictatures communistes, nous ne pouvons courir le risque de soutenir des régimes militaires contre le droit des peuples à la liberté nationale. »

« C'est pourtant, à peu de chose près, l'actualité politique française. »

« Non, je ne lis pas ainsi la pensée du chef de l'Etat. Si je suis bien par exemple sa conception de la Confédération, il démontre, évidemment avec une grande prudence

à l'égard des structures étatiques, qu'il prend en compte l'ampleur du phénomène même s'il réduit le fait national en problème de minorité. »

« C'est extrêmement réducteur de la réalité. »

« Nous vivons un moment historique où il faut avoir le courage de défendre un principe et un seul : celui de la liberté. Il faut donc accepter de remettre en question l'organisation politique de l'Europe si l'on veut éviter la violence, qu'elle soit morale ou physique. Il faut pour cela aller dans le sens de l'espérance des peuples, en leur donnant la possibilité de s'organiser « à la carte » dans des ensembles régionaux comme dans l'ensemble continental. Il y a toutes sortes de formules souples qui vont de l'indépendance à l'autonomie en passant par l'interdépendance, des formules de communauté, de confédération, qui peuvent permettre de répondre à la fois aux exigences de la liberté culturelle et de la bonne gestion économique. »

Un nouveau congrès de Vienne

« Vous appelez à la convocation d'un nouveau congrès de Vienne ? »

« Mais le nouveau congrès de Vienne a déjà commencé. A Rome, à Helsinki, à Paris, à Prague. Il durera des années. Il définit peu à peu la fois une Europe nouvelle et un ensemble nouveau euro-méditerranéen. »

« Comment expliquez-vous que la France ait si mal vendu l'idée de la Confédération, qui n'est pas une mauvaise idée ? »

« Ce que je ne m'explique pas surtout, c'est qu'un moment où a éclaté la crise yougoslave, on n'ait pas tout aussitôt rappelé l'intérêt de cette idée de Confédération. C'est un concept fort utile par sa souplesse

pour répondre à l'attente des Baltes, des Slovaques, des Croates, des Tchèques, des Serbes, des Albanais, et pourquoi pas, des Ukrainiens. L'ai proposé au président de la République, dans l'ancien de retour de Prague, de relancer l'étude de ce concept avec des parlementaires de bonne volonté venus aussi bien des pays de l'Est que de l'Ouest. C'est ce que je vais faire à la rentrée. »

« La Confédération a malheureusement été présentée comme une suite d'ententes où grouperaient pendant des dizaines d'années les pays d'Europe centrale et orientale. »

« On ne peut pas dire à ces peuples : « Entrez dans la Confédération parce que la voie de la Communauté vous est coupée », parce que alors ils refuseront la Confédération. S'ils ne l'avaient pas compris tout seuls, les Américains et les Allemands le leur auraient expliqué. C'est peut-être ce qui s'est passé. Il faut au contraire leur dire qu'ils entreront dans la Communauté puis qu'ils sont Européens et que leurs régimes sont démocratiques. C'est bien l'esprit du traité de Rome. »

« Ne pensez-vous pas que les Douze devraient proposer un statut provisoire, avec un calendrier et des conditions, aux pays d'Europe de l'Est plutôt que de multiplier les accords bilatéraux, afin que ces pays sachent exactement à quel s'en tenir ? »

« Tout à fait. C'est ce que j'ai appelé pour les pays du Maghreb un geste politique fort. Il faut que tous ces pays aient des perspectives de développement et de partenariat avec la Communauté européenne. Ce que les Etats-Unis ont en train d'organiser avec le Mexique, nous devons être capables de le faire avec l'Europe de l'Est comme avec le Maghreb. Il faut quelque chose de plus fort qu'un accord économique : une structure organique qui préfigure une nouvelle communauté. »

« Ce qui était frappant à Prague, c'est que ce sont les pays d'Europe centrale et orientale qui voulaient une présence américaine. »

« Et comment ne la voudraient-ils pas alors que le modèle américain fascine le monde entier, les riches comme les pauvres ? De plus, ils viennent de se libérer du joug des Soviétiques qui demeurent un voisin considérable et inquiétant. Depuis que les Etats-Unis sont devenus la seule grande puissance mondiale, la construction d'une Europe européenne n'a jamais été plus nécessaire pour défendre la liberté de la France. Malheureusement, les Européens ne parlent plus entre eux de la même Europe puisque certains disent maintenant tout haut que

l'Europe commence à Vancouver. C'est pourquoi la France doit refuser avec force - et pour elle-même et pour l'Europe - l'alternative à laquelle on veut nous condamner depuis le général de Gaulle : ou s'aligner complètement sur les Etats-Unis ou s'isoler. »

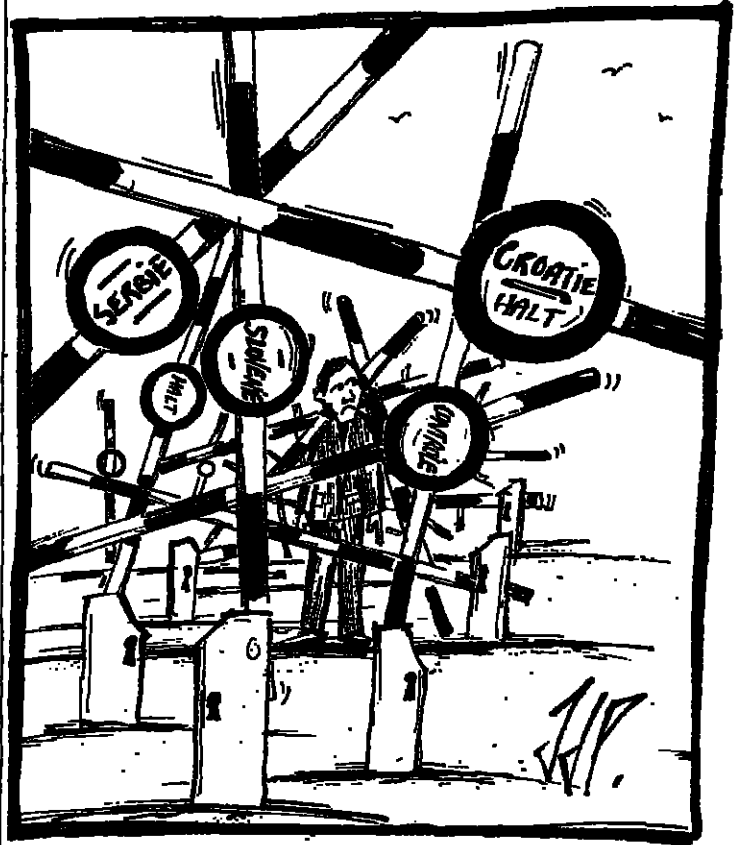
« De même que nous devons respecter et accompagner les peuples qui veulent accéder à la liberté, de même nous devons veiller à construire une Europe qui n'étouffe pas les identités culturelles. C'est pourquoi il faut, par exemple et de toute urgence, insérer les parlements nationaux de la Communauté dans le processus de prise des grandes décisions européennes. Si les démocrates d'Europe considèrent le fait national comme dangereux ou désuet, ils laisseront cet espace majeur de défense de la liberté aux nationalistes, aux xénophobes et aux racistes. Ce serait irresponsable et immoral. En France, le Front national et certains dirigeants du RPR et du Parti communiste n'attendent que cela. Aux démocrates, et notamment aux socialistes, de trouver le discours nécessaire pour prévenir à temps le réveil du nationalisme. »

« La France a les moyens d'une politique de liberté. Elle peut multiplier son action en pressant appui sur des espaces de solidarité où son influence est forte : la Communauté européenne, la future Confédération, la future Communauté euro-maghrébienne, l'espace méditerranéen, l'Afrique, les pays d'Indochine, la francophonie. J'ajouterais l'Amérique latine. Le monde de demain sera celui de la confrontation, sinon de l'affrontement, entre grands blocs culturels. Dans ce débat, sinon ce combat, la liberté de la France est particulièrement fragile pour toutes sortes de raisons. L'Amérique latine peut nous apporter un soutien formidable pour la défense et l'illustration de nos valeurs. C'est pour souligner cette nécessaire solidarité que j'ai accepté avec joie de présider le Comité national français pour la célébration, en 1992, du cinquantième anniversaire de la rencontre entre l'Europe et l'Amérique latine. »

« Au moment où partout s'étend dans le monde l'espace des libertés et des périls, s'accroît la possibilité d'actions nouvelles pour la France. Il faut à tout prix, au sens exact du terme, que le gouvernement, dans ses choix budgétaires des prochains jours, assume ses responsabilités. Au moment où l'ordre international est en plein bouleversement, la France doit se donner les moyens de préserver l'avenir de son économie, de ses forces de travail, de sa culture et finalement de sa liberté. »

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC

TRAIT LIBRE



COURRIER

Réponses à Edgar Morin

L'article d'Edgar Morin, « La francisation à l'épreuve », publié dans le Monde du 5 juillet, a suscité les réactions de plusieurs de nos lecteurs.

Valeurs chrétiennes

M. Morin attribue à la laïcité de l'Etat français la vertu de franciser les immigrés, et il fait référence à la création de la nation française sans citer le rôle de la religion catholique qui a dominé la vie publique jusqu'à la Révolution. Peut-on affirmer qu'aujourd'hui l'Etat et la culture française sont réellement laïcs ? Nos lois et nos mœurs sont largement inspirées des valeurs chrétiennes, le choix des jours fériés en est une illustration.

Par ailleurs, un Etat laïc n'a qu'une alternative face aux religions : les interdire ou les tolérer. Dans ce dernier cas, qui semble plus en accord avec nos valeurs, l'Etat se doit d'autoriser et de subventionner des écoles libres musulmanes ; a priori, cette voie n'est pas la plus efficace pour favoriser la francisation en détournant les enfants d'immigrés de l'école publique fermée d'intégration de l'esprit et de l'âme !

ALBERT BONNENFANT
Châlons-sur-Marne

Défense du franchouillard

Dans les quatre colonnes denses du texte d'Edgar Morin, on ne trouve que sur trois lignes : « Une culture forte peut assimiler un grand nombre d'immigrés. (...) La culture française est très forte. »

Vraiment très forte, la culture française ? Indubitablement, elle le fut. L'est-elle encore ? Quand définit-elle sur elle - avec l'élan et les moyens du grand débarras culturel - la triomphante culture « made in USA » portée par la puissance et le rêve américains, comment s'y prendre pour ne pas voir et entendre la rue de tous les jours le quotidien de nos vies : fast-food et Coca, coke et rock, jeans et pin's, banlieues-Bronx, ghettos-Harlem, tag et rap, jogging, surfing, pressing, parking, aquaplaning... séries de séries télévisées au niveau de la gâchette et de la braguette, grands écrans confisqués par de très méritoires Oscars exclusifs, librairies croulant sous le poids des « pavés » best-sellers... Matée générale de way of life, y compris les dévouements navigateurs de puritains trop longtemps coincés et soudain repentis. C'est fait. On baigne.

Bien sûr, l'Amérique est aussi autre chose : audace, créativité, merveilles ! Mais nos importateurs nationaux - bénévoles ou rémunérés - font le tri au ras du macadam plutôt qu'à la hauteur de Berkeley. Belle graine en d'autres temps, de collabos toujours prêts à crier les bottes du superpuissant du jour ! Si la langue est l'expression d'une culture vivante, que dire de nos comportements masques qui écourent tous les francophones non hexagonaux, Canadiens en tête. Celui qui, en France, ne perille plus son parler ou son écrit

d'un mot américain par phrase est désormais « obsolète » (de ce vieux mot français remis en usage - un comble ! - par l'usage de l'anglais ; tandis que des dizaines d'autres mots sont détournés de leur sens par leur acception anglo-saxonne. Exemple, « alternative »). Qui aujourd'hui se vendrait autrement sur le marché français - vedette, orchestre, limonade ou dentifrice - qu'en s'affublant de noms plus ou moins américanisés ?

A propos ! Dans l'innuie diversité des sources de notre culture - qu'on psalmodie un peu trop « judéo-chrétiennes », - que devient notre formidable héritage gréco-latin ? « Obsolète, monsieur ! Ringard ! » Autant que « la francisation » de M. Morin ou l'« identité française » de M. Braudel, laquelle a un relent franchement franchouillard... si toutefois on peut oser ce qualificatif sans risquer des poursuites - non ? - pour usage de mot injurieux et raciste.

JEAN RAMBAUD
Toulon

La logique du nombre

Premièrement et une fois pour toutes, cessons l'hypocrisie de confondre l'immigration européenne d'hier et peut-être de demain (l'Est) qui n'a et ne posera jamais de problèmes de fond, puisque, pour parler clair, elle concerne des gens de même race et de même culture que nous, et l'immigration actuelle, arabe, noire africaine, asiatique.

Cette dernière, par son caractère et son amplitude « devient un constituant nouveau de l'identité française » selon l'expression de M. Morin. Il ne s'agit plus là de francisation mais de modification de l'identité française, donnée nouvelle qui sort de la tradition européenne de notre pays. Deuxièmement, la force de notre culture, évoquée par M. Morin comme pouvoir intégrateur, me semble bien fragile, grignée qu'elle est par le minimum culturel américain (hip-hop, fast-food, etc.). De plus c'est faire peu de cas de la capacité de résistance des autres cultures (arabo-islamique, pour ne pas citer la moindre). A ce niveau et contrairement à ce que prétend M. Morin, il semble évident que plus les immigrés seront nombreux, moins ils auront à s'intégrer, pouvant vivre de manière autonome. Lui-même reconnaît les ghettos, les liens tribaux, les bandes ethniques. La logique du nombre risque de marginaliser les Français de souche dans de nombreux quartiers de grandes villes.

Troisièmement, choisir les Etats américains du Nord et du Sud comme exemple d'intégration me semble simplement scandaleux ! Rappelons d'abord que ces sociétés se sont construites sur un génocide, celui des populations d'origine des Indiens.

Ensuite que ces sociétés sont très inégalitaires, très cloisonnées ethniquement, et que la culture de la ville, chère à M. Morin, c'est là-bas, pour les plus faibles, le chômage, la violence, la drogue, la misère.

PHILIPPE BONNEMAIN
Alfortville

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94851 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 261.511 F

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile :
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesoume, gérant.

Imprimerie
de « Monde »
121, rue de Valenciennes
94000 Villetaneuse
SARL JURY Code
15000

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57-417
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde
PUBLICITE

Jacques Lesoume, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de Valenciennes
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Téléc : 261.511 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composition 38-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94851 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	990 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris 19P
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Localité : _____ Code postal : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitale d'imprimerie

BIBLIOGRAPHIE

Quinze ans dans la rue

LA BASTON
OU LES ADOLESCENTS
DE LA RUE
par Serge Poignant.
Logiques sociales.
L'Harmattan, 159 p., 65 F.

Educateur de rue, ça sert à quoi ? Serge Poignant s'est posé la question plusieurs fois, assis sur un banc, à attendre que le contact se fasse avec une des bandes d'adolescents qui se font et se défont au rythme des saisons, dans les banlieues déshéritées.

Pendant quinze ans, il a hanté la rue, acceptant, rejetant, témoin, acteur précautionneux, confident en se gardant d'être complice. Etre B, pour finir, si le pense, était l'essentiel. Pour qu'ils se sentent reconnus, compris, mais, comme le rappelle, citant Winnicott, Raymond Latour et le docteur Hubert Tonneller dans leur postface, « à condition que l'on ne touche pas à l'essentiel, qui est de rester incompris... », et, comme l'écrivait cette fois Françoise Dotto, d'être « stable, ponctuel » et de prendre les adolescents comme ils sont, sans les juger. Tâche difficile, peu rémunératrice et terriblement frustrante.

Serge Poignant ne disserte pas. Il raconte, avec humour,

un style plein d'une vivacité sans complexes, des histoires dont certaines ont été publiées naguère dans les colonnes du « Monde Dimanche ». L'histoire de la veuve Cécile. Son « mec » est en prison. Elle et ceux qui l'entourent et la consolent ont quinze, seize, dix-sept ou dix-huit ans... Guerres pour rire ou pour l'épave, bandes qui s'appropriment les débris, puis retournent pour des raisons que le lecteur ne connaît pas à une hostilité boudoise. Tentatives de clubs autogérés dans des masures ou dans des caves. Lettres de prisonniers imberbes, publiées avec leur accord.

L'ennui, Serge Poignant, dans ses longues stations dans la rue, sait y résister. Son allégre petit livre aussi. S'il émeut sans trémolos, s'il amuse, ce n'est jamais aux dépens de ce monde fragile. Les bandes qu'il décrit ne sont pas celles des « casseurs » de banlieue dont les médias se sont emparés, mais elles existent toujours, parce qu'elles sont, pour les jeunes laissés à eux-mêmes, un moyen de survie, de s'affirmer, de franchir le difficile passage de l'enfance à l'âge adulte.

JEAN-PLANCHAIS

كتاب النحل

ETRANGER

Le sommet des sept pays industrialisés à Londres et la rencontre avec M. Gorbatchev

Le président Mikhaïl Gorbatchev, qui est arrivé mardi soir 16 juillet à Londres, devait subir mercredi «l'examen de passage» de son pays dans l'économie mondiale, devant les chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés.

Avant de présenter aux Sept son plan de réformes, le numéro un soviétique devait débiter sa journée par un petit déjeuner avec le président Mitterrand, suivi d'une rencontre avec le premier ministre japonais, M. Toshiki Kaifu, puis d'un déjeuner avec le président George Bush. Sa journée devait s'achever par un dîner au 10 Downing Street, en compagnie des Sept, du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, et du premier

ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, président en exercice de la CEE.

Dans un message adressé mardi au sommet, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a estimé que les pays en voie de développement doivent participer aux décisions économiques mondiales. Tout en se félicitant de l'aide apportée aux pays d'Europe centrale et à l'URSS, M. Pérez de Cuellar a fait valoir qu'une telle assistance ne devrait pas avoir «de répercussions négatives sur les flux de ressources destinés aux pays en développement».

Dans leur déclaration économique rendue publique mercredi en clôture du sommet, les dirigeants du G7 se sont engagés à intervenir personnellement

pour réussir à conclure les négociations commerciales de l'Uruguay Round d'ici la fin 1991.

Ils ont exprimé des encouragements à l'URSS sans toutefois formuler d'engagements précis, mais défini le cadre des relations entre le groupe des Sept et M. Gorbatchev : le premier ministre britannique John Major qui assure la présidence du groupe jusqu'en décembre assurera la liaison. Rôle qui reviendra ensuite à son successeur, le chancelier Helmut Kohl.

M. Hurd a fait part du soutien des Sept à une normalisation complète des relations entre le Japon et l'URSS, incluant «le règlement de la question des

territoires du nord» constitués des quatre îles Kouriles du sud. Le secrétaire au Foreign Office a également indiqué que le groupe des Sept avait fait état de «graves inquiétudes» à propos de la situation des droits de l'homme en Chine.

Enfin, le secrétaire d'Etat américain James Baker a démenti que l'URSS et les Etats-Unis soient sur le point de conclure le traité START sur les armements stratégiques et d'annoncer la tenue d'un sommet entre les deux pays. «Il ne s'agit pas de sacrifier quoi que ce soit [uniquement] pour que les deux présidents puissent tout résoudre ici à Londres», a déclaré M. Baker lors d'une conférence de presse. (AFP, Reuters)

Les principaux extraits de la déclaration politique

« Nous nous engageons à rendre les Nations unies plus fortes »

« Nous soutenons la proposition d'un registre universel des transferts d'armes »

Voici les principaux extraits de la déclaration en seize points du groupe des Sept consacrée au commerce des armes et à la non-prolifération des armes nucléaires.

1. « Lors de notre réunion à Houston l'année dernière, nous, chefs d'Etat et de gouvernement et représentants de la Communauté européenne, avons souligné les menaces que font peser sur la sécurité internationale la prolifération des armes nucléaires, biologiques, chimiques et des systèmes de missiles capables de les transporter. La crise du Golfe a mis en lumière les dangers que représentent la diffusion incontrôlée de ces armes et la détention de quantités excessives d'armes conventionnelles. Il incombe aux fournisseurs d'armes et aux pays acquéreurs, ainsi qu'à la communauté internationale dans son ensemble, d'empêcher la réapparition de ces dangers.

2. « La guerre du Golfe a montré comment la paix et la stabilité peuvent être menacées lorsque des pays sont à même d'acquiescer à un arsenal asymétrique qui va bien au-delà de ce qui est nécessaire à sa légitime défense et menace ses voisins. Nous sommes déterminés à faire en sorte que ces abus ne se reproduisent pas. Nous sommes convaincus que des progrès sont possibles si tous les Etats appliquent les trois principes suivants : transparence, consultation et action.

3. « Transparence : nous soutenons la proposition d'un registre universel des transferts d'armes sous l'égide des Nations unies et nous agissons pour que celui-ci soit rapidement adopté.

4. « Principe de consultation : il devrait être renforcé par la mise en œuvre rapide des initiatives qui ont été prises récemment pour ouvrir des discussions entre les principaux exportateurs d'armes dans le but de convenir d'une démarche commune touchant les principes directeurs applicables aux transferts d'armes conventionnelles.

5. « Le principe de l'action exige que nous prenions tous des mesures afin d'empêcher la constitution d'arsenaux démesurés. A cette fin, tous les pays devraient s'abstenir de procéder à des transferts d'armements qui auraient un effet déstabilisant ou qui exacerberaient les tensions existantes.

6. « Nous pensons qu'un aspect essentiel d'un bon gouvernement et d'une politique économique saine tient dans la modération du niveau des dépenses militaires.

7 et 8. « L'Irak doit se conformer entièrement à la résolution 687 qui énonce la nécessité de détruire, enlever ou neutraliser sous contrôle international ses capacités en termes d'armements nucléaires, biologiques et chimiques et de missiles.

9 et 10. « Nous demandons à tous les Etats non dotés de l'arme nucléaire de soumettre toutes leurs activités nucléaires aux garanties de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), qui constituent la pierre angulaire du régime international de non-prolifération nucléaire.

11 à 16. « Notre objectif est une interdiction totale et réelle des armes, chimiques et biologiques. »

Les Sept ont rendu publique, mardi 16 juillet (pas dernières éditions du 17 juillet), une déclaration politique de huit pages dont voici les principaux extraits selon la version française du texte officiel rédigé en anglais.

« 1. Nous devons renforcer l'approche multilatérale pour régler des problèmes communs et travailler à consolider le système international (...). Nous invitons les dirigeants des autres nations à se joindre à nous dans cette entreprise.

2. Les Nations unies : 2.1. Le Conseil de sécurité des Nations unies, avec l'appui de la communauté internationale, a montré durant la crise du Golfe qu'il pouvait jouer son rôle : agir en vue de restaurer la paix et la sécurité internationale et régler les conflits. C'est à un motif d'espoir et d'encouragement (...). La communauté internationale doit à présent s'inspirer de ce nouvel esprit de coopération, notamment au Moyen-Orient.

2.2. Revalorisons, les Nations unies auront un rôle central à jouer dans le renforcement de l'ordre international. Nous nous engageons à rendre les Nations unies plus fortes et plus efficaces en vue de protéger les droits de l'homme, de sauvegarder la paix et la sécurité pour tous et de dissuader l'agression. Nous ferons de la diplomatie préventive la toute première priorité pour contribuer à éviter de futurs

conflits en avertissant clairement les agresseurs potentiels des conséquences de leurs actes.

4. Le problème humanitaire en Irak, causé par l'oppression violente du gouvernement, a, du fait de son ampleur, nécessité une action exceptionnelle de la communauté internationale (...). Nous appelons les Nations unies et leurs agences à être prêtes à envisager des actions semblables si les circonstances l'exigent. La communauté internationale ne peut rester inactive devant les souffrances d'un grand nombre d'êtres humains.

5. Les Sept évoquent « la nécessité de renforcer les actions de secours des Nations unies pour faire face aux urgences ». Dans les efforts pour rendre plus efficaces les opérations de secours de l'ONU, ils suggèrent la « désignation d'un responsable de haut niveau qui rendrait compte uniquement au secrétaire général des Nations unies et serait chargé d'apporter une réponse internationale rapide et cohérente aux situations d'urgence ».

« Les sanctions contre l'Irak : 6 et 7. Nous avons l'intention de maintenir les sanctions contre l'Irak jusqu'à ce que toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité soient intégralement appliquées et que le peuple d'Irak, ainsi que ses voisins, puissent vivre sans crainte d'intimidation, la répression ou une agression.

Pour ce qui est du peuple irakien, il mérite de pouvoir choisir ses dirigeants d'une manière libre et démocratique.

8. Nous soutenons l'idée d'une conférence sur la paix qui ouvrirait des négociations parallèles et directes entre Israël et les représentants palestiniens d'une part et Israël et les Etats arabes d'autre part. Nous confirmons que nous continuons à soutenir l'initiative américaine actuelle (...). Nous pensons que le boycottage arabe devrait cesser tout comme la politique d'implantation israélienne dans les territoires occupés.

9. Nous soutenons les efforts faits par les autorités libanaises en vue de parvenir à la mise en œuvre du processus de Taëf qui conduira au départ de toutes les troupes étrangères et à l'organisation d'élections libres.

10. La coopération économique : 10.1. Nous nous déclarons disposés à soutenir le développement de la coopération économique entre les pays du Moyen-Orient.

10.2. L'Europe centrale et orientale : 11. Nous avons tout à fait intérêt à ce que les réformes de marché et la démocratie en Europe centrale et orientale réussissent et nous nous engageons à soutenir pleinement ces réformes.

12. Les réformes en URSS : 12.1. Nous soutenons le processus de réforme fondamentale en URSS

est toujours aussi fort. Nous croyons que la nouvelle pensée en matière de politique étrangère soviétique, qui a tant fait pour réduire la tension entre l'Est et l'Ouest et renforcer le système de paix et de sécurité multilatérale devrait être appliquée de manière générale. Nous espérons que ce nouvel esprit de coopération internationale se traduira pleinement aussi bien en Asie qu'en Europe. Nous saluons les efforts faits pour créer une nouvelle union, fondée sur le consentement et non la coercion et qui réponde véritablement aux aspirations des peuples d'Union soviétique (...). Nous espérons que les négociations entre l'URSS et les gouvernements élus des pays baltes régleront leur avenir démocratiquement et conformément aux aspirations légitimes des peuples.

13. C'est aux peuples de Yougoslavie eux-mêmes qu'il appartient de décider de leur avenir (...). Nous demandons l'arrêt de la violence, la démobilisation, le retour des forces armées dans leurs casernes et un cessez-le-feu permanent. Nous exhortons toutes les parties à se conformer aux dispositions de l'accord de Brioni tel qu'il est.

14. Nous nous félicitons de l'évolution positive en Afrique du Sud, où les fondements législatifs de l'apartheid ont enfin été abolis

(...) En sus de ses propres efforts, l'Afrique du Sud a besoin de l'aide de la communauté internationale, notamment dans les domaines où la majorité de sa population souffre depuis longtemps de privations : éducation, santé, logement et prestations sociales. Nous orientons notre aide à ces fins.

15. Nous espérons renforcer encore l'ordre international en poursuivant des efforts vigoureux afin de décourager le terrorisme et les prises d'otages. Nous demandons la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages, quel que soit le lieu de leur détention et un décompte de tous les otages décodés pendant leur détention (...). Nous travaillerons ensemble pour dissuader et combattre le terrorisme par tous les moyens possibles dans le cadre du droit international et des législations nationales, particulièrement dans les domaines de la sécurité de l'aviation civile internationale et du marquage des explosifs plastiques à des fins de détection.

16. Nous appelons les dirigeants des autres nations à se joindre à nous pour essayer d'apporter une contribution pratique et durable à la cause de la paix, de la sécurité, de la liberté et à la primauté du droit.

La lettre du président Gorbatchev

L'URSS se prononce pour « la poursuite de réformes économiques et politiques radicales »

Voici les principaux extraits de la lettre de 23 pages adressée la semaine dernière par le président Mikhaïl Gorbatchev aux chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays les plus industrialisés :

Je fonde de grands espoirs sur la réunion de Londres. Il y a toutes les raisons de penser qu'elle peut marquer un tournant dans les efforts pour l'intégration de l'économie soviétique dans l'économie mondiale.

La direction soviétique se prononce fermement pour le renouveau de la société qui consiste en une démocratisation et la poursuite de réformes économiques et politiques radicales : reconnaissance des droits individuels et des libertés y compris de la liberté économique, rénovation radicale du système d'Etat et des structures fédérales, transition vers une économie mixte et un système de marché à caractère social.

Dans les six derniers mois de cette année, la production nationale a baissé de 11 %, la production industrielle de 5,8 %, la production de biens de consommation de 4 %. Il y a des pénuries critiques de nourriture, de produits pour les enfants et de médicaments. Le système financier et de crédit est totalement désorganisé. Le déficit budgétaire augmente. Les revenus des exportations et les revenus en devises diminuent. Bien qu'entre mai et juin un déclin supplémentaire de la production a été stoppé, nous faisons toujours face aux risques d'une plus grave récession.

Le programme comprend les principales étapes suivantes : stabilisation macro-économique, amélioration de la situation financière et en matière de devises, libération des prix, normalisation du marché de consommation, désattribution de la production, privatisation et démonopolisation, réforme agraire, ouverture de l'économie au marché mondial.

Faire face à la situation financière, une série de mesures

doit être prise : introduction à partir du 1^{er} juillet d'un régime plus contraignant de financement des dépenses budgétaires, réduction du nombre de programmes d'investissements, mesures pour renforcer les revenus budgétaires avec un impôt plus fort sur les profits des entreprises, émission de bons du Trésor pour financer le déficit budgétaire, réforme fiscale en 1992 en accord avec les Républiques composant notamment l'introduction d'une taxe à la valeur ajoutée. Le déficit budgétaire ne doit pas excéder 5 % à 6 % du PNB. Le taux d'escompte sera élevé à 12 %.

Dans les conditions actuelles une libéralisation à large échelle des prix ne peut pas être mise en œuvre sans un apport de marchandises destiné à prévenir les hausses de prix. Les ressources extérieures n'y suffiront apparemment pas. Des livraisons de l'étranger pourraient s'avérer très utiles.

« Attirer le capital étranger »

Le montant total de la dette extérieure (65 milliards de dollars) n'est pas excessivement haut compte tenu de la taille du pays.

Nous attendons des dirigeants du G7 et des institutions financières internationales qu'ils adoptent une attitude favorable à des propositions destinées à restructurer et à consolider notre dette extérieure. Nous sommes prêts à accepter d'autres options, notamment à transformer une partie en capital étranger investi sur le territoire soviétique.

D'ici la fin de 1992, nous avons l'intention de privatiser sous une forme ou une autre 80 % de l'ensemble des commerces de détail, et des établissements de services. Les principales privatisations seront d'abord conduites avec la transformation d'entreprises de taille moyenne ou grande en sociétés par actions. Dans ce processus de privatisation, nous comptons

ainsi sur la participation du capital étranger. Les sociétés étrangères et les banques pourront acquérir des actions et des propriétés en Union soviétique.

Dans le cadre de la réforme agraire, les gens seront libres de rester dans les fermes collectives ou d'Etat, ou bien de passer au secteur privé.

Nous allons poursuivre nos efforts pour attirer le capital étranger. La nouvelle loi sur les investissements étrangers prévoit le droit de création d'entreprises détenues à 100 % par des étrangers. Nous proposons des programmes de coopération dans les domaines suivants : conversion des industries de défense, énergie, produits alimentaires, environnement, recherche et développement, formation du personnel et éducation.

L'une des principales étapes de notre intégration dans l'économie mondiale est la convertibilité du rouble. Deux scénarios sont possibles : une convertibilité partielle sans soutien du capital étranger dont les experts pensent qu'elle pourrait prendre plusieurs années. Cela ralentirait les autres étapes vers l'économie de marché. L'autre scénario : convertibilité avec une aide internationale et création d'un fond de stabilisation pour maintenir un taux du rouble économiquement acceptable.

Une autre étape de ce processus d'intégration est la participation de l'URSS à l'activité des organisations économiques internationales. Nous avons pris dans ce but, au cours de ces derniers mois, des contacts avec le FMI et la Banque mondiale. Le développement des relations entre l'Union soviétique, les Républiques et l'OCDE est d'une particulière importance. De même qu'avec la Communauté européenne.

Ces idées ont été approuvées par les dirigeants de neuf Républiques de l'Union et j'ai reçu mandat pour conduire des négociations avec les dirigeants du G7. (AFP)

Les négociations de l'Uruguay Round seraient conclues avant la fin de l'année

LONDRES

de notre envoyé spécial

En attendant la venue de M. Gorbatchev, principale raison d'être de ce sommet, les Sept - les chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que les ministres des finances - ont consciencieusement joué le rôle qu'on attendait d'eux, adresser au « marché », en conclusion de l'examen de la situation économique internationale, un message de confiance.

C'est surtout des très bons résultats de mai sur le front des prix que M. Pierre Bérégovoy a tenu à la discussion. La France a fait légèrement mieux que l'Allemagne. L'inversion des écarts d'inflation était attendue, mais elle est intervenue un mois plus tôt que prévu.

Peut-on redouter que ce soit là une embellie sans lendemain ? Vous pouvez compter sur moi pour que cette situation soit durable, affirme le ministre français, c'est une victoire sur nous-mêmes. Elle nous permettra d'en ramporter d'autres, y compris contre le chômage.

Comblé, M. Bérégovoy manifeste sur tous les thèmes économiques abordés par le sommet un optimisme de bon aloi. L'Uruguay Round ? « La position de la France est connue, explique-t-il, comme nos partenaires, nous voulons aboutir avant la fin de l'année, mais il faut que l'ouverture soit partout la même. Il faut éviter les bisbilles inutiles du type de celles surges à propos de l'Airbus, qui entravent la négociation. »

L'engagement de conclure avant Noël, un an donc après l'échéance initialement prévue,

figure dans la déclaration économique. Il lie politiquement les sept chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que la Commission européenne et donne donc des arguments supplémentaires à ceux qui, au sein de la communauté, plaident, le moment venu, pour davantage de souplesse sur le front agricole.

Allègement de la dette du tiers-monde

Les Français éprouvent apparemment l'impression d'être passés une fois de plus à travers les gouttes. En vérité, la pression s'organise. « La Communauté [européenne] est déterminée à prendre sa part de responsabilité », a observé, à l'issue du débat, M. Frans Andriessen.

Le vice-président de la Commission de Bruxelles, chargé des relations extérieures, fait valoir que la réforme de la politique agricole commune (PAC) récemment proposée par son institution (et qui se heurte aux réserves de plusieurs Etats-membres, dont la France) devrait faciliter le bon cheminement de la négociation.

En ce qui concerne l'allègement de la dette des pays du tiers-monde, figure désormais imposée des sommets économiques, MM. François Mitterrand et John Major ont plaidé pour que l'arrangement décidé par les Sept soit trois ans à Toronto soit encore amélioré, et que d'autres nations en voie de développement, dites « intermédiaires », puissent bénéficier de facilités analogues à celles récemment accordées à l'Egypte et à la Pologne.

Ph. L.

« mouvement de sympathie croissant en Allemagne avait pu susciter quelques illusions. »

avec des conséquences politiques très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. (AFP)

« l'objectif était de créer une atmosphère de médiation de la Communauté en Yougoslavie. » (AFP)

à ce titre, ne pouvait pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires qui défilait la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit

après cinq ans de négociations, Bruxelles comme à Strasbourg. (AFP)

DIPLOMATIE

Le sommet des sept pays industrialisés à Londres

L'aide économique à l'Union soviétique

Suite de la première page

On peut les regrouper sous trois chapitres :

- 1) les aides d'urgence, en particulier les livraisons de produits alimentaires ;
- 2) l'assistance technique, qui peut concerner des secteurs variés - conversion de l'industrie de l'armement ; sécurité des centrales nucléaires ; remise en ordre des circuits de distribution ;
- 3) le développement du potentiel énergétique, lequel représente, comme l'a souligné M. Baker, une des principales sources en devises de l'URSS. L'effort occidental pourrait porter aussi bien sur la réhabilitation et la modernisation des installations existantes, souvent en très mauvais état, que sur la mise en exploitation de nouveaux gisements pétroliers ou gaziers.

Pas de fonds de stabilisation

Il s'agit là d'actions qui, peu ou prou, ont déjà été engagées (ou au moins préparées) et pour lesquelles - c'est un avantage appréciable - les pays occidentaux possèdent une réelle expertise. Les Sept pourraient également s'employer à favoriser les investissements occidentaux en URSS, même si c'est principalement l'affaire des banques et des entreprises. C'est dans cet esprit qu'il faut considérer la levée des contraintes actuellement imposées par ses statuts à la BERD, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, en URSS. L'idée de « crédits liés » apparaîtra probablement à cette occasion (la BERD prête à l'URSS qui utilise les moyens ainsi rassemblés pour effectuer des achats à ses anciens partenaires du COMECON).

Le projet d'aide macro-économique, prenant notamment la forme d'un fonds de stabilisation qui serait créé pour accélérer la convertibilité du rouble, n'a guère de chances d'être retenu. Les Français semblent d'accord avec les Américains pour estimer que les principales réformes économiques et institutionnelles devront effectivement être mises en œuvre, sinon menées à leur terme, avant de passer à cette étape.

M. David Mulford, sous-secrétaire américain au Trésor, a ainsi fait remarquer que, dans le cas de la Pologne, le fonds de stabilisation (1 milliard de dollars), créé grâce à l'Occident, n'avait vu le jour qu'à un stade beaucoup plus avancé de la réforme économique dans ce pays. Soit deux ans après que les Polonais ont adhéré au Fonds monétaire international (FMI) et engagé avec lui les discussions concernant la mise au point de leur programme de redressement. Le FMI est considéré comme l'institution la plus qualifiée pour suivre pas à pas ce processus et l'appuyer de ses conseils. Faut-il institutionnaliser les rapports entre les Sept et le président soviétique, quel qu'il soit ? Telle est la seconde ques-

tion - après celle de l'aide elle-même - qui devait être évoquée mercredi. Cette affaire du « lien formel » à créer entre le G 7 et l'URSS était délicate. Elle a déjà monopolisé l'attention tout au cours de la journée de mardi. Le sommet économique de Londres a été, comme il était prévisible, presque entièrement détourné de sa fonction initiale, qui était de parler de l'économie mondiale et des moyens de l'améliorer.

Formaliser les rapports avec M. Gorbatchev

Si l'on met de côté le projet, adopté, de création d'un registre international des ventes d'armes, destiné à éviter la prolifération, il n'a été question quasiment que de M. Gorbatchev, des moyens de l'aider et du mécanisme permettant d'institutionnaliser, si on le souhaite, ses rapports avec les Sept.

Les Allemands avaient une

idée précise en tête, puisqu'ils succéderont l'an prochain aux Britanniques à la présidence tournante des Sept. M. Kohl souhaitait que le soin de maintenir le contact avec le dirigeant soviétique soit confié au président en exercice du G 7, c'est-à-dire à lui-même à partir du 1^{er} janvier. Cela ne déplait pas aux Britanniques, M. Major étant chargé de ce rôle jusqu'au 31 décembre.

Les Français soutenaient également l'idée allemande d'un contact annuel et formel avec M. Gorbatchev. Ils estiment que le président du G 7 pourra s'appuyer, si nécessaire, sur l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont le siège se trouve à Paris.

DOMINIQUE DHOMBRES et PHILIPPE LEMAITRE

Soirée à Buckingham

M. Mitterrand, la reine et les autres...

LONDRES

de notre envoyé spécial

M. François Mitterrand était à l'heure, pour la première fois depuis son arrivée à Londres, lorsqu'il s'est rendu mardi soir au dîner offert par la reine en l'honneur des sept chefs d'Etat ou de gouvernement présents au sommet de Londres.

Comme de coutume, les Sept étaient huit, M. Jacques Delors ayant été convié au festin. Les uns et les autres sont apparus à 22 h 20 précises sur le vaste balcon qui domine la cour intérieure du palais de Buckingham, pour écouter la sérénade que leur donnait la musique de la garde à cheval.

M. Mitterrand était venu sans son épouse, mais la reine a eu l'obligeance de lui servir en quelque sorte d'escorte, aussi bien pour le dîner que pour la sérénade. Le président français use pleinement des privilèges que lui donne, dans le protocole du G 7, son rang de plus ancien dans le grade le plus élevé. Au balcon, sous lequel étaient massés les journalistes, il était donc aux côtés de la souveraine, tandis que les autres, MM. George Bush, John Major, Helmut Kohl, Toshiki Kaifu, Giulio Andreotti, Brian Mulroney et Jacques Delors se tenaient un peu à l'écart.

Le spectacle était superbe. On a eu droit, selon l'expression anglaise consacrée, « à tous les chevaux de la reine », impeccablement harnachés, recouverts de brocart anciens et admirablement tenus. La

musique à cheval de la garde s'est livrée à une véritable fantasia dans le Quadrilatère, comme on appelle la cour intérieure du palais, tandis que des rayons laser projetaient sur les façades de gigantesques silhouettes.

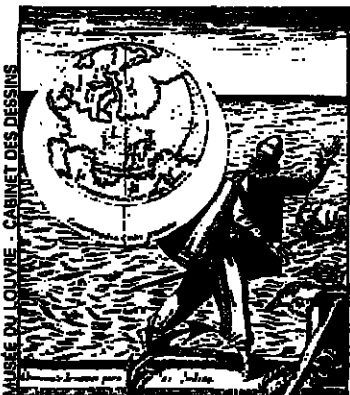
Images laser et fanfare à cheval étaient coordonnées. L'Hexagone, la tour Eiffel et le Sacré-Cœur apparaissaient ainsi sur les murs tandis qu'on entendait la Madoles. M. Delors a eu droit à l'Hymne à la joie sur fond de drapeau européen azur frappé des douze étoiles. M. Andreotti a été régalé par l'air de « La Patrie », dans Nabucco, et M. Kaifu a pu voir un gigantesque Fujisan apparaître, suivi d'un non moins considérable samouraï sur le mur faisant face au balcon.

Le finale était obligé. Land of Hope and Glory, le grand chant patriotique d'Elgar récupéré par les conservateurs, et les contours de la cathédrale Saint-Paul, ont été très applaudis par M. John Major et son épouse Norma. James Galway, le grand flûtiste originaire de Belfast, a enfin interprété Un violon sur le toit. Quelques instants plus tard, les joueurs de cornemuse des gardes écossaises apparaissent de façon incongrue sur le toit. Cela s'est terminé par un superbe feu d'artifice et, bien sûr, par un irréprochable God Save the Queen, tandis que l'étendard royal claquait dans la brise fraîche du soir, illuminé par les projecteurs...

D. Dh.

Voyage avec Colomb

par Edwy Plenel



D'Europe en Amérique un grand reportage sur les traces du navigateur pour revisiter le présent au miroir du passé.

CHAQUE JOUR DANS

Le Monde

A PARTIR DU LUNDI 29 JUILLET 1991 (numéro daté mardi 30)

PHILIPPINES

Accord sur les bases américaines

Les Etats-Unis et les Philippines ont annoncé mercredi 17 juillet à Manille la conclusion d'un nouvel accord sur les bases américaines dans l'archipel, à la suite de longues et difficiles négociations (le Monde du 17 juillet). En vertu de cet accord, la base aérienne de Clark - gravement endommagée par l'éruption du volcan Pinatubo - sera fermée d'ici au mois de septembre 1992. Quant au bail de la base navale de Subic-Bay il sera renouvelé pour dix ans. - (AFP)

INÉDIT
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE 3^e SUPERPUISSANCE
Les Anglo-Saxons, les Russes et nous. Influence de la France dans le monde : culturelle, linguistique, puissance financière et zone franc. Défense, sciences de pointe : les armes classiques et nucléaires. Etendue : 2^e domaine territorial mondial (zone maritime). DOM-TOM, l'Afrique et les 40 pays d'expression française.
356 pages, 90 F. Franco chez l'auteur : **FRANÇOIS DE PREUIL** 49360 NUEL-SUR-LAYON

EUROPE

YUGOSLAVIE : le rendez-vous manqué de Brioni

La présidence paralysée par des querelles intestines

Des nationalistes serbes ont tué, mardi 16 juillet, un policier ainsi qu'un garde national croate et blessé neuf autres policiers au cours d'attaques au mortier et à l'arme automatique. Ces chiffres fournis par le ministère croate de l'information portent à quatre morts et vingt-quatre blessés le bilan des incidents depuis le week-end. Aucun chiffre n'a été fourni du côté serbe. Un journaliste français d'origine yougoslave, Ivan Stankovic, employé par la télévision britannique WTM, a été blessé par un coup de feu alors qu'il circulait à bord d'une voiture. Ses jours ne sont pas en danger. Deux attentats à la bombe ont enfin eu lieu à Osijek sans faire de victimes alors que des fusillades se sont produites à Vukovar.

BELGRADE

de notre correspondant

Alors que la situation est toujours extrêmement tendue en Slovincie et en Croatie, la présidence collégiale - la plus haute instance de l'Etat fédéral - n'est pas parvenue à convenir d'un lieu de session. Elle devait se réunir, mardi

16 juillet, dans l'île de Brioni, pour discuter des moyens de mise en œuvre de la déclaration commune mise au point avec la «troïka» européenne et de l'ordre de démobilitation de toutes les formations paramilitaires. L'enjeu était donc de taille. Pourtant, seuls deux des huit membres de la présidence ont répondu présent. Pourquoi ? Une querelle stérile.

Le vice-président, le Monténégrin Branko Kostic, a refusé de se rendre à Brioni car le représentant slovène, M. Janez Drnovsek, ne voulait pas, lui, venir à Belgrade, au siège officiel de la présidence. Pour des raisons semblables, les représentants de la Serbie et de la Voïvodine, MM. Borislav Jovic et Jugoslav Kostic, ont rejeté l'invitation. M. Sejdo Bajramovic du Kosovo a, pour sa part, estimé que le voyage à Brioni occasionnerait des dépenses inutiles.

A son retour de Londres, le Macédonien Vasil Tupurkovski, qui joue le rôle de médiateur dans la crise et de négociateur avec la communauté internationale, s'est rendu à Brioni et, pendant une bonne partie de la journée, a tenté de réconcilier l'est et l'ouest du pays. En vain. En début de soirée, le président, le Croate Stipe Mesic, a convoqué une nouvelle session pour le 17 juillet à 11 heures. Le vice-président, M. Branko Kostic, a invité de son côté les représentants de la Serbie et les autres

intéressés à se réunir à Belgrade le même jour.

Dans ces conditions, on peut se demander si la présidence est encore capable de faire respecter les accords de cessez-le-feu et de profiter des trois mois de moratoire sur les déclarations d'indépendance de la Slovincie et de la Croatie pour reprendre les négociations sur l'avenir du pays.

200 000 civils armés

La situation reste extrêmement tendue. Quelque 200 000 civils armés se sont engagés à travers le pays dans diverses formations paramilitaires. L'armée fédérale est prête à l'action tout le long de la frontière entre la Serbie et la Croatie.

Les deux principales formations d'opposition de Serbie, le Parti du renouveau serbe de M. Draskovic et le Parti démocrate de M. Micanovic, ont annoncé qu'ils avaient demandé au président Slobodan Milosevic la démission des représentants de Serbie et du Kosovo à la présidence collective yougoslave. Ils estiment que MM. Jovic et Bajramovic sont « incapables de négocier une issue pacifique à la crise yougoslave », et exigent la nomination immédiate de nouveaux représentants non communistes.

FLORENCE HARTMANN

POLOGNE : une lettre du supérieur général des Carmes à M^{re} Théo Klein

Les carmelites quitteront le camp d'Auschwitz en 1992

Se faisant l'interprète de « la pensée personnelle de Jean-Paul II », le nouveau supérieur général de l'ordre des Carmes, le Père Camille Massieu, a écrit, le 14 juillet, une lettre d'annonce, dans une lettre du 14 juillet à M^{re} Théo Klein, ancien président du Congrès juif européen, sa « détermination à voir se réaliser aussi rapidement que possible » les accords prévoyant le déménagement des carmelites polonaises du bâtiment qu'elles occupent, depuis cinq ans, dans le camp d'Auschwitz.

Signés à Genève, le 22 février 1987, entre plusieurs cardinaux européens (Mgr Decourtray et Mgr Lustiger pour la France, Mgr Macharski pour la Pologne, etc.) et une délégation juive présidée par M^{re} Klein, ces accords portaient notamment sur la construction, à 500 mètres du camp, d'un autre monastère et d'un centre d'information sur la Shoah.

Une salle de conférences est presque achevée et pourra prochainement accueillir des groupes. Quant au nouveau carmel, sa construction est au stade des fondations. « J'ai pu prendre connaissance de l'avancement actuel des bâtiments du nouveau monastère et du centre, des efforts considérables entrepris et des réelles difficultés financières », dit le supérieur de l'ordre des Carmes. « J'ai pris les décisions qui convenaient pour faciliter le plus possible le transfert des sœurs qui (...) ont exprimé leur accord pour déménager dans le nouveau carmel. Le « vieux théâtre » d'Auschwitz deviendra alors « silencieux », comme le camp. »

« Je pense raisonnable de prévoir, »

continue la lettre à M^{re} Klein, que les sœurs seront installées dans leur monastère pour le mois d'octobre 1992. Il ne serait pas réaliste d'envoyer que ces transferts aient lieu avant cette date. »

« Je vous exprime mes regrets »

C'est la première fois que l'ordre des Carmes prend une position aussi ferme dans ce conflit. Après avoir cité le professeur français Ady Steg, le Père Massieu écrit que « ce jour de fureur et de détresse » qu'est la Shoah ne peut ni ne doit s'effacer de la mémoire contemporaine. Au sein de mon mandat comme préposé général des Carmes, je vous exprime mes regrets pour le manque de compréhension et de respect dus à la mémoire juive qui a pu être manifesté par des membres de la famille du carmel. Uni à mes frères et sœurs polonais, je veux garder dans la fidélité chrétienne la mémoire des martyrs de Pologne sous le national-socialisme. Cette fidélité et la foi catholique n'exigent pas que les sœurs carmelites prient sur les lieux d'extermination des martyrs. »

H. T.

Relance du débat sur l'avortement

Les centristes de l'Union démocratique ont relancé, mardi 16 juillet, le débat sur l'avortement en annonçant le dépôt d'une nouvelle proposition de loi qui autoriserait l'interruption volontaire de grossesse dans les cas de viol, d'inceste, ou pour sauver la vie de la mère. L'avortement serait également licite dans les cas de forte détresse matérielle, dûment certifiée, par une commission spéciale.

Aucune de ces exceptions ne figurait dans un précédent texte, soutenu par l'Eglise, qui prévoyait des peines de prison pour les médecins pratiquant des avortements. Cette proposition de loi, très critiquée, avait été gelée par le Parlement en mai. L'avortement est libre en Pologne depuis 1956 mais l'Eglise a lancé une vigoureuse campagne pour son interdiction totale avec l'appui du pape Jean-Paul II qui, lors de sa visite en juin, a dressé un parallèle controversé entre l'avortement et le génocide des Juifs par l'Allemagne nazie. Selon les sondages, près de 60 % des Polonais sont en faveur d'un maintien de la légalité de l'avortement sous diverses formes et seuls 12 % se déclarent favorables à l'interdiction totale prônée par l'Eglise. - (Reuters)

BULGARIE

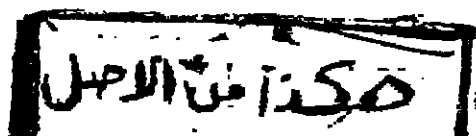
Les élections législatives et municipales auront lieu le 29 septembre

Le président bulgare, M. Jello Jeleu, a annoncé, mardi 17 juillet, que les prochaines élections législatives et municipales se dérouleront le 29 septembre. Il s'agit des deuxièmes élections libres en Bulgarie depuis la chute du régime communiste de Todor Jivkov en novembre 1989. Le premier scrutin, en juin 1990, avait vu la victoire du Parti socialiste (ex-communiste). Selon les derniers sondages, le principal mouvement d'opposition, l'Union des forces démocratiques (UFD), a de grandes chances de sortir vainqueur de la consultation de septembre. - (AFP, Reuters)

URSS : deux morts en Azerbaïdjan. - Deux Arméniens ont été tués et plusieurs autres blessés lors des opérations menées, lundi 15 juillet, par les forces spéciales du ministère de l'intérieur azéri à Erkech, village situé au nord du Nagorny-Karabakh, région peuplée

en majorité d'Arméniens et revendiquée par l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Selon l'agence arménienne Armenpress, les forces spéciales azéris étaient appuyées par des chars et des hélicoptères de l'armée soviétique, information aussitôt démentie par Moscou. - (AFP)

مكتبة النهر



PROCHE-ORIENT

IRAK : le maintien des sanctions économiques et la destruction du potentiel nucléaire

L'Irak a accusé mardi 16 juillet les Etats-Unis de chercher à tuer « tous les irakiens », et contesté le droit aux Nations unies de lui demander de détruire son potentiel nucléaire alors qu'il possède des armes atomiques. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont décidé que tous les irakiens devaient mourir, a déclaré au cours d'une conférence de presse le ministre irakien du commerce, M. Mohamed Mehdi Saleh. Ce dernier a dressé un tableau dramatique de la situation alimentaire du pays, affirmant que 11 000 enfants et adultes

étaient déjà morts à cause de l'embargo, qui prive depuis près d'un an Bagdad de ses revenus pétroliers, nécessaires pour acheter les produits alimentaires de base.

Cette déclaration est intervenue quelques heures après la publication de la déclaration des sept pays les plus industrialisés à Londres, recommandant le maintien des sanctions. Interrogé sur le lien établi par l'ONU entre la levée des sanctions et le respect par l'Irak des résolutions lui imposant la destruction de son potentiel nucléaire, le ministre a affirmé :

« Pourquoi veut-on imposer cela à l'Irak alors qu'il possède la bombe atomique ? »

L'Irak a officiellement demandé à la Ligue arabe d'envoyer une mission d'experts arabes, ou à défaut de l'Egypte, inspecter ses sites nucléaires et s'assurer des facilités accordées aux missions internationales. La presse égyptienne a rejeté unanimement l'éventualité d'une nouvelle opération militaire contre Bagdad pour l'amener à abandonner ses capacités nucléaires. Sous le titre « Non à une attaque militaire contre l'Irak », l'officiel Al-Ahram a

accusé les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne d'être les « véritables instigateurs de toute résolution du Conseil de sécurité visant à donner un statut légal à une éventuelle opération militaire contre l'Irak ». L'accroissement de l'ingérence étrangère dans la région arabe est devenu un scénario qui se répète, en passe de devenir un droit acquis, sous prétexte de s'assurer de l'application des résolutions de l'ONU », poursuit le quotidien, connu pour refléter les positions du gouvernement. (AFP.)

La France et la Grande-Bretagne vont récupérer l'uranium irakien

La France et la Grande-Bretagne vont aider l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) à récupérer et détruire le combustible nucléaire détenu par l'Irak. Cette mesure, souligne l'AIEA dans un communiqué publié mardi 16 juillet, entre dans le cadre de la résolution 687 du conseil de sécurité de l'ONU prévoyant la saisie puis la destruction des matières nucléaires de l'Irak.

Le contrat signé avec l'AIEA porte sur le combustible des trois réacteurs irakiens, tous implantés sur le site de Tammuz-2, dans la région de Bagdad, précise-t-on à Paris, au Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Il s'agit, d'une part, de 11,3 kilos d'uranium hautement enrichi (93 %) livrés par la France en 1980 pour Tammuz-2, un petit réacteur français de 500 kilowatts, qui n'a, semble-t-il, jamais fonctionné ; et, d'autre part, de 22 kilos d'uranium d'origine soviétique, enrichi à 80 %, destinés à un réacteur de 5 mégawatts (IRT-5000) fourni par l'URSS en 1967.

Un tiers de l'uranium soviétique se trouve sous les décombres d'IRT-5000 bombardé (comme Tammuz-2) par les Américains lors de la guerre du Golfe. Le troisième réacteur du site, Orizak, construit par les Français, avait été détruit en 1981 par l'aviation israélienne alors qu'il n'avait pas encore reçu son combustible.

Placé sous le contrôle d'Euratom et de l'AIEA, l'uranium irakien

sera « dilué » pour ramener son taux d'enrichissement à moins de 20 %. Une opération qui le rendra impropre à la fabrication d'armes nucléaires, mais permettra quand même son utilisation dans des réacteurs de recherche. La résolution 687 prévoit en effet la possibilité, pour l'Irak, de continuer à mener des expériences nucléaires à but pacifique sous contrôle international permanent. Un plan devrait être soumis à ce sujet courant août au conseil de sécurité, précise-t-on à l'Agence de Vienne.

Des « calutrons » très améliorés

Cet accord ne porte donc que sur les matières nucléaires détenues « officiellement » par l'Irak. Rien n'est prévu, pour l'instant, en ce qui concerne l'uranium que l'Irak aurait pu enrichir par ses propres moyens, et sur lequel les experts internationaux s'interrogent. Les responsables de Bagdad affirment n'avoir produit que 500 grammes d'uranium faiblement enrichi (à 4 %), alors que les Etats-Unis parlent de 40 kilos. « Pour l'instant, affirme un porte-parole de l'Agence de Vienne, nous n'avons aucune certitude à ce sujet, et nous ne pouvons que bâtir des scénarios, à partir de ce que nous avons constaté sur place ».

L'enrichissement par la méthode électromagnétique (à l'aide de « calutrons ») choisie par Bagdad, à la supériorité des experts, est une technologie obsolète et abandonnée par tous les pays nucléaires. Les ingénieurs irakiens étaient, cependant, parvenus à l'améliorer considérablement par rapport aux appareils décrits dans la littérature

scientifique publique, et qui datent, pour les plus récents, des années 60. « Leurs calutrons étaient apparemment capables de produire quelque 300 grammes par an d'uranium enrichi à plus de 90 %. Une capacité de production près de cinquante fois supérieure à celle des engins similaires utilisés pendant la seconde guerre mondiale pour fabriquer la charge de la bombe d'Hiroshima », explique un expert qui a pu les approcher.

Plus d'un millier de calutrons avaient été nécessaires aux Américains à l'époque. Combien les irakiens en possèdent-ils ? Une trentaine, estime le département d'Etat américain. L'AIEA ne fournit aucun chiffre, mais ses inspecteurs ont trouvé des centrales thermiques au fuel de 100 mégawatts dans les deux usines d'enrichissement d'uranium qu'ils ont visitées récemment à Al Sharqat, entre Mossoul et Tikrit, et à Tarmiyah, près de Bagdad. Une puissance suffisante pour alimenter en électricité cent calutrons par site.

Batteries de centrifugeuses

Pièces maîtresses du dispositif irakien, ces usines n'étaient, cependant, pas terminées, et elles ont été partiellement détruites par les raids américains lors de la guerre du Golfe. Les experts de l'AIEA n'ont trouvé aucun matériel d'enrichissement. Les grues et les ponts roulants de 25 tonnes de charge utile qu'abritaient encore les bâtiments semblaient attendre les calutrons. A moins qu'ils n'aient servi à les évacuer pour les mettre à l'abri des bombardiers américains et de la curiosité des visiteurs

étrangers. « Apparemment, il fallait encore aux irakiens six à dix-huit mois de travail pour passer à la production industrielle », estime M. Kyd, porte-parole de l'AIEA à Vienne. Une réunion du conseil des gouverneurs de l'Agence était prévue, jeudi 18 juillet, dans la capitale autrichienne pour « faire le point » à partir des informations recueillies sur place par les experts. Si nécessaire, une nouvelle mission se rendra en Irak la semaine prochaine pour remplacer les inspecteurs qui doivent rentrer vendredi 19 juillet, précise M. Kyd.

Elle pourrait s'intéresser aussi aux autres sites nucléaires irakiens, auxquels les calutrons récemment découverts ont volé la vedette. Bagdad s'est, en effet, lancé également dans la voie de l'enrichissement de l'uranium par ultracentrifugation. Des batteries de centrifugeuses ont été, semble-t-il, installées à Souleymaniyah et dans les monts Quara-chog, au sud de Mossoul.

Mais cette technologie moderne utilisée par l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas (1) nécessite un matériel de haute technologie, dont le commerce est très surveillé. « Les ingénieurs irakiens ont très certainement les connaissances suffisantes pour la mettre en œuvre. Mais, je doute qu'ils aient les ressources financières et les matériaux pour enrichir des quantités notables d'uranium de cette manière », estime un expert français.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) La France a opté pour l'enrichissement par « diffusion gazeuse », mis en œuvre à l'usine Eurodif de Pierrelatte (Drôme).

Le président Saddam Hussein dénonce le « double langage » de la coalition

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Pour le vingt-troisième anniversaire de la révolution du 17 juillet et alors que les menaces s'accumulent de nouveau sur l'Irak, le président Saddam Hussein a appelé, mercredi 17 juillet, dans un discours radiodiffusé de quarante-cinq minutes adressé au « glorieux peuple irakien et à notre vaillante armée », « tous les irakiens de bonne foi attachés à la souveraineté, l'unité, la dignité et l'indépendance, à oublier le passé et à ouvrir une nouvelle page de l'histoire de l'Irak ». Exhultant tout à tour les six mille ans de la civilisation de la Mésopotamie, et les énormes progrès accomplis pendant la révolution, il a avant tout tenté de redonner aux irakiens – qui en ont bien besoin – foi dans un avenir qui paraît très sombre à la plupart.

Assis à son bureau à côté d'un grand drapeau irakien et devant le faucon, symbole de l'Irak, en costume sombre et cravate rouge, le président Saddam Hussein, qui lisait son texte, n'a fait aucune allusion aux menaces militaires des Etats-Unis. Evoquant l'année qui vient de s'écouler, il a expliqué : « L'agression d'une trentaine de pays le 17 janvier par le fait que l'Irak « sort vainqueur et fort » de sa guerre contre l'Iran « ses ennemis, au premier rang desquels les sionistes, s'étaient liés avec les impérialistes et les serviteurs du pétrole et des dollars » pour abattre l'Irak. Mais, a-t-il ajouté en substance, « merci à Dieu », nous restons notre foi et notre pétrole et « nous allons reconstruire tout ce qui a été détruit et encore mieux ».

Le président irakien s'est ensuite attaché à dénoncer le « double langage » de la coalition, affirmant : « Ils avaient dit qu'ils ne voulaient pas détruire l'Irak et que leurs opé-

rations ne visaient qu'un retrait de l'armée irakienne du Koweït. Ils avaient dit que pas un seul de leurs soldats ne resterait après la récupération du Koweït. Or, aujourd'hui, leurs armées se trouvent toujours dans la région et ils insistent en affirmant qu'une partie d'entre elles vont rester non seulement dans les eaux arabes mais aussi sur le sol arabe et dans certains pays proches (la Turquie). C'est une chose très dangereuse qui prolonge l'agression », a-t-il dit avant d'interroger : « Où est leur crédibilité ? »

« En fait, a-t-il poursuivi, par cette agression militaire, ils ont voulu non seulement mettre un terme à l'action de l'armée irakienne, mais hypothéquer toutes les chances de développement de l'Irak et de son peuple. D'ailleurs, leur agression a continué après le cessez-le-feu et se poursuit jusqu'à aujourd'hui par le maintien de l'embargo alors que le Koweït est revenu à ce qu'il souhaitait ».

Faisant allusion à la guerre civile au sud de l'Irak qui a suivi le cessez-le-feu, le président Saddam Hussein a affirmé : « Ils ont ensuite préparé, en collaboration avec l'Iran, une nouvelle trahison pour parfaire leur complot. L'Irak, a encore dit le président sans toutefois citer quiconque, a payé le prix de siècles de faiblesse de la nation arabe et de certains de ses responsables mais le peuple irakien est couronné par la gloire de la foi, et du sacrifice ».

Dans une brève allusion aux négociations toujours en cours avec les parties belligères, le président irakien a simplement déclaré : « Nous travaillons aujourd'hui entre gens loyaux, Kurdes et Arabes, pour concrétiser l'autonomie de notre peuple kurde et pour ramener dans cette région la sécurité, la stabilité et la prospérité ».

FRANÇOISE CHIPAUX

AFRIQUE

DJIBOUTI

Des heurts tribaux ont fait plus de vingt morts

Au moins vingt personnes ont été tuées, entre le 10 et le 15 juillet, sur le territoire djiboutien, au cours de plusieurs affrontements entre membres des ethnies issa et oromo, a-t-on appris, mercredi 17 juillet, à Genève, auprès du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR).

Ces affrontements avaient débuté le 10 juillet à Dire-Dawa, dans le nord de l'Ethiopie, lorsque des Issas, l'ethnie du président Goude, avaient planté un drapeau djiboutien, ce qui avait provoqué une très vive réaction des Oromos, majoritaires dans la région. A Djibouti, les Issas avaient alors lancé des actions

de représailles contre les Oromos. Le HCR souhaite repéter quelque huit cents Oromos vers l'Ethiopie, mais il n'a pu, jusqu'à présent, lancer cette opération terrestre, ce qui impliquerait de faire traverser à ces réfugiés des zones hostiles. Vendredi, le ministre djiboutien de l'Intérieur avait fait état d'un mort et de quinze blessés lors d'opérations de représailles lancées par des Oromos et des Afars contre des Issas. Depuis lors, les autorités locales se sont tuées, voire ont, contre toute évidence, l'importance de ces heurts tribaux, qui fragilisent, un peu plus encore, cette mini-République.

MAROC : la préparation du référendum au Sahara occidental

Un ministre accuse M^{me} Mitterrand de « dénigrement »

La presse marocaine s'en est prise, de nouveau, mardi 16 juillet, à M^{me} Danielle Mitterrand, après que la Fondation France-Libertés, dont elle assure la présidence, a pris l'initiative de créer, avec d'autres organisations humanitaires, un « comité de vigilance », chargé de veiller au bon déroulement du référendum d'autodétermination, prévu, au début de 1992, au Sahara occidental (le Monde daté 30 juin-1^{er} juillet).

Dans un long éditorial paru à la une du quotidien, le *Matin du Sahara*, qui passe pour refléter les vues du palais, M. Moulay Ahmed Alaoui, ministre d'Etat, dénonce la création par « un certain nombre

d'organisations françaises dites indûment humanitaires (...) d'un prétendu comité de vigilance, animé et manipulé par M^{me} Mitterrand ». Il reproche aux membres de ce comité, « leurs écrits, leurs propos, leurs discours » qui « ne sont que dénigrement systématique de la politique du Maroc ».

M. Alaoui qualifie cette nouvelle initiative de « provocation (...) visant à lancer une campagne de subversion et d'agitation antimarocaine ». A l'en croire, « cette immixtion intolérable et inacceptable risque de perturber le bon déroulement du référendum ». (AFP.)

Océan Indien

MADAGASCAR : cédant à la pression de la rue

L'opposition nomme un président et un premier ministre de transition

Quarante-huit heures après que M. Paul Djijoud, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, eut relevé, lors d'une visite éclair dans la Grande Ile, « une volonté de consensus », les forces d'opposition, cédant à la pression de la rue, ont décidé, mardi 16 juillet, de rompre tout dialogue avec le président Didier Ratsiraka et de nommer un chef de l'Etat et un premier ministre de transition.

ANTANANARIVO

de notre envoyée spéciale

Des dizaines de milliers de manifestants, l'espoir à brusquement réapparu, mardi 16 juillet, lorsque le Comité des forces vives a proclamé, place du 13-mai-1972, à « Tanan », le général en retraite Jean Rakotonirainy et le professeur Albert Zafy respectivement « président et premier ministre de transition ».

Le découragement qui avait suivi l'échec de la rencontre de la veille entre les délégués de l'opposition et le chef de l'Etat s'était effacé devant la décision d'engager l'épreuve de force. M. Ratsiraka, qui avait refusé de remettre les pleins pouvoirs à ses hôtes, avait simplement accepté de suspendre la promulgation de la Constitution, tolérée par ses soins et approuvée par le Parlement où l'AREMA, le parti de la majorité présidentielle, détient 85 % des sièges. La grève de la foule, apprenant cette fin de non-recevoir, a

sans doute poussé les dirigeants de l'opposition à engager l'épreuve de force avec le pouvoir. Déjà, les grévistes du secteur privé et des banques avaient refusé de suspendre leur mouvement, comme le suggérait le Comité des forces vives. « On ne veut pas revenir à notre point de départ et il ne nous reste plus qu'à prendre les devants », assuraient quelques manifestants, heureux qu'on ait enfin osé affronter le président.

Pour l'heure, la première tâche du professeur Zafy sera de former un gouvernement de transition ou, plus simplement, d'appeler à l'opposition et à la société civile. Cet ancien ministre – de 1972 à 1975 – a pour lui l'avantage de n'avoir jamais participé à un gouvernement sous l'autorité de M. Ratsiraka et d'être originaire de la côte, ce qui devrait lui valoir les faveurs des « côtiers », traditionnellement méfiants envers les habitants des hauts plateaux.

Une farce politique

Quant au président de transition, le général Jean Rakotonirainy, ancien président du Comité militaire pour le développement, il a gagné sa popularité en 1985, lorsqu'il a refusé de commander les opérations de répression contre des centaines de jeunes adeptes du kung-fu qui jouaient les justiciers dans certains quartiers de la capitale où régnait l'anarchie. Les jeunes contestataires, qui avaient brièvement investi le radio national, le 13 mai 1989, lui avaient déjà demandé de prendre le pouvoir.

Le président en titre n'a pas jugé bon de réagir à chaud à sa « destitution ». Déjà, les sionistes dans son palais, protégés par la garde présidentielle qui, semble-t-il, est beaucoup plus sûre que les troupes régulières. L'armée, qui fait preuve d'une neutralité surprise depuis le début de la crise, laisse entendre qu'elle veut éviter l'affrontement.

Les seules craintes de l'opposition viennent de l'éventuelle décision de M. Ratsiraka d'appeler à la rescousse des unités basées en province, plus enclines à assurer sa défense que les unités installées dans la capitale. Cette décision de l'armée permet aux contestataires d'envisager l'occupation des bâtiments officiels une fois nommés les ministres de transition puisque, selon le professeur Zafy, la preuve est faite désormais que nous contrôlons la fonction publique.

Cette « volonté insurrectionnelle » n'est pas du goût de tout le monde dans l'opposition. Mardi soir, l'un des responsables les plus influents du Comité des forces vives, M. Manandafy Rakotonirina, président du parti MFM, s'est désolidarisé de ce qu'il a appelé « une farce politique regrettable ».

« Nous cherchons le dialogue avec le président tout en exigeant son départ ainsi qu'une nouvelle Constitution », a-t-il déclaré, assurant que le chef de l'Etat finira bien par céder. Le MFM a donc annoncé son refus de participer au gouvernement de transition et son souhait de rencontrer M. Ratsiraka, jeudi, comme prévu. Rencontrer celui-ci ne va pas man-

quer d'exploiter pour affaiblir ses adversaires.

Faut-il voir déjà un avant-goût de la stratégie du pouvoir dans ces propos d'un ministre se déclarant agréablement surpris par l'attitude du MFM « qui se veut un parti responsable et refuse l'aventurisme » ? Mais, aujourd'hui, il est trop tard, estime un observateur, et ceux qui cherchent, par ambition ou par calcul, un compromis avec le pouvoir qu'ils estiment peu-être encore soutenu par la France, se discréditeront d'eux-mêmes aux yeux de la population. L'Eglise, pour sa part, reste à l'écart de ces « rebondissements politiques » et préfère continuer ses efforts en vue d'amener le pouvoir et l'opposition à préparer une conférence nationale avec le souci en tête « d'essayer d'éduquer la population à la démocratie ».

JEAN HÉLÈNE



ISTH
ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR

**SCIENCES PO
PARIS**

- Stages intensifs d'été du 24 juillet au 24 août
- Séances annuelles et semestrielles

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Italie 45 85 59 35
Centre Autel 42 24 10 72
PLUS QU'UN INSTITUT UNE INSTITUTION

mouvement de sympathie déclenché en Allemagne avait pu susciter quelques illusions.

avec des conséquences politiques très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. (AFP.)

à l'instar de ce qui s'est passé en Yougoslavie. (AFP.)

à ce titre, ne pouvant pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires qui défilait la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit

après cinq ans de gouvernement, Bruxelles comme à Strasbourg. (AFP.)

AMÉRIQUES

MEXIQUE : le sommet latino-hispanique de Guadalajara

Un forum inespéré pour M. Fidel Castro

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Fidel Castro est-il disposé à accepter une certaine «ouverture» pour sauver son régime aux abois? Pour la plupart des dirigeants latino-américains soucieux de réintégrer totalement Cuba dans leur communauté, c'est un espoir. Pour certains, c'est déjà une conviction. Ils estiment que la rencontre de Guadalajara, les 18 et 19 juillet au Mexique entre les chefs d'État de tous les pays d'Amérique latine et le roi Juan Carlos, peut offrir la possibilité au dirigeant cubain, qui sera présent, de «faire un geste».

Thème du sommet de Guadalajara : les perspectives d'intégration des nations de l'hémisphère occidental à la veille de la célébration, en 1992, à Séville, du cinquième centenaire de la «découverte» de l'Amérique. A priori, la marge de manœuvre d'un État de tous les pays d'Amérique latine et le roi Juan Carlos, peut offrir la possibilité au dirigeant cubain, qui sera présent, de «faire un geste».

En Amérique latine, le «modèle cubain» avait perdu tout attrait avant même la chute des régimes communistes de l'Europe de l'Est. Mais la «révolution» cubaine reste un événement exemplaire pour de larges secteurs des sociétés latino-américaines. Fidel Castro conserve personnellement un certain crédit même chez les leaders les plus démocrates. Recevant l'ancien ministre de l'Intérieur sandiniste, Tomas Borge, le président démocrate chrétien du Chili, Patricio Aylwin, affirme qu'il fait confiance au «général politique» de Fidel pour trouver une issue. Le président social-démocrate du Venezuela, Carlos Andrés Pérez, presse Castro d'admettre la «nécessité du pluralisme». Le Mexique maintient des liens ambigus mais fermes avec Cuba contre vents et marées. Les

dirigeants d'Argentine, d'Uruguay, du Brésil et du Pérou sont disposés à favoriser une réintégration démocratique de l'île en difficulté. C'est aussi une manière de manifester les réserves et l'engagement qui persistent à l'égard des États-Unis malgré l'adoption, de gré ou de force, de sévères plans d'austérité sous le contrôle du FMI.

Assistance aux guérillas

A Cuba pourtant, rien ne bouge. Au contraire. Le régime se durcit un peu plus face à la montée des oppositions et à la multiplication des mises en demeure. «Le socialisme ou la mort», cette formule nihiliste renforce pour le moment la thèse de ceux qui, en Amérique latine, pensent que Castro préfère encore couler à la barre de son navire en détresse avec équipage et passagers. Le numéro un se met même, dit-on de très bonne source, des forces armées cubaines, le pilier du régime et l'institution la plus sensible, dans tous les sens du terme, aux influences soviétiques : «Fidel, affirme un diplomate, a assisté par vidéo à l'exécution du général Ochoa et de ses compagnons. Pour en être sûr». Commentant la chute du régime mégalomane en Éthiopie, Gramma écrit : «Faire des concessions de principe à court ou à long terme équivaut virtuellement au suicide pour un gouvernement révolutionnaire».

A La Havane, l'appareil de propagande et d'assistance aux guérillas latino-américaines dirigées par le redoutable Pinaro, alias Barberousse, n'a pas été démantelé. Les liens sont maintenus avec les mouvements insurgés du Guatemala, du Salvador, du Honduras, de Colombie, du Chili. Ainsi qu'avec les sandinistes, en semi-opposition à Managua, et le MRTA (Mouvement révolutionnaire

Tupac Amaru) du Pérou. Les dirigeants de pays encore touchés par l'insurrection armée le savent et disent que «Castro joue un double jeu. Il peut aussi, si nécessaire, jouer les médiateurs et les pompiers». Le gouvernement colombien le sait si bien qu'il «informe» régulièrement Fidel Castro de l'état des pourparlers de paix avec les mouvements de guérilla. Et qu'il n'exclut pas une éventuelle «médiation cubaine». Rafael Pardo, conseiller du président Gaviria pour la sécurité nationale, a admis s'être rendu à plusieurs reprises à La Havane dans ce but. Pourtant la Colombie a rompu ses relations diplomatiques avec Cuba en 1981 pour protester «contre l'entraînement et les livraisons d'armes aux guérillas du M-19». Une organisation qui a négocié sa législation en 1990 et dont le leader, Navarro Wolff, vient aujourd'hui largement en tête des sondages pour l'élection à la présidence de la République.

Le gouvernement de Bogota, qui maintient non sans peine son plan de pacification générale, compte donc sur le leader cubain pour «raisonner» les chefs les plus irréductibles des FARC et de l'ELN qui ont engagé à Caracas des négociations de paix actuellement dans l'impasse. Dans l'impasse également les pourparlers de paix au Guatemala et au Salvador. Un nouveau round de négociations a commencé le 9 juillet au Mexique en même temps qu'une nouvelle offensive du Front Farabundo Martí sur le terrain et des assassinats commis par les escadrons de la mort liés à l'extrême droite salvadorienne. Les dirigeants du Guatemala et du Salvador ne seraient pas non plus fâchés de recevoir un petit «coup de pouce» du numéro un cubain.

MARCEL NIEDERGAUG

Madrid veut ouvrir un dialogue «en famille» avec l'Amérique latine

MADRID

de notre correspondant

Ouvrir un dialogue avec la vingtaine de chefs d'État présents au premier sommet latino-hispanique de Guadalajara, y compris avec Fidel Castro, un «dialogue plus facile car en famille», selon le ministre espagnol des Affaires étrangères, M. Francisco Fernández Ordóñez, c'est l'objectif de Madrid.

Le roi Juan Carlos, qui accompagne Felipe Gonzalez, devrait s'entretenir avec le numéro un cubain. Il y a dix jours, le souverain espagnol qui, pour la première fois, accompagnait le chef du gouvernement à l'étranger, s'est rendu à Rabat pour signer le traité de coopération hispano-marocaine, et n'a pas manqué, alors, de souligner la nécessité de respecter les droits de l'homme dans l'île. Il se pourrait bien qu'il tienne le même langage au leader cubain.

Pour Felipe Gonzalez «c'est la dimension anglo-saxonne qui a prévalu dans cette région du monde. Tout au long du vingtième siècle, l'Espagne a été assez absente, hormis ses discours sur l'hispanité». Ses échanges avec l'Amérique latine ne représentent que quelque 4 % de son commerce extérieur. Aujourd'hui, dit Felipe Gonzalez, «la communauté latine doit unir ses efforts pour obtenir le poids

spécifique qu'elle mérite dans le monde, et c'est ce qu'il faut rechercher à Guadalajara : notre poids face à la francophonie ou à la communauté anglo-saxonne».

A une année de la célébration du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, l'Espagne entend poser, dans la deuxième ville du Mexique, les bases d'une grande coopération politique et culturelle, le prochain rendez-vous étant déjà fixé à l'an prochain en territoire espagnol. Elle veut devenir l'ambassadeur, auprès de la CEE, du sous-comité de l'Union européenne pour l'accès à la démocratie durant les années 80 de nombreux États d'Amérique latine n'ont pas malheureusement permis d'améliorer la situation sociale, en raison du désastre économique. «Quatre cents millions de dollars de dette extérieure, c'est le tiers de toute la dette du globe», explique Carlos Blasco, directeur des relations économiques internationales au ministère des Affaires étrangères. Il faut négocier le rééchelonnement de cette dette au cas par cas, et faire preuve d'imagination, a-t-il poursuivi. L'Espagne, qui entend favoriser les investissements dans le secteur industriel et dans celui des services, estime que le processus d'intégration régionale est indispensable pour sortir l'Amérique latine du chaos économique. — (Infrat)

Bloemfontein. A l'issue d'une brève session devant la Cour suprême de Johannesburg, le juge Michael Steyn a estimé qu'il y avait «une perspective raisonnable» qu'un autre tribunal diffère dans ses conclusions sur la culpabilité de M. Mandela, aujourd'hui en liberté sous caution. — (AFP)

CORÉE DU NORD : Pyongyang accepte le contrôle de ses installations nucléaires. — La Corée du Nord a paraphé, mardi 16 juillet, à Vienne, un accord avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) permettant aux experts internationaux de contrôler toutes ses installations nucléaires. Ce texte sera soumis au conseil des gouverneurs de l'AIEA pour ratification en septembre. Pyongyang continue toutefois de réclamer le retrait de Corée du Sud de toutes les armes nucléaires américaines. — (Reuters)

HAITI : quinze arrestations pour complot contre la sûreté de l'État. — Selon Télé-Haiti, quinze personnes ont été arrêtées à Port-

au-Prince et à Gonaïves, dans la nuit du 12 au 13 juillet, à la suite d'un «complot contre la sûreté de l'État» fomenté, depuis sa cellule du pénitencier de Port-au-Prince, par Roger Lafontant, l'ancien chef des «tontons macoutes». Parmi les personnes appréhendées figure M. Daniel Narcisse, responsable du Comité de liaison des forces démocratiques et ancien opposant au régime Duvalier rallié par la suite au général Prosper Avril. — (AFP)

INDE : M. Rao a obtenu la confiance du Parlement. — Le premier ministre indien, M. Narasimha Rao, a obtenu lundi 15 juillet la confiance du Parlement pour son gouvernement minoritaire formé, au lendemain des élections de mai-juin, de membres du parti du Congrès. Il a obtenu 241 voix contre 111. Il y a eu 112 abstentions. Les députés du Front national (centre) et les communistes se sont abstenus, ceux du BJP (hindouiste de droite) ont voté contre. — (Reuters, AFP)

ASIE

MONGOLIE

«Nous n'abandonnerons jamais la démocratie»

nous déclare le président Ochirbat

Un an après l'ouverture de la Mongolie au pluralisme et à l'économie de marché, le président Punsalmaagiyn Ochirbat, réformiste nommé chef de l'État en 1990, a assuré — au cours d'un entretien accordé au Monde et à l'AFP — que la démocratisation était «irréversible» dans ce qui fut le deuxième plus ancien pays communiste du monde.

OULAN-BATOR

de notre envoyé spécial

M. Ochirbat a fait un peu seul dans l'immense bureau stalinien hérité de ses prédécesseurs soviéto-philins, dans les palais gris à colonnades dont les fenêtres donnent sur la place Sukhe-Bator, ornée de la statue équestre du fondateur de la Mongolie «moderne». Retombée l'excitation qui a saisi la capitale pour la fête nationale, avec courses de chevaux, championnats de lutte et de tir à l'arc en costumes traditionnels. Oulan-Bator ronronne et crève sa vodka, et la bouffée d'enthousiasme sur le thème «Renouveau de la Mongolie» (sans l'adjectif socialiste) a cédé à nouveau la place à la morosité face à la situation économique.

La crise soviétique et le passage aux devises fortes dans le commerce avec l'URSS et les partenaires traditionnels ex-socialistes d'Europe font que les pièces défectives et matières premières vitales n'arrivent plus. L'URSS n'a pas payé un sou, selon les Mongols, des achats effectués cette année. L'essence manque cruellement. La production industrielle décline. La situation alimentaire est préoccupante. Les réserves en médicaments sont extrêmement faibles. Le taux de mortalité infantile s'est accru de 15 % à Oulan-Bator l'hi-

ver dernier. Comment la Mongolie s'efforce-t-elle de s'en sortir?

«En tentant de moderniser la façon dont nous utilisons nos ressources de manière à accroître la production et d'essayer de satisfaire les besoins de la population», indique M. Ochirbat. Concrètement, cela signifie une privatisation à grande échelle, la libéralisation des prix, un décret en préparation pour rendre la monnaie — le tugrik — convertible, et des incitations aux investissements étrangers.

«Si nous parvenons à développer une industrie orientée vers l'exportation de produits finis de haute qualité à partir de notre production agricole, de nos minerais et autres matières premières, nous surmonterons la crise économique.» Dans l'immédiat, la Mongolie doit s'en remettre à l'assistance internationale.

Un futur

«Tigre»?

Le problème économique a une dimension politique, selon le chef de l'État, communiste de quarante-neuf ans que la révolution en douceur de l'an dernier, téléguidée par le Parti populaire révolutionnaire (PPRM), a porté au pouvoir. «Nous nous sommes saoulés de liberté (...). Pendant des années, nous avions un système très rigide. Soudain, ce fut la liberté. Certains ont tendance à confondre démocratie avec anarchie.» Il est temps «de revenir à un plus grand sens des responsabilités, de l'ordre et de la discipline». Comparant le phénomène à une crise d'adolescence, M. Ochirbat assure toutefois : «Nous n'abandonnerons jamais la démocratie. Elle est irréversible en Mongolie».

Premier pays communiste d'Asie à s'être lancé dans le pluralisme, la Mongolie peut même, à l'en croire, trouver dans l'avènement de la propriété privée un facteur de stabilité à travers la crise économique. «Les gens vont devenir

propriétaires de leurs propres entreprises. Cela renforcera leur sens des responsabilités et de la discipline mieux que tout facteur extérieur.» En tout état de cause, «nous nous sommes habitués à l'idée qu'il est normal, pour toute société, que des individus ou groupes d'individus aient des idées différentes» du gouvernement.

L'aile stalinienne du régime, loin d'être démantelée, ne risque-t-elle pas d'exploiter la crise pour revenir en arrière? «Ces intentions peuvent exister, en vue de restaurer le vieil ordre. Mais elles ne trouveront pas d'opportunité de se matérialiser.»

A long terme, M. Ochirbat voit dans son pays, riche en ressources inexploitées, «un des tigres d'Asie». L'avenir, ce sera une coopération «à facettes multiples» centrée sur les exportations en direction des deux «grands marchés» voisins que sont la Chine et l'URSS, ou ce qu'il en restera, avec l'aide technologique et financière du monde capitaliste.

Celle-ci, pourtant, tarde à venir. La Mongolie se dote lentement d'un cadre juridique favorisant les investissements. «Nous comprenons que les hommes d'affaires occidentaux soient très prudents (...) tant que de tels accords ne sont pas signés (...). Pour le moment, nous sommes toujours optimistes. Il n'est pas encore temps d'être défaits!»

Pas question toutefois, promet-il, d'industrialisation à outrance. «Dans dix ans, qui peut dire quel critère sera retenu pour déterminer la richesse d'un pays? Sa qualité de vie? Un pays où les gens vivent dans une jungle de béton, ne peuvent pas voir le ciel ni respirer à cause de la pollution? Ou un pays comme celui-ci, où ils vivent sur un vaste territoire, boivent et respirent de l'eau et un air naturels?» Le sous-développement dans lequel la Mongolie, encore une sorte de paradis écologique sur une grande partie de son territoire, a été maintenue par soixante-neuf ans de stalinisme risquerait alors de devenir un atout pour le prochain siècle.

FRANCIS DERON

AFGHANISTAN : ancien président prosoviétique rentré d'exil

M. Babrak Karmal assure avoir été opposé à l'intervention soviétique en 1979

L'ancien président du régime prosoviétique afghan, M. Babrak Karmal, récemment rentré à Kaboul d'un exil à Moscou, a assuré lundi 15 juillet à l'agence Reuter qu'il avait désapprouvé l'intervention soviétique dans son pays en décembre 1979. Parant pour la première fois depuis son retour, il a affirmé qu'il avait été mis devant le fait accompli avant son arrivée au pouvoir. C'est pourtant en se fondant sur un appel à l'aide de communistes afghans regroupés autour de M. Karmal que Brejnev avait justifié l'envoi de ses troupes en Afghanistan.

L'ancien dirigeant communiste, qui avait présidé aux destinées du régime pendant la période la plus sanglante de la guerre et de la répression, a affirmé avoir toujours été un «patriote». «La question ne devrait pas être de savoir quel contrôle les Soviétiques

avaient sur moi, mais quels maux supplémentaires ma présidence a épargné au pays». M. Karmal s'est enfin déclaré favorable à l'instauration à terme dans son pays d'une démocratie libérale «conformément à la tradition afghane».

Un Français retenu en otage. — M. Xavier Bonan, un Français employé par une organisation américaine spécialisée dans les projets agricoles — Development Alternative Inc. (DAI) — est retenu en otage depuis dix jours dans la province de Zaddoul, au sud du pays, par un commandant local du parti fondamentaliste afghan Ittihad-e-Islami de M. Rasoul Sayyaf, ont indiqué mardi 16 juillet des sources humanitaires au Pakistan. — (AFP)

TOGO : suspension de la conférence nationale. — Le nouveau président de la conférence nationale, Mgr Kpodonou, a décidé, mardi 16 juillet, d'en suspendre les travaux jusqu'à jeudi pour permettre au président de mener de «vastes consultations». Le gouvernement avait décidé de suspendre sa participation après que la conférence se fut proclamée souveraine et eut annoncé la suspension de la Constitution. — (AFP)

VIETNAM : félicitations «chaleureuses» à M. Saddam Hussein. — Le président vietnamien, M. Vo Chi Cong, a adressé mardi 16 juillet un message de félicitations «chaleureuses» à M. Saddam Hussein à l'occasion de la fête nationale irakienne. Le premier ministre — et nouveau secrétaire général du PCV — M. Do Muoi, a également envoyé un message à son homologue de Bagdad, condamnant implicitement la présence américaine et alliée en Irak ainsi que l'embargo économique contre ce pays. La presse de Hanoï a publié des articles allant dans le même sens. — (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

Le Monde

Édité par le SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant
directeur de la publication
Bruno Fraipont
directeur de la rédaction
Jacques Gailly
directeur de la gestion
Manuel Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amic
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Thomas Farnesi
Philippe Harman
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(éditeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Baye-Méry (1944-1959)
Jacques Fauvet (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-25-89
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-SEINE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

Jacques Collard et Marie Roy
DICTIONNAIRE
DU FRANÇAIS
NON
CONVENTIONNEL
H. L. HAY HILLIER

QUI A ÉCRIT ?
«L'samedi soir
après
le turbin»
MURIEL PERLE
H. L. HAY HILLIER

مكتبة الأمل

«mouvement» de sympathie croissante en Allemagne avait pu susciter quelques illusions.

avec des conséquences politiques très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. - (AFP)

s'écarter dans le sens des intérêts de médiation de la Communauté en Yougoslavie. - (AFP)

à ce titre, ne pouvant pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires» qui défraient la chronique.

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit

après cinq ans de discussions, Bruxelles comme à Strasbourg. (AFP)

JUSTICE

Après la grâce collective accordée par M. Mitterrand

Le rude apprentissage de la liberté retrouvée

En raison de la grâce collective accordée par M. François Mitterrand à l'occasion de la Fête nationale, 1 296 détenus libérables le 22 juillet ont quitté leurs établissements pénitentiaires dès le 12 juillet (le Monde du 11 juillet). Selon la chancellerie, cette grâce, fondée sur le reliquat de peine à accomplir, a l'avantage de favoriser l'étalement des libérations anticipées, et donc d'utiliser « au mieux » les structures d'accueil et de réinsertion existantes. La CFDT-justice critique l'absence « de moyens ou de crédits affectés pour l'événement ». « Aucun accompagnement prévu en région parisienne, aucune place d'hébergement possible pour faire face à une demande plus forte », note le syndicat. A Paris, ce travail d'accueil et de réinsertion est accompli par le Service régional d'aide, d'information et d'orientation des sortants de prison (SRAIOSP).

Eric vient de passer trente-quatre mois et neuf jours à la prison de Fresnes pour un « vol avec violence ». Libéré le 9 juillet, dix-sept mois avant la date prévue, grâce aux remises de peine et à la grâce présidentielle du Bicentenaire de 1989, Eric a d'abord voulu fêter la liberté retrouvée. Son péché d'adultère, sa joie dissipée, il lui faut désormais affronter la vie quotidienne. « Je me sens perdu et un peu abruti au bout de trois ans, explique-t-il. Tout seul, je ne peux pas bouger, j'ai besoin d'aide ».

Comme tous ceux qui poussent la porte du SRAIOSP, Eric est sans domicile fixe. Il est venu dans l'espoir d'obtenir d'abord un hébergement. Un travail aussi. « Nous ne sommes pas un service de magiciens », prévient l'un des éducateurs, Joël Jallet, au cours de la réunion d'information prélimi-

naire. Il insiste : « Nous ne sommes pas un distributeur de tickets-restaurant, d'argent ou de logement. Nous sommes là pour essayer de comprendre votre situation personnelle, pour construire un projet avec vous ».

La « sécurité de base »

Depuis bientôt trois ans - le service a été mis en place, à l'origine, pour répondre à l'afflux des graciés de 1988 - l'équipe, composée de trois surveillants de l'administration pénitentiaire et de six travailleurs sociaux, a progressivement centré son travail sur la réinsertion à plus long terme.

« Au début, on se demandait : que va-t-on leur donner ? se rappelle Joël Jallet. L'une des éducatrices. Mais comment imaginer

que l'existence de quelqu'un se limite à des papiers, un toit, un boulot ? » Le SRAIOSP est donc progressivement devenu un lieu d'écoute et de dialogue. « La plus grande pauvreté, souligne l'éducatrice, réside dans l'incapacité relationnelle ».

L'essentiel du travail se veut de longue haleine. Le « libéré », souligne l'équipe du SRAIOSP, doit être motivé. « Certains nous expliquent qu'ils n'ont pas pu faire autrement que d'aller en prison, explique Annie Gouedard, psychologue. Ils disent qu'ils n'arrivent pas à assumer leur quotidien ». Pour autant, l'aide matérielle immédiate ne saurait être exclue.

Première étape : les faire rentrer dans leurs « droits de citoyens à part entière ». Carte de Sécurité sociale, prestations familiales, allo-

Grâces et expulsions

Parmi les 1 296 graciés qui ont quitté leurs prisons vendredi 12 juillet, se trouvaient 281 étrangers sous le coup d'une mesure administrative de reconduite à la frontière ou d'une mesure judiciaire d'expulsion. Les « dispositions nécessaires » ont été prises, affirme la chancellerie, afin de « permettre l'exécution » de ces mesures d'éloignement. Pour l'instant, il est difficile de connaître le nombre de graciés qui ont été effectivement expulsés : le ministère de l'Intérieur, qui rappelle que ces mesures sont « en cours », affirme ne pas encore disposer de chiffres précis.

Parmi ces étrangers, « plusieurs dizaines » seraient des victimes de la « double peine », selon le comité du même nom. Ces étrangers auraient donc subi, en plus de leur peine d'emprisonnement, une interdiction du territoire temporaire ou définitive, notamment dans des

affaires de trafic ou d'usage de stupéfiants, et ce, quelles que soient leurs attaches en France. La semaine dernière, le gouvernement a annoncé un aménagement de la double peine : en matière de stupéfiants, et pour les infractions les moins graves, il sera notamment impossible de prononcer des interdictions de territoire pour les étrangers dits « protégés » recensés à l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 (le Monde du 12 juillet).

En attendant cette modification législative, le comité contre la double peine a adressé au président de la République une lettre ouverte demandant un « moratoire » suspendant les expulsions de ces étrangers. « Nous savons par expérience que le départ forcé de pères et d'enfants entraîne la détresse et la colère des familles, causant des tensions sur nos quartiers », précise le comité dans un communiqué.

ÉDUCATION

Une lettre du PDG de l'ESIG

Nous avons reçu de M. Gilbert Glasman, PDG de l'Ecole supérieure d'informatique de commerce et de gestion (ESIG), la lettre suivante :

Les enseignants, les étudiants et la direction de l'ESIG étant mis en cause par la parution de l'article « Du rififi chez les privés » publié dans le Monde du 27 juin, l'ESIG a demandé à bénéficier du droit de réponse. L'article comporte en effet un certain nombre d'inexactitudes, d'amalgames ou d'informations tronquées. Qu'il me soit simplement permis de rétablir ici les faits, sans polémique inutile :

1. Les étudiants de l'ESIG. Près de 4 000 anciens élèves sont sortis de l'ESIG Paris depuis sa création. Personne n'a jamais parlé d'eux, et pour cause : ils sont entrés avec succès dans la vie active.

1 000 étudiants nous font chaque année confiance à Paris, 5 000 autres en font de même

Rosh ha-Shana et rentrée scolaire

Le grand rabbin de France souhaite le respect du Nouvel An juif

Le grand rabbin de France, M. Joseph Sitruk, a protesté auprès du ministre de l'Éducation nationale pour le choix des 9 et 10 septembre comme dates de la rentrée scolaire : ces deux jours sont, en effet, ceux du Nouvel An juif (Rosh ha-Shana). Le grand rabbin de France se réjouit cependant des directives adressées à cette occasion par M. Jospin, pour que « fonctionnaires et élèves puissent s'absenter conformément à leurs légitimes convictions religieuses, sans aucun préjudice ». Il invite la communauté juive à respecter les deux jours de fête du Nouvel An et conclut : « Il nous reste à espérer que l'avenir tiendra compte des dates des fêtes juives et du shabbat tant pour les rentrées scolaires que pour les examens tout au long de l'année ».

dans les ESIG de France. Personne non plus n'a jamais parlé d'eux, et pourtant ils préparent avec acharnement leurs examens dans une école classée parmi les meilleures pour ses réussites aux diplômes d'État.

Treize étudiants sur 1 000 manifestent leur droit d'usage, comme c'est celui d'un journal de parler d'eux.

Mais tous ceux qui travaillent et veulent avec nous réussir savent que l'ESIG tient ses engagements, que les cours y sont conformes aux directives et horaires de l'Éducation nationale, que tous les étudiants sont présentés aux examens d'État, avec des dossiers en règle, et qu'un différend avec treize étudiants portant sur une matière optionnelle ne justifie pas qu'on falsifie la réalité (contrairement à ce qui est écrit dans l'article, les dossiers scolaires de ces treize étudiants ont été déposés à l'académie par l'ESIG dans les délais prévus sans qu'aucune procédure judiciaire ne l'y ait obligé) ou qu'on tente sur cinq colonnes (1) de ternir l'image d'une école dont la qualité est partout reconnue.

2. La mensualisation. Un arrêt rendu par la cour d'appel de Paris, le 11 juin dernier, a confirmé que l'ESIG respectait scrupuleusement les règles légales en matière de mensualisation. Les quelques professeurs contestataires dont l'article du Monde fait grand cas ont donc perdu leur procès. Il importe peu que cette décision ne satisfasse pas tel ou tel délégué syndical présenté à tort dans l'article comme élu. Et le droit est respecté à l'ESIG comme dans les établissements sérieux de notre secteur professionnel.

3. La qualité de l'enseignement. Réuni en séance extraordinaire le 27 juin 1991, c'est-à-dire le lendemain même de la parution de l'article, le comité d'entreprise de l'ESIG Paris, étonné de ne pas avoir été contacté ou entendu par l'auteur du texte, a adopté à l'unanimité un communiqué précisant notamment :

« Le comité d'entreprise de l'ESIG Paris, constitué essentiellement d'enseignants, regrettant vivement que les propos de l'article du

Monde du 27 juin 1991 relèvent d'une double généralisation abusive, désire apporter des éclaircissements et les compléments d'information suivants :

a) La qualité de l'enseignement dispensé dans les différentes formations ne saurait être mise en cause : les résultats de l'ESIG aux examens d'État (huit BTS différents) la placent à la première place de tête des écoles privées hors contrat ; il faut ajouter à cette estimation des résultats officiels que l'ESIG, contrairement à certaines autres écoles, présente toujours tous ses étudiants aux examens d'État.

b) La présence régulière des enseignants de l'ESIG aux différents jurys du BTS prouve la qualité de son équipe pédagogique aux yeux de l'académie, et ce, à tel point que deux enseignants de l'ESIG ont été présidents de commission depuis la mise en place des nouveaux BTS.

c) Le malaise ressenti, à la veille de leur examen, par les étudiants de Force de vente est naturel dès lors que l'on sait qu'il s'agit d'un nouveau BTS dont la définition encore incertaine a rendu la mise en place délicate dans tous les établissements, y compris ceux du public.

d) De plus la polarisation sur une classe de quinze élèves ne peut être représentative de la vie d'une école de 1 000 élèves.

Chacun comprendra que je ne fais pas de commentaire. Enfin, pourquoi ouvrir le débat privé-public ? Quel que soit le secteur d'enseignement, l'acte éducatif a un coût et par conséquent un prix. Et cela ne saurait être contradictoire avec l'intérêt des étudiants, des personnels et de l'économie française. Bien au contraire.

« Les faits, sans polémique inutile. » C'est à cette invitation de M. Glasman, président de l'ESIG, qu'avait par avance répondu l'article du 27 juin, complété par une précision dans le Monde du 4 juillet. Treize élèves insatisfaits, dix-sept enseignants mécontents et un professeur qui revendique le statut de délégué syndical : dans les trois cas, des procédures sont engagées contre la direction de cette école. Dans les trois cas, le Monde s'en est tenu aux faits.

Jeunesses d'Amérique

Fat Cindy

LULING, (Louisiane)

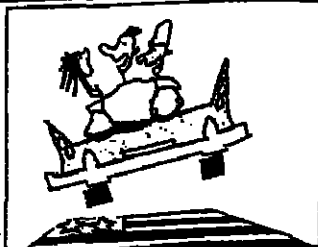
de notre envoyée spéciale

Cerné par les bayous qui ont envahi l'ancienne plantation, le bar, climatisé à outrance, est pour le routier un havre inespéré, après des miles de jungle étouffante. En cette heure crépusculaire, l'homme s'installe au comptoir désert, presque comme un intrus. Il est gigantesque, une énorme masse de 2 mètres de haut, aux formes adipeuses serrées dans un jean avachi, des pieds comme des battoirs et une peau noire d'encre.

« Trois œufs au lard, hash-brown et purée de semoule, piment, chili et cheese, une pinte de bière et un pot de café », demande-t-il d'un filet de voix. Le fourneau est luisant d'huile. L'unique serveuse de permanence dans ce snack ouvert jour et nuit surgit de derrière la caisse. Cindy - le prénom qu'indique le macaron accroché sur la blouse marine - se met sans un mot à sa poêle. En un temps record, la coïlesse est servie. Cindy retourne aussitôt derrière sa caisse. Là, accroupie, elle tourne le dos au comptoir et reprend la lecture de son roman-photo.

La petite Cindy est bâtie comme un cube, aussi large que haute, et pèse plus de 100 kilos. Dans le visage rougeaud et bouffi, seuls les yeux bleus trahissent une adolescence tourmentée. Cindy ne se laisse que rarement aller à croquer le regard d'un interlocuteur. Seuls les habitués, après bien des repas, ont droit à ce privilège. La parole est tout aussi rare. La vie de Cindy semble limitée à ce bouill-bouill. Comme sans passé ni futur.

La jeune fille abandonna un beau jour la ferme natale du Minnesota et fit halte dans ce coin paumé de Louisiane, où



l'on cherchait une serveuse. Huit mois ont passé. Elle ne sait quand elle en parira. L'histoire se passe d'explications. Elle n'a aucun diplôme. Elle ne s'est liée à personne. Ce job est très dur, dans la chaleur du fourneau et les aléas du passage.

Un mur de silence

Est-ce ici qu'elle a pris tous ces kilos ? « Non... » La petite Cindy ne se souvient plus « quand cela lui est venu ». Simplement, elle a choisi de s'enfermer dans son obésité et a bâti autour d'elle un solide mur de silence. Ici, loin du Minnesota, très loin des quolibets de la cour d'école et des cris du père à la ferme.

L'Amérique a ses millions d'obèses, que l'on appelle ici les « Big Fat Henry ». Ils sont censés célébrer l'abondance. En même temps, d'après une récente enquête nationale, cinq millions d'enfants souffriraient actuellement de la faim. Mais, du matin au soir, d'autres millions de gens grignotent inlassablement entre de copieux repas. Cette boulimie ne suffit pas à expliquer l'exceptionnelle densité d'obèses. Des experts en nutrition pointent le doigt sur un autre coupable : la course à la productivité. Les produits alimentaires, à force d'enrichissements chimiques et d'utilisation sans contrôle d'hormones, engendrent des déséquilibres du métabolisme.

Mais la prohibition de la cigarette mobilise davantage les esprits que la chasse aux kilos superflus. Le cancer menace plus ouvertement que la surnourriture obésité. Qui se préoccupe encore de Cindy, réfugiée en son roman-photo derrière sa caisse ?

DANIELLE ROUARD

URBANISME

Un projet de l'architecte Roland Castro

L'école des hautes études urbaines ouvrira en 1992

Lancée par Roland Castro, le bouillant « inventeur » de Banlieues 89, lors des assises des années historiques de Bron, en décembre 1990, l'idée d'une école des hautes études urbaines est devenue un projet concret sur l'initiative de M. Michel Delebarre, ministre de la ville. C'est d'ailleurs dans les salons de ce ministère que les travaux de l'équipe Castro devaient être rendus publics, mercredi 17 juillet. L'école pourrait ouvrir ses portes à Saint-Denis ou dans l'agglomération lyonnaise dès 1992.

Quatre-vingts pour cent des Français vivent aujourd'hui sur des territoires urbanisés et, dans quelques années, la moitié de la population mondiale sera dans la même situation. « Le destin du monde est la ville », dit Roland Castro. Mais quelle ville ? Celles qui ont été engendrées par l'alliance entre les architectes

modernes, les hauts fonctionnaires planificateurs et les industriels du bâtiment ont abouti à « un désastre urbain ». Il faut donc imaginer autre chose.

Deuxième observation : ni l'enseignement universitaire de l'urbanisme ni les écoles d'architecture ne paraissent capables de faire ce travail conceptuel. Conclusion : il faut réunir les intellectuels et les praticiens au sein d'une nouvelle institution de haut niveau qui soit à la fois un laboratoire d'idées et un diffuseur de savoir. De la synergie entre ceux qui dessinent et ceux qui pensent sortira peut-être l'esquisse d'une civilisation urbaine.

Un tandem intellectuel-architecte

Quel sera l'instrument d'une si vaste ambition ? Roland Castro, qui se méfie des institutions classiques, ne propose ni une grande école ni une université. Selon lui, l'école des hautes études urbaines fonctionnera de manière souple, à

l'américaine, et devrait s'articuler en deux « sections ». La première, ouverte à tout public, dispensera des cours magistraux et organisera des séminaires un peu sur le modèle du Collège de France. Ces « humanités urbaines » exploiteront cinq thèmes principaux : inventer l'urbanité, les politiques publiques, les formes de la ville, l'écologie urbaine, la cité reflet du monde.

La seconde section comprendra une dizaine d'ateliers pilotes chacun par un tandem composé d'un intellectuel et d'un architecte. Ils seront accessibles à des « étudiants » (une soixantaine par promotion) réalisant une recherche originale fondée sur des monographies de terrain. Leur travail devra être présenté publiquement et sera sanctionné non pas par un diplôme, mais par une simple « attestation de mérite ». Ces étudiants seraient pour la plupart des professionnels ayant des responsabilités dans le domaine urbain qui seraient détachés à l'école durant deux années. Ils seront sélectionnés sans limite d'âge, sur dossier et en fonction de leur projet de recherche.

Le corps enseignant, de « haut niveau international », serait constitué de professeurs de plus de quatre ans. L'école des hautes études urbaines organiserait tous les deux ans des entretiens de la ville comme il y a des « entretiens de Bichat ».

Selon le calendrier proposé par Roland Castro le colloque fondateur de l'école se tiendra en décembre prochain. L'école elle-même démarrera en 1992. Pour bien « marquer la différence » avec les établissements traditionnels, M. Castro propose de l'installer à Saint-Denis, dans la banlieue nord de Paris. La communauté urbaine de Lyon se dit également prête à accueillir la nouvelle institution.

MARC AMBROISE-RENDU

EN BREF

M. Brière, ancien porte-parole des Verts, condamné pour discrimination raciale. - M. Jean Brière, l'ancien porte-parole des Verts, qui

avait dénoncé le « rôle belligère d'Israël et du lobby sioniste » dans la guerre du Golfe, a été condamné, mardi 16 juillet, par le tribunal correctionnel de Lyon, à trois mois de prison avec sursis et 20 000 F d'amende pour discrimination raciale. M. Brière avait été assigné par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), qui recevra 10 000 F de dommages et intérêts. SOS-Racisme et deux associations juives, qui s'étaient portées partie civile, se sont vu allouer le franc symbolique. Annonçant sa décision de faire appel, M. Brière a dénoncé « la dégradation de la démocratie en France ». « Chirac se permet de parler de l'odeur des immigrés, Cresson s'alligne sur Pasqua. Il fallait un bouc émissaire, c'est Brière ».

ETUDIEZ A LIVERPOOL POLYTECHNIC COURS D'ÉTÉ EN ANGLAIS DES AFFAIRES NOUS OFFRONS :
- 4 semaines de cours intensifs au prix très complété de 1250,00 (incluant les frais d'enseignement et les fournitures, le logement, la restauration sur place et les notes scolaires).
- Professeurs qualifiés (IELTS).
- L'opportunité d'acquiescer dans une des villes les plus agréables d'Angleterre, connue pour son architecture ses traditions, son football et bien sûr ses musées.
- Des tentes faciles comprennent un prestigieux logement.
- Venez à LIVERPOOL OU LE POTENTIAL.
- DÉPARTS : 15, 22, 29 août, 5, 12, 19, 26 septembre.
- Pour plus d'informations contactez : 01 vous citez : Deborah Hudson.
Liverpool Polytechnic, 2 Rodney Street, Liverpool L3 9EX.
Tél: 051 207 3581 Ext: 3370 Fax: 051 709 3884

محند المصطفى

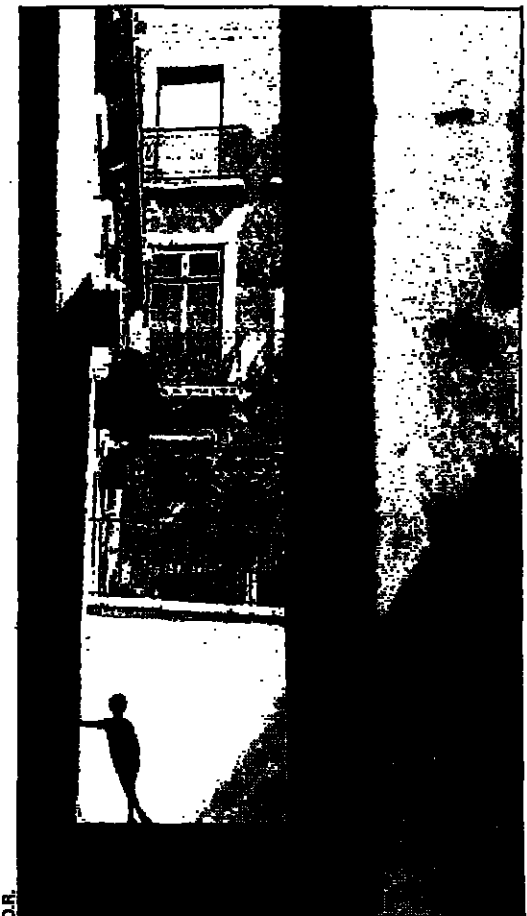
هكذا في الراحل

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

LA RECONSTRUCTION DU QUARTIER DU CHIADO A LISBONNE

Les télévisions, les quotidiens et les magazines avaient longuement commenté l'incendie du Chiado, à la fin du mois d'août 1988, quartier ancien situé à mi-hauteur d'une colline, élément crucial dans la structure urbaine de Lisbonne. Depuis, plus rien. Sinon le grand soulagement des habitants de la capitale portugaise et l'approbation des milieux de l'architecture à l'annonce du nom d'Alvaro Siza Vieira, choisi pour la reconstruction de la zone sinistrée. Au terme d'une longue étude méticuleuse et exhaustive sur toutes les composantes du quartier, l'architecte de Porto proposait quelques mois plus tard son projet, salué par tous, classe politique comprise, pour une fois unanime. Et ceux-là mêmes qui, installés à la Camara Municipal promettaient une reconstruction rapide. Les élections municipales de décembre 1989, précédant des changements politiques radicaux à Lisbonne comme dans les grandes villes du pays, et le calcul des propriétaires, plus préoccupés de voir le temps servir leurs intérêts, expliquent en grande partie l'enlisement du projet. Pourtant, des mesures récentes viennent de réactiver le processus de reconstruction qui doit démarrer avant la fin de l'été. Ce lieu mythique des rendez-vous de la Lisbonne bohème et romantique du siècle dernier va bientôt se relever. Patient, Siza a écouté ses détracteurs parler de la modernité. Fidèle à la voie qu'il s'est fixée, l'architecte reste persuadé que les grandes perspectives naissent de l'étrangeté magique et de la singularité de l'évidence.



Les immeubles dévastés après l'incendie de 1988 (ci-dessus), doivent s'intégrer à l'atmosphère du quartier resté intact (ci-dessous).

L'audace discrète d'un architecte

ALORS que les couchers de soleil de l'été déclinant consumaient les poussières, d'autres flammèches, une autre chaleur, un autre brasier réveillaient Lisbonne aux premières heures du 25 août 1988. Le Chiado brûle (10 000 m² et dix-huit immeubles sont détruits). L'événement est alors grand dans la population de la capitale portugaise où chacun brode sur les circonstances du drame : un incendie criminel, la décadence, le vent du nord, le destin. Et chacun d'évoquer 1755... Le rapprochement de l'incendie qui a défiguré un quartier avec le tremblement de terre de 1755 qui a ravagé la cité peut paraître extravagant tant il est disproportionné. Mais il a ceci de vrai que le sinistre survenu dans la même zone urbaine constitue une mutilation telle que l'identité de la capitale portugaise est menacée. Les images des télévisions, les journaux, gardent en mémoire le Chiado en flammes et la promesse d'une reconstruction rapide. Et puis plus rien. Pourtant une personnalité majeure du monde de l'architecture, Alvaro Siza Vieira, hante depuis bientôt trois ans les ruines de ce quartier ancien situé à mi-hauteur d'une colline, crucial dans la structure urbaine de Lisbonne. Sa reconnaissance officielle et tardive en 1988 par deux prix prestigieux (le prix Alvar Aalto et celui de la Communauté européenne) ne suffit pas encore à le projeter sur le devant de la scène médiatique. La décision du maire alors en place à Lisbonne de lui confier la réalisation du projet de reconstruction aura raison de la discrétion du personnage, résolument attaché à Porto, sa ville natale (1).

Il n'empêche que le Chiado, squelette de pierres et d'acier, vestige de l'idéologie illuministe du marquis de Pombal (2), n'a depuis été l'objet d'aucune intervention réelle. Les élections municipales de décembre 1989, précédant des changements politiques radicaux dans les grandes villes du pays - Lisbonne, Porto, Coimbra, - expliquent sans doute l'attitude des nouveaux responsables de la capitale qui se sont donné

des échéances supplémentaires pour ouvrir ce dossier difficile. Au même moment, les propriétaires, plus préoccupés de voir le temps servir leurs intérêts que de s'atteler à une remise en état rapide du quartier, retardent la mise en route du projet. Conscient de l'enjeu, la nouvelle équipe municipale et son chef de file, Jorge Sampaio (3), usent de moyens plus radicaux pour engager le processus de reconstruction : date butoir (le 31 mai 1991) au-delà de laquelle les propriétaires ne peuvent plus bénéficier d'aides financières, et éventuelles expropriations dans le cas où ces derniers ne seraient pas en conformité avec le plan.

Depuis le mois de juin, le Chiado, lieu mythique des rendez-vous de la Lisbonne bohème et romantique du siècle dernier, sort doucement de sa torpeur, sur les bases d'un projet à l'audace discrète, véritablement respectueuse de la qualité du lieu.

Mais ceux qui avaient, deux ans auparavant, qualifié de « conservatrice » l'attitude de Siza estiment toujours que l'incendie était une opportunité rêvée pour

l'élaboration d'une architecture différente, seule capable, selon eux, d'engendrer des activités nouvelles.

Patient, Siza a écouté ses détracteurs parler de modernité. L'architecte constate qu'un tel point de vue isolerait le Chiado du centre de la ville et lui ferait perdre son rôle de charnière entre La Baixa pombaline (construite après le tremblement de terre de 1755) et le Bairro Alto (partie la plus haute urbanisée au dix-huitième siècle). « Je veux rebâtir les bâtiments, récupérer les façades parce que tout cela correspond à une activité humaine et économique appelée à refaire son apparition, explique-t-il. Le caractère des activités a évolué bien sûr, mais n'a pas changé. Je ne vois donc aucune raison de modifier radicalement le quartier. Il faut seulement le transformer et l'actualiser. »

La force et l'intérêt de son intervention sont contenus dans cette subtilité, cette nuance qui la rend étonnamment contemporaine. Transformer n'est pas changer. Mais que sera-t-il, ce Chiado, inviolable et changeant, ni tout à fait le même ni tout à fait un

autre ? Comment Siza résout-il la contradiction d'être un architecte résolument moderne alors qu'il parle de « refaire, rebâtir, récupérer » ? Son architecture dans le Chiado sera discrète, réservée, laissant à d'autres le soin d'animer le quartier. Comme ce vendeur de journaux au fond de la rue do Carmo ou ces représentants d'un marché clandestin de cigarettes américaines et de cassettes pirates qui croisent, poussant devant eux des triporteurs goudailant des airs à la mode, les belles jeunes femmes posées au seuil des magasins de luxe. Ou encore le vigile de la banque Montepio Geral, seul élément fixe de la rue, qui s'ennuie et que rien ne perturbe. Sait-il qu'il est posté à l'endroit précis où l'incendie a stoppé sa propagation ?

Architecture comme un théâtre qui voit passer le flux de la vie quotidienne, grouillante et ordinaire, sans intention particulière. Exceptée peut-être celle des groupes de gens éparés venus s'immerger dans l'atmosphère romantique du dix-neuvième siècle ou d'amateurs d'art solitaire, lancés sur les traces de Fernando Pessoa (4), qui écrivait pourtant : « Je ne suis rien, je suis une fiction. »

DOMINIQUE MACHABERT
(Lire la suite page 10.)

- (1) Siza est né précisément à Matosinhos, à la périphérie de Porto.
- (2) Au lendemain du tremblement de terre de 1755, le marquis de Pombal, premier ministre du roi Dom José I^{er} (1750-1777), et ses architectes construisirent au bord du Tage, sur l'emplacement de la partie basse de l'ancienne capitale médiévale et baroque, une ville rationnelle et sévère dont les grands axes aboutissent au fleuve.
- (3) Jorge Sampaio, président de la Camara Municipal (mairie) est également premier secrétaire du Parti socialiste portugais.
- (4) Poète portugais (1888-1935).

en Allemagne avait pu susciter quel- / avec des conséquences politiques / s'inscrit dans le cadre des efforts / à ce titre, ne pouvant pas ignorer, / A l'image du premier ministre, / après cinq ans de « l'occupation » / ces illusions. / très graves, a ajouté le chef de / en Yougoslavie. - (AFP) / d'affaires qui défilait la chro- / M. Wilfried Martens, qui s'est dit / Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP)

RENCONTRE AVEC

Le spectacle, l'urgence



Alvaro Siza Vieira ci-dessus.
Page ci-contre, le plan de Lisbonne :
la ville basse et le quartier du Chiado
au centre (délimité par un arc de cercle).

Accusé de « conservatisme », voire d'immobilisme, l'architecte portugais dénonce ici « l'architecture-objet » et l'obsession de la vitesse qui caractérisent, selon lui, un certain nombre de ses confrères. Au passage, il rend hommage à la sérénité des « Californiens » : Franck Gehry et Richard Meier.

« Pourquoi manifestez-vous autant de fidélité au quartier du Chiado, fidélité qui fait dire à certains que vous êtes un conservateur et que votre intervention manque d'audace ?

— Je veux bien passer pour conservateur si cela signifie que je n'ai pas d'anxiété à être moderne. Je crois que chaque projet a une vocation, a une demande interne qui va au-delà de la volonté de l'architecte et du dessin. Pourtant je sais que le Chiado

va connaître de profonds bouleversements, moins dans son style, son dessin que dans son ouverture. Celle-ci est la réponse à des transformations, à des changements qui marquent sa nouvelle vitalité. Bien sûr la récupération d'îlots intérieurs, la création de jardins, l'ouverture de patios, le passage du métro, tous ces espaces publics auront une forme, un dessin nouveau. Et ils viendront rompre la modulation systématique du style « pombalino », le rythme...

— La monotonie ?

— Peut-on parler de monotonie ? C'est l'apparente monotonie des bâtiments qui constituent la ville qui accentue la beauté des monuments, des bâtiments majeurs. A Lisbonne, la richesse topographique est telle qu'on ne peut pas à proprement parler de monotonie. Certes La Baixa est systématique, préfabriquée, monotone si vous voulez, mais le dessin architectonique n'est pas tout. Il fonctionne avec la topographie, la spécificité des monuments avec le mouvement des gens, de la foule qui passe, etc. Ça c'est l'architecture, c'est la ville.

— Vos projets en cours de réalisation — celui de l'école d'architecture à Porto ou du Musée d'art moderne à Saint-Jacques-de-Compostelle — sont à l'évidence les œuvres d'un architecte moderne. Est-ce que cette « obéissance » à tout ce qui fait le Chiado ne vous a pas gêné ?

— Je considère toujours la force intérieure, autonome, d'une réalisation dans la ville. Vous pouvez imaginer ce que signifie à Saint-Jacques-de-Compostelle, dans cette extraordinaire ville historique à côté du magnifique couvent de Santo-Domingo, la présence et le fonctionnement d'un centre culturel et d'un musée d'art moderne. Il y a une dynamique, une force transformatrice incroyable. Vous comprendrez encore ce que peut représenter la construction d'une université sur les bords du fleuve Douro à l'endroit même où se situaient les belles maisons et les jardins splendides de la bourgeoisie de Porto. Dans un cas comme dans l'autre, le dessin ne peut pas refuser d'être, lui-même, à l'intérieur de ces profondes transformations. Ce n'est pas le cas dans le Chiado où la vocation fondamentale du lieu est de participer au maintien de ce secteur de la ville.

— Mais ce maintien du secteur de la ville n'oblige-t-il pas à une attitude artificielle ?

— Prenons l'exemple du bâtiment Chiado, qui donne le nom au quartier. Il est d'origine médiévale, a été reconstruit et agrandi après le tremblement de terre sur la base d'un projet baroque tardif. Il a connu des modifications au cours du siècle dernier. Il a suivi l'histoire, a changé progressivement. J'aime cette architecture capable d'accompagner les changements de programme et d'époque. Cette architecture toujours vivante, toujours actuelle. Ce que je veux c'est maintenir cette qualité du bâtiment. Je ne ferai pas une reconstruction archéologique, mais je dois suivre sa vocation d'évolution. Evolution douce mais réelle, en rapport avec le changement de vie. Ce qui m'intéresse, c'est défendre cette autre dimension formidable du bâtiment qui n'est pas très dépendante de l'habileté de l'architecte ou de l'ouvrier.

— Vous êtes considéré en France comme un architecte important. Vous n'avez pourtant rien construit ici et il semble que votre œuvre ne soit pas comprise. Votre attitude dans le Chiado fixe peut-être ce point de vue répandu ici ou là d'une trop grande discrétion ?

— Je suis convaincu que je fais dans le Chiado une intervention moderne. D'autre part, les villes comme Lisbonne ou Paris sont pour la plupart en expansion. Nous autres architectes avons une certaine responsabilité de la qualité de cette expansion. J'aimerais que tous les architectes se préoccupent plus dans leur expression du monde moderne, de la bantienne des villes, qui est en règle générale médiocre et délaissée. Il y a là des possibilités moins contraignantes de travailler, en raison d'un poids historique moins lourd. Ces monuments ou ces maisons qui ont la force que leur donnent les siècles, comment pourrais-je vouloir

les démolir, même pour les remplacer par quelque chose de beau ?

— J'ai des quantités de possibilités d'expression : à la périphérie des villes, proche ou lointaine, dans le centre-ville, même si le bâtiment est complètement transformateur. Comme l'arche de la Défense, qui transforme la géographie de Paris. Quand je propose un ensemble de bâtiments, comme pour le concours que j'ai fait récemment à Paris — une école et des habitations dans une rue magnifique, un programme modeste, normal, — je vois là une opportunité fantastique de régénérer le lieu. Mais je ne vois pas la nécessité d'une affirmation personnelle ou celle d'un groupe. Je trouve que c'est une erreur de proportion, de mesure, que de prétendre faire dire à un bâtiment ce qu'il ne peut pas exprimer. Parce qu'il n'est pas l'arche de la Défense ni la tour Eiffel. Ce n'est pas un problème de modestie, c'est une question de mesure.

— L'architecture moderne tomberait-elle dans le piège du spectacle ?

— Je le pense. Vraiment.

— Les architectes seraient donc plus préoccupés de construire des objets, superbes dans le meilleur des cas, que de réfléchir vraiment à la vocation des bâtiments et des lieux ?

— Pendant très longtemps, les architectes, surtout en Europe, ont eu des difficultés immenses pour s'exprimer. Aujourd'hui, ça n'est plus pareil. La plupart d'entre eux ont cette possibilité. Alors je ne comprends pas cette espèce d'anxiété. Je pense qu'on peut travailler assez sereinement puisqu'on a des opportunités, mais il ne faut pas que le doute, des raisons d'anxiété personnelle autorisent quiconque à rompre la mesure des choses.

— Quelle est la différence entre une bonne et une mauvaise architecture ?

— Je n'ai pas de réponse descriptive. Dans l'architecture de qualité, il y a quelque chose qui à mon avis ne peut être décrit, qui provoque une sensation de totalité, de confort, d'élévation que je ne peux pas expliquer. Je ne peux pas exactement dire pourquoi je me suis senti bien il y a quelque temps à Los Angeles quand je suis entré dans la petite maison de Schindler ou celle de Frank Lloyd Wright. Cette sensation de paix, d'être heureux. Presque une atmosphère de paradis. Je peux analyser cela et me dire que c'est parce qu'il y a une grande continuité de formes, une grande cohérence et des proportions magnifiques... je peux dire une quantité de choses. Les mêmes peuvent être que j'exprimerais à propos d'une autre architecture qui ne provoque pas chez moi cette sensation. Il en est peut-être ainsi de la musique. Pourquoi me touche-t-elle ou pas. Tout cela réveille chez l'être humain des choses insoupçonnées qu'il est bien difficile d'expliquer.

— Quelles sont alors les conditions ou la condition d'une bonne architecture ?

— La demande est aujourd'hui importante et obéit aussi aux lois de la consommation. Il y a des exi-

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS		RIVE DROITE	
L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er}	42-36-74-24	DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroutes, poissons, frites, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, salons particuliers au 1 ^{er} étage.	
RELAIS BELLAIR 37, rue François-1 ^{er} , 8 ^e	47-23-54-42 F. sam. dim.	Jusqu'à 22 h 30. Cadre entièrement rénové. Salle climatisée. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLES DU ROYANS. Soirée aux couettes. FILET A L'ESTRAGON. Gâteaux du jour.	
AU PETIT RICHE 47-70-88-08 et 47-70-88-50 25, rue Le Pelletier, 9 ^e	F/dim.	MENU GOURMAND à 180 F. VIN COMPRIS ET SA CARTE TRADITIONNELLE. FORFAIT THEATRE, 300 F à 450 F. Service assuré jusqu'à 0 h 15. Décor 1880. Salons particuliers. Parking Drouot.	
LE GOURMAND CANDIDE 6, pl. Marché-Juin, 1 ^{er}	43-60-01-41 Fermé ven. midi et dim.	Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel féminin et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.	
RIVE GAUCHE			
NOS ANCIENS LES GALLOIS 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4 ^e	46-33-46-07 et 66-12 Climatisé	Unique au monde. Cadre fin 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.	
YUGARAJ (salle climatisée) 14, rue Dauphine, 6 ^e	43-26-44-91 F. lundi	SPECIALITES INDIENNES. « De tous les indiens, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Millau (Gault-Millau).	
SRI RAM 15, rue Jules-Chaplain (6 ^e)	F/sam. midi et dim. 43-25-12-84	J. 23 h 30. TANDOORI CURRY, BIRIANI. Menu midi 49 F. Soir 99 F. Samedi soir : ambiance et musique indienne. M ^{re} Vavin, N.-D.-des-Champs. Carte 120 F env.	
RESTAURANT THOU-MIEUX 79, rue Saint-Dominique, 7 ^e	47-85-49-75	Spécialité de coq au vin et de cassoulet au coq au vin. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISES.	

TERRASSES PLEIN AIR

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSON DU MARCHÉ. Plats traditionnels. Vins à découvrir. TERRASSE ENSOLEILLÉE. T.J.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

L'audace discrète

(Suite de la page 9)

L'intervention qui veut intégrer l'esprit du lieu préservera donc les caractéristiques architecturales propres au Chiado, ses reliefs et, notamment, les façades des anciens magasins Chiado et Grandella, édifiés par les architectes français Georges de May et Paul Collon sur des modèles parisiens du début du siècle. Reconstruction des façades telles qu'elles étaient, certes, mais avec une refonte totale et une réutilisation de la structure spatiale du Chiado, destiné à être un hôtel de luxe, et du Grandella, dont le programme mixte introduit ou réintroduit des activités culturelles, de loisirs, commerciales et administratives. D'une manière générale, les autres bâtiments endommagés ou totalement détruits, plus austères que les précédents, construits par le marquis de Pombal, garderont leur ligne, leur dessin d'origine, participant ainsi à la qualité globale de l'endroit.

Soucieux de ne pas favoriser une transformation « existentielle », Siza ne manifeste pas non plus un attachement excessif au patrimoine et choisit d'argumenter son parti architectural sur celui du développement du contexte urbanistique et architectural élargi, particulièrement dégradé à Lisbonne. Sa réflexion à propos du Chiado s'accroche à celle plus globale sur la capitale, qui s'est étendue au fil des époques en direction des terres avec pour conséquence malheureuse la marginalisation des zones situées en bordure du Tage.

Le Chiado comme La Baixa, en l'absence d'une véritable politique, urbaine étaient hier incapables de jouer leur rôle de point d'échanges et de passage, et se voyaient

attribuer des fonctions de rebus. Siza veut mettre un terme à ce long processus d'isolement, d'asphyxie du cœur de la ville. L'accès au métro est le symbole de toute sa démarche de transformation et d'actualisation. Sa discrétion devrait se révéler ici audacieusement. Au moment où le projet prend corps au début de l'année 1989, Siza dissimule mal une excitation retenue à l'idée de faire passer le métro à proximité du Chiado : « Un des éléments forts, rares, qui apparaîtront, sera l'accès au métro, explique-t-il. Une porte de métro, une grande bouche qui avale et qui libère des gens, c'est important. Il est bien évident que je veux la dessiner et ce ne sera pas dans le style « pombalino ».

La requalification de la rue Crucifixo, qui jouxte La Baixa, axe oublié depuis longtemps, favorisera les échanges entre La Baixa et le Chiado. La station de métro, prolongée par une galerie située sous l'hôtel et par un autre passage (Escada Novissima), multipliera les réseaux de communication, créant une alternative et des possibilités supplémentaires d'accès direct dans le Chiado. De l'autre côté du quartier, derrière les rues do Carmo et Nova do Almada, des espaces seront libérés, permettant la création d'îlots et de jardins, autant d'ouvertures viabilisant la partie résidentielle du programme.

Le grand romancier Eça de Queiroz affirmait à la fin du siècle dernier que se promener dans le Chiado constituait un acte social indispensable. L'homme de la rue l'ignore sans doute mais perpétue encore cet acte : toute la population de Lisbonne va et vient sur les passerelles qui dominent les rues sinistres.

مكتبة النهر

ARCHITECTURE

ALVARO SIZA VIEIRA

et la sérénité

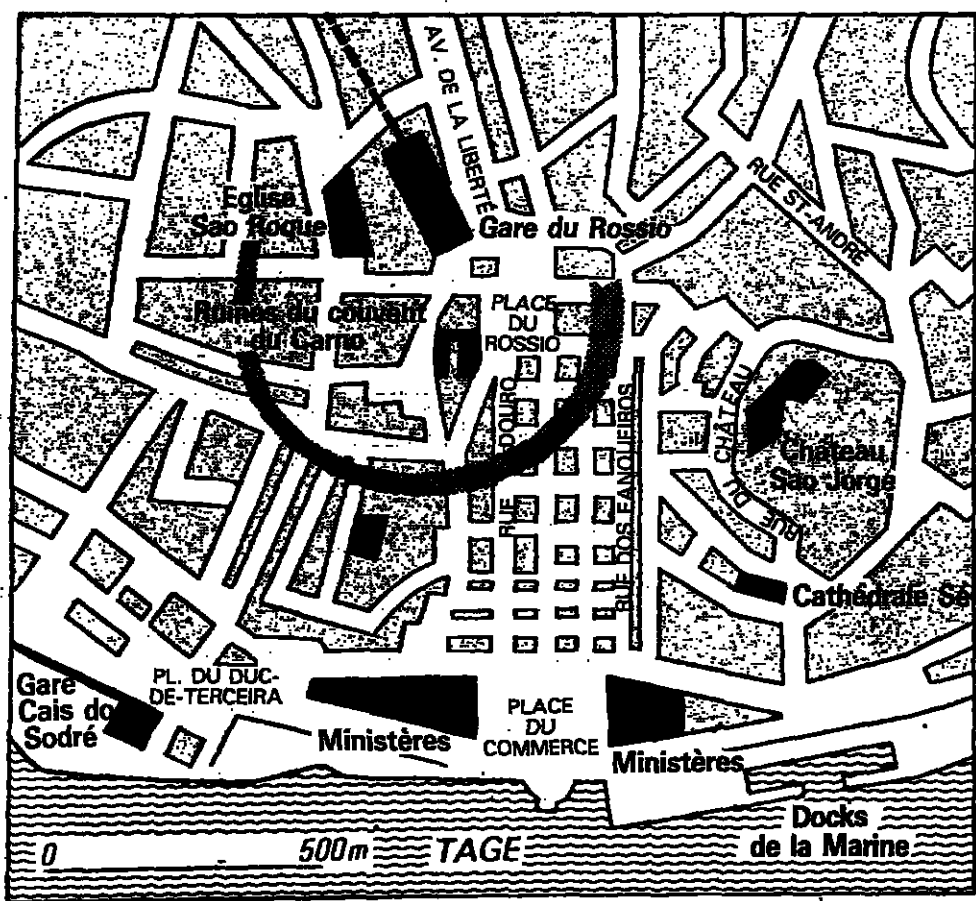
gences de rapidité terribles, d'urgence. Et toujours cette idée de l'architecture spectacle, superficielle et brillante. On n'a plus assez de temps pour inventer, méditer un projet. Il faut en quelques mois réaliser ce qui exige un temps plus long, sur un rythme de production et de création qui ne doit pas être rompu. Il l'est pourtant... Je crois que cela est surtout vrai en Europe. Mon séjour à Los Angeles auprès d'architectes qui font des choses très intéressantes m'a beaucoup impressionné. Il y a une sérénité dans le travail qu'on connaît peu ici. Frank Gehry, par exemple, travaille sur le projet d'une salle de musique depuis deux ans et a déjà exécuté une centaine de modèles. Dans des conditions similaires Richard Meier est actuellement attaché au projet d'un grand musée pour la fondation Paul-Getty. Le temps est irremplaçable, c'est la condition d'une bonne architecture. On utilise aujourd'hui l'ordinateur. C'est très bien si cela permet de dégager du temps pour étudier le projet. Mais en fait ces nouvelles techniques accélèrent le mouvement, et ce qui pouvait être magnifique tourne au désastre. Je ne veux pas généraliser mais je dois dire que j'ai été impressionné, en Californie, par le rythme de travail de ces gens qui ont une production nombreuse et de grande qualité.

» En Europe, au contraire, c'est l'urgence. Je me rappelle par exemple la Grande Bibliothèque de Paris. Un concours pour un projet énorme, qui va modifier le visage d'un arrondissement entier de Paris et peut-être davantage. Nous avons disposé de trois mois seulement pour présenter une maquette. Ça n'est pas possible. Je me suis laissé tenter mais je n'aurais pas dû participer à ce concours.

— Que vous a appris ce long travail sur le Chiado ?

— Une quantité de choses. Le travail à l'intérieur d'une grande équipe et au sein d'un projet auquel, de près ou de loin, tout le monde s'intéresse, qui fait discuter, qui donne lieu à des débats, etc. J'ai d'ailleurs été assez surpris de l'adhésion quasi générale à la stratégie que j'ai présentée. Je m'attendais à plus de polémiques. Le travail sur le Chiado a renforcé mes idées sur l'obsession de la modernité, l'affirmation personnelle de l'auteur. Il a provoqué chez moi une grande réflexion. J'en ai conclu que le Chiado, comme l'architecture, ne doit pas obéir à des obsessions, modernistes ou conservatrices. L'important, c'est de maintenir la dialectique, le sens des proportions.

Propos recueillis par DOMINIQUE MACHABERT



Le Chiado, une apparition

En mai 1989, Alvaro Siza Vieira rédige ce texte. Il définit sa vision du quartier détruit et indique surtout comment il voit la renaissance de ce labyrinthe de ruelles et de places. Après la relance du projet, ces réflexions semblent plus actuelles que jamais.

CE QU'IL EST

Des ruines. Des façades décharnées et des trous que de très vieux murs de soutènement libèrent comme autant d'entrées de mystérieuses galeries. Un squelette très beau et incomplet, un objet froid et abstrait qui révèle Lisbonne. Une sorte de miroir qui ne reflète pas. Et des gens pressés, d'autres qui regardent les pierres, des grues, des ouvriers.

CE QU'IL PEUT ÊTRE

Une plaque tournante. Un palier, un passage obligé. Une apparition d'où l'on voit le paysage. Chiado essentiel, énorme, qui surplombe la rue du Crucifixo.

CE QU'IL NE POURRA PLUS JAMAIS ÊTRE

Emouvante, fascinante machine où le passé est présent, où tout à la fois une ruelle — poussière dorée à la tombée du jour, gratifich délavés, éclats et fractures — le charme du frotich et du démodé, celui aussi des ordures et des ambiances asphyxiantes, d'un joint fumé en cachette et d'un fugitif coup d'œil sur le Tage. Des plaques commémoratives avec des noms oubliés, des collages d'un style incertain, des puits de lumière abandonnés, avec des animaux et des plantes bizarres, décadence. Nostalgie de ce que j'ai à peine connu. Alçada Baptista (1) raconte tout cela et plus encore.

CE QU'IL SERA

Semblable à ce qu'il était ? Il y a une part d'inauthenticité inévitable. Un semblant de maquette délibérément exposée au temps et capable de se dissoudre. Dans la rue Garrett, à gauche et en arrivant à l'Hôtel Chiado, on remarque un magnifique portail de calcaire, de métal, de bois, de verre et de miroirs. Ce portail s'ouvre sur une haute galerie avec de la lumière au fond. On a envie d'entrer, malgré l'absence de néons, de panneaux publicitaires, de haut-parleurs et de « marches » populaires. Il y a une lumière naturelle qui découpe la façade austère de style « pombalino » (2), des gens qui traversent la galerie à contre-jour. Pénombres et reflets. Au fond réapparaît la façade de l'hôtel, hybride et à nouveau changée, sans grande conviction, comme dans les années précédentes. La façade ouvre les bras et lève la tête qui a été une épave dans le temps. On devine les ambiances tièdes derrière les rideaux. Les fenêtres répétées liment d'égal à égal avec la mur de calcaire. Il y a des portiers en uniforme, des locataires, des

hommes d'affaires, des couples, des étrangers, des vendeurs de livres pornos, des bars, des restaurants, des tapisseries et des dorures, de la musique malgré le silence. Dans les étages supérieurs, les fenêtres ne nous révèlent rien si ce n'est un ou deux clients de l'hôtel qui écartent le rideau, qui guettent d'un regard inquiet. Et ce regard remplit l'espace.

La foule traverse la rue Nova-do-Alameda en un torrent qui relie l'Escada (3) de São-Francisco à l'Escada Novissima et descend la rue du Crucifixo, puis se divise près de l'entrée du métro — du marbre noir et rose sur les fenêtres libérées, une porte qui ne paraît pas être neuve, rapidement devenue familière. La rue du Crucifixo est moins triste, il y a des antiquaires, des colifours, des bars et des bazars, des fleuristes et des libraires.

Et au fond, une entrée de l'hôtel, des voitures qui sortent du parking, et le Grandella (4), où tout se passe de haut en bas, d'un côté à l'autre, jusqu'à la façade lumineuse de la rue do Carmo avec de grands vitraux entre des sculptures refaites par les Beaux-Arts tout proches. Est-ce que tout est pareil ? Il y a des gens sans illusion, les vitraux sont monotones et, dit-on, il man- que une touche de modernisme. Ceux qui regardent mieux et plus encore ceux qui vivent là remarquent le double châssis des fenêtres et bien d'autres choses. Ceux que l'impatience de jour de la ville distrair passent sans rien voir. Et c'est très bien comme ça.

Et ce portail ? Un trou violent sans face ni moulure, un trou tout à coup, une sorte d'entonnoir imparfait qui enveloppe un escalier précieux avant l'usage du temps. Le temps, sculpteur de formes aléatoires, de cicatrices étranges sur le crépi. Dans l'air, suspendue, la plateforme de l'ascenseur : on devine la ville haute. Et la lumière au fond de la galerie couleur vert et lilas. Comme dans un tableau de Malhoa (5), des silhouettes et des chaises en bambou et des boissons de couleurs étranges, le poids des murs de soutènement. Au coucher du soleil, les gens qui habitent au-dessus ouvrent leur fenêtre ou bien traversent la cour de Carmo (6), montent les rampes, s'arrêtent sur les paliers. La ville monte lentement, maintenant jette un bref regard et soudain déchire la voile — Tage, Paço (7), peurs flots rigoureux, château, Rossio (8). Les ogives du couvent explosent. Quelqu'un rappelle, amusé, l'autre prévision.

- (1) Alçada Baptista, écrivain et journaliste portugais contemporain.
- (2) «Pombalino» : le marquis de Pombal (1699-1782) a été le premier ministre du roi Don José I^{er}, un Colbert portugais. Après le tremblement de terre de 1755, il a dirigé les travaux de reconstruction de la ville de Lisbonne.
- (3) Escada : escalier.
- (4) Grandella : grand magasin détruit par l'incendie.
- (5) José Malhoa (1855-1933), peintre naturaliste portugais.
- (6) Carmo : couvent du Carmel détruit par le tremblement de terre, dont il ne reste que les ruines.
- (7) Paço : abréviation de Terreiro do Paço, grande place face au Tage, dont le tracé a été régularisé au dix-huitième siècle.
- (8) Rossio : place importante en plein cœur de Lisbonne.

d'un architecte

Si la capitale portugaise possède d'autres foyers d'affluence — les centres commerciaux de la périphérie notamment — la force d'attraction du Chiado demeure, voie royale qui conduit au Bairro Alto, ce Greenwich Village à la portugaise comme le définit Alçada Baptista, mémoire vivante de la vie intellectuelle et artistique à Lisbonne.

Le pari de Siza pour ce quartier charnière entre la basse et la haute ville reste lié à la capacité de séduction et d'attraction qu'auront les petites boutiques et les commerces spécialisés, activités économiques en rapport avec la physiologie du lieu. Car ce ne sont pas les espaces réservés aux habitations de grand standing (30 % prévus dans le programme) qui le revitaliseront. Pour l'architecte, le retour de la population capable de régénérer tout le centre concerne surtout La Baixa qui doit, à son tour, redéfinir ses activités. Dans le cas d'une volonté politique déterminée. La Baixa, dernier urbanisme déshumanisé, pourrait bien — dans le prolongement de la reconstruction du Chiado — recouvrer sa dimension et sa vie.

Mais ne retenir que tout cela du travail de Siza reviendrait à ne considérer que la dimension urbanistique de son projet et à occulter sa qualité artistique, manifeste pourtant dans toute son œuvre. Elle s'exprime par la reconnaissance du détail, accés à l'architecture, contact avec l'ouvrage. « comme une façon d'en éprouver tacitement la consistance, de saisir l'unicité de la chose accomplie pour tel lieu, à tel moment (5) ».

Cette qualité artistique est discrète, raffinée mais toujours présente et nécessaire à la lecture globale de l'intervention.

La subtile juxtaposition d'éléments nouveaux et anciens, récupérés, souligne l'intelligence du projet du Chiado, le rend émotionnel et poétique. Elle constituera une suite d'indices sur les traces de l'architecte que le passage du temps rendra plus difficile à décoder. C'est du moins le vœu exprimé par Siza, impatient de voir tout cela recouvert d'une pellicule d'existence. Ne souhaitant pas théoriser outre mesure, Siza préfère montrer du doigt, là où justement tout se passe discrètement, véritablement.

« Prenons un exemple, dit-il. Les conditions de confort des maisons dans La Baixa ou le Chiado doivent être améliorées, et le thème de la protection acoustique est un problème subtil parce que les fenêtres à Lisbonne ont une certaine caractéristique. Elles sont délicates... mais particulièrement perméables au bruit. Comment résoudre le problème sans dégrader cette beauté, cette délicatesse ? Je pense m'appuyer sur une méthode traditionnelle. Pas de doubles vitrages qui donnent des profils assez forts, mais deux fenêtres, l'une derrière l'autre, qui ménagent un espace. »

Voilà pour la démonstration au tableau noir. L'application pratique va débiter au Chiado et doit se dérouler pendant trois ou quatre ans. Pour la théorie, il faut se reporter à ce texte, dont Siza est l'auteur et qui s'achève ainsi : « Aujourd'hui, nous avons à redécouvrir l'étrangeté magique et la singularité de l'évidence. (6) »

D. M.

- (5) Vittorio Gregotti, « Architettura recente di Alvaro Siza », sept. 1972.
- (6) Alvaro Siza, Profession poétique, Electa/Electa, Montreux.

V.O. : PATRICK MARRASAN CONCORDE LES 7 PARRASSEURS - PATRICK MAUTERELLE FORUM HORIZON V.O. : PATRICK MARRASAN - GABRIELLA PATRICK CUCRY - CYRANO VERSAILLES BELLE ÉPOQUE THAIS

Quand le silence fait la loi.



BRYAN BROWN
FRÈRES SANG
(BLOOD OATH)
avec STEPHEN WALLACE
SONSÉREN

RENATA TEBALDI

LA VOIX D'ANGE

chante Verdi, Puccini, Rossini, Cilea, Boito, Giordano, Catalani, Mascagni, Refice



en Allemagne avait pu susciter quelques illusions.

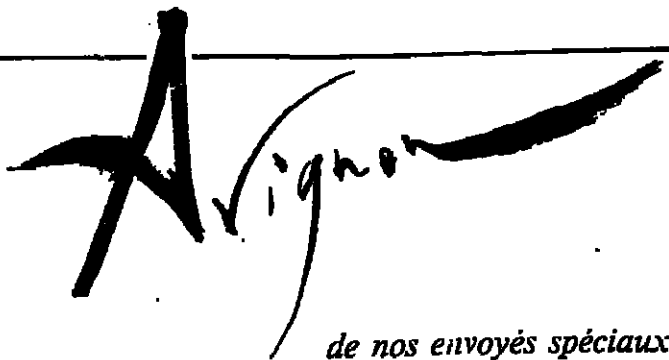
avec des conséquences politiques très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. — (AFP)

à ce titre, ne pouvant pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires qui défilait la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit

après cinq ans de travail, « Bruxelles comme à Strasbourg. — (AFP)

CULTURE



Lames de poètes

Le djembé d'Adama Dramé;
la présence de Nicolas Magat

Dans un « off » où tous les genres cohabitent, deux spectacles très différents devraient connaître un succès mérité : *Rimbaud, nègre blanc*, de Maurice Lévy, par le Théâtre Expression et Mouvement de Côte d'Ivoire ; *Antonin malconçu*, écrit et interprété par Nicolas Magat. D'un côté, un hommage dit, chanté et dansé au poète sous la forme du voyage en Afrique du conservateur du Musée Rimbaud de Charleville ; de l'autre, l'intropection fantasmagorique d'un jeune homme bizarre, d'un jeune acteur qui « voulait pénétrer son public ».

Un petit air d'Afrique souffle donc sur les remparts d'Avignon. On le doit à un professeur de philosophie et de français du lycée Descartes de Bouaké, en Côte d'Ivoire, qui a décidé de faire dans son pays d'adoption un théâtre qui jetterait un pont entre le Vieux Continent et le continent noir. Maurice Lévy a écrit une pièce, ou plutôt une comédie musicale, qui conjugue les interrogations d'un Blanc (Daniel Rousseau) ayant décidé de suivre la trace de Rimbaud et les réponses lancées par celui qui fut en France l'homme à tout faire du Musée Rimbaud et qui est en Afrique la voix, le corps de son peuple (Armand Gneto). Le premier découvre alors petit à petit les tourments et enchantements d'un pays qui bouleverse profondément la vie du poète.

Cette découverte est accompagnée pas à pas par l'ensemble Folies de l'excellent griot et joueur de djembé Adama Dramé, qui entraîne avec lui trois musiciens, une chanteuse-danseuse et un danseur de qualité. Cela fait longtemps qu'on n'avait pas vu Adama Dramé en France, et sa présence chaleureuse, habillée, la vélocité de ses mains sur son djembé sont un des bons moments de ce Festival 1991. Il accompagne les évolutions virtuoses d'un acteur ivoirien qui sait tout faire et le faire bien, Armand Gneto.

Tous servent avec passion le

texte parfois un peu appliqué de la pièce, une passion qui manque au jeu, beaucoup trop mécanique, de Daniel Rousseau. N'empêche, ce petit spectacle donné à l'heure du déjeuner est une jolie façon de fêter le centenaire de la mort de Rimbaud.

Loin de l'Afrique, mais au plus près de la poésie, évolue un jeune homme au sourire carnassier, inquiet, à la parole aiguisée comme une lame, un dangereux psychopathe aux allures enfantines. Drôle d'enfant que celui-là qui, le jour de ses dix ans, s'est amusé - follement - à percer les vêtements de la femme qu'il aimait et qui veillait sur lui d'un coup de fourchette impatiente et pourtant amoureux. Il ne savait pas alors que cet acte le conduirait plus tard chez un psychanalyste, lequel ne parviendrait jamais à extirper de sa tête malconçue un penchant naturel et fascinant au surréalisme, qui se traduira par exemple, quand il aura décidé d'être acteur, par l'envie irrépressible de faire l'amour avec son public.

De « off » d'Avignon en « off » d'Edimbourg, de la Mama de New-York au Café de la danse à Paris, Nicolas Magat mène, loin des institutions et donc des médias, une carrière singulière. Ex-batteur du groupe rock Passion Fodder, il affirme une personnalité ambiguë, sulfureuse, presque androgyne, et une présence nourrie par toutes les techniques d'expression. Sa voix comme son physique sont impressionnants. Et son courage d'auteur à l'avenant. Voilà un acteur qui joue en solo sa propre comédie barbare et ne déparait pas la bande argentine si chère à Jorge Lavelli.

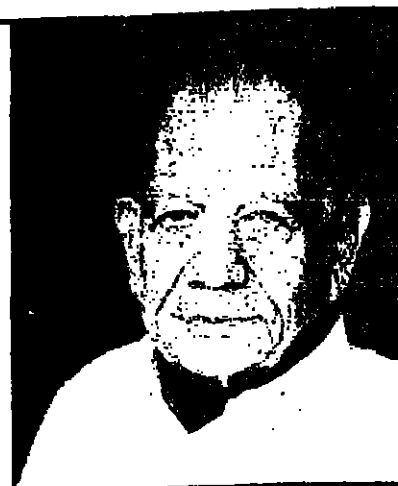
OLIVIER SCHMITT

► *Rimbaud, nègre blanc*. Le Moulin à pédales. A 12 h 30 jusqu'à 2 août. Tél. : 90-82-99-46.

► *Antonin malconçu*. Théâtre Plaisance. A 20 h 30 jusqu'à 2 août. Tél. : 90-27-14-84.

Ce qui perdure ignore
la durée.

B. Ja



Le talent d'Edmond Jabès est aussi considérable que l'était sa discrétion, son élégance d'âme, la force de son écriture - également au sens littéral. Avignon lui rend hommage à travers des lectures et une exposition. De temps en temps apparaissent des hommes énigmati-

ques au destin exceptionnel. Ils vivent leur œuvre et leur œuvre se nourrit de la façon dont ils vivent leur destin, jamais indifférents à l'Histoire, mais la regardant du fond de leur désespoir. Ce très particulier désespoir du sage, qui devient comme un aiguillon de vie.

C'est sur ce terrain, c'est dans le no man's land des hommes sans pays, qu'Edmond Jabès l'exilé peut retrouver un homme comme Heiner Müller. Comme Rimbaud l'Africain, comme aussi ce garçon au passé hasardeux qui, dans le « off » joue en rêvant qu'il aime.

Epopée bouffonne

Avec « Zement » (Ciment), Heiner Müller, encore,
est passé à la moulinette du cabaret brechtien par Michel Dezoteux

Que sont devenus les héros positifs de l'épopée socialiste révolutionnaire ? De retournement en retournement, l'Histoire en a déorienté plus d'un. Les purs se sont retrouvés terroristes : les moins purs, profiteurs. Les uns, ivres d'idéal social, ont négligé leur foyer ; les autres, obsédés de reconstruction, ont pactisé avec les maîtres du vieux ordre par eux détruit.

La dialectique a emprunté les ruses de la casuistique ; la morale a fait figure de naïveté. Quel héros, dans de telles conditions, pourrait sauver le monde ? Et comment viendrait-il à bout de l'hydre quand son propre corps engendre sans cesse les nouvelles têtes et tentacules du monstre ?

Telles étaient à peu près les constations et les interrogations de Heiner Müller, en 1972, dans *Zement*. Mais on aurait en tort de les interpréter comme une profession d'absolu désespoir sur l'avenir du socialisme. En adaptant très librement le *Ciment* de Fjodor Gladkov, une chronique des temps difficiles de la Nouvelle politique économique en URSS, le dramaturge ne prophétisait pas : il enregistrerait l'ambiguïté de l'aventure

révolutionnaire, inventerait les grandeurs et misères de ses héros.

En retrait de l'Histoire, il en proposait (avec l'aide de lunettes mythologiques) une lecture distanciée sinon dépressante. Près de vingt ans plus tard, les revirements idéologiques observés à l'Est de l'Europe donnent à cette lecture un air d'actualité.

Le metteur en scène belge Michel Dezoteux, qui présente cette pièce dans un nouveau lieu de théâtre avignonnais, la cour de l'hôpital Sainte-Marthe, a voulu passer par Brecht pour atteindre Heiner Müller.

Récits
mythologiques

Pas n'importe quel Brecht, cependant : celui qui bouffonne plutôt que celui qui raisonne ; le témoin fasciné des contradictions humaines plus que le chantre des vertus marxistes. A Grenoble, où il est installé depuis deux saisons comme associé au Centre dramatique national des Alpes, il a monté un *Brecht-Machine* qui carburait au paradoxe, à la dérision grinçante, au mauvais goût provoca-

teur du cabaret berlinois. L'esprit de ce précédent spectacle se retrouve, en partie, dans *Zement*.

Autant dire que Dezoteux et sa troupe bruxelloise n'ont sacrifié aucun effet scénique à la clarté du propos. Ils ne se sont privés d'aucune clownerie, d'aucune extravagance baroque, d'aucune caricature expressionniste, pour stigmatiser les errements d'un peuple dévoyé de sa mission. Heiner Müller évoque-t-il un coq qui chante, agaçant le protagoniste parce qu'il évoque la régression rurale d'une ville industrielle, que Dezoteux fait caqueter tous les acteurs.

Et des personnages sérieux, voire des figures dramatiques de la pièce, multiplient les contorsions bouffonnes. C'est le cas d'Ivan, l'intellectuel bourgeois qui, par désir d'intégration révolutionnaire, devient l'ennemi de ses parents. Pathétique dans la pièce, il devient grotesque sur le plateau.

De ce traitement résultent des numéros d'acteurs savoureux en eux-mêmes (Christian Heneg, Dominique Boissel, Christophe Guichet) mais qui font parfois perdre de vue le sens du texte. Le public a un peu de mal à com-

prendre, par exemple, la raison d'être des récits mythologiques à travers lesquels Heiner Müller livre le fond de ses méditations. Seuls sont limpides les personnages de Tchoumalov et Dacha (Bernard Yerles et Jo Desceure), couple déchiré par l'incompatibilité du combat collectif et des aspirations privées.

Zement remplace donc la lecture de Heiner Müller, le plus souvent, par du spectacle. Avec de beaux effets scénographiques de Gérard Poli, notamment cet incendie de la cimenterie en ruines, au début du spectacle. Avec, encore, des emprunts toniques au cabaret, mais aussi des longueurs épuisantes quand les numéros d'acteurs accentuent les tunnels du texte.

On se demande alors si Heiner Müller n'a pas dit plus de choses sur les ambiguïtés humaines dans ses textes les plus courts, comme l'admirable récit intitulé *Le Père*, et si Michel Dezoteux n'est pas plus convaincant quand il monte de vrais spectacles de cabaret.

BERNADETTE BOST

► Jusqu'au 25 juillet, à 22 heures

CINÉMA

Recettes de cuisine

Un thriller sur fond de disparition
des territoires communautaires à New-York

LES ANGES DE LA NUIT
de Phil Joanou

Le quartier s'appelle Hell's Kitchen (la Cuisine de l'enfer), et les Irlandais pauvres de New-York y mijotaient dans la Guinness, le chômage, la délinquance et la nostalgie d'une verte Erin où ils n'avaient jamais mis les pieds. Le quartier s'appelle Chinatown, il est peu à peu conquis par les nouveaux riches. Il faut partir, s'adapter ou mourir. Kathleen, la sœur, est partie dans un autre quartier essayer de mener une autre vie. Frankie, le grand frère, chef de bande de son état, tente de s'adapter en faisant allégeance à la Mafia (des professionnels sérieux). Jack, le cadet, ne veut rien savoir.

Il mourra avant la fin de ce requiem pour les racines communautaires de l'Amérique, dont le cinéma ressassait film après film l'extinction, le remplacement du melting-pot par une guerre folle de tous contre tous. Il mourra lorsque, comme dans les westerns, un

homme seul revient dans la ville. Terry y a grandi, il retrouve ses vieux copains du trottoir et des bars. Mais il est devenu flic, en mission d'infiltration du milieu irlandais. Bien sûr tiré entre ses amitiés d'enfance et son devoir, il sera tour à tour témoin, complice et exécuteur d'un inéluctable effondrement.

Les références à *Mean Streets* de Scorsese et aux *Parrain* de Coppola encadrent solidement ce thriller dont le scénario combinait ingénieusement scènes d'action et réflexion identitaire. Et il bénéficie de trois excellents comédiens, Ed Harris en café dépassé par ses ambitions, Garry Oldman en desperado et Sean Penn le flic corrélien. C'est la mise en scène qui ne suit pas, à chaque fois choisissant le cliché qui fige contre la vitalité angossée des personnages, « télévisé » la fin des plans dès leur première image. *Les Anges de la nuit* reste un des polars visibles de l'été, il a fallu être beaucoup plus.

JEAN-MICHEL FRODON

□ La fontaine de Trevi rendue au public. - La fontaine de Trevi a été solennellement rendue au public le mardi 16 juillet, après trois ans de travaux de restauration qui lui ont rendu sa blancheur. Une cérémonie, ponctuée par un son et lumière, a célébré l'événement, plus de trois cent cinquante ans après la construction du monument. Située dans le centre de Rome, on y jette aujourd'hui des pièces, pour être sûr de revenir dans la ville, et l'on se souvient notamment du bain mémorable que prend Anita Ekberg sous les yeux de Marcello Mastroianni dans *La Dolce Vita*, de Fellini.

□ Mort du trompettiste Arthur Briggs. - Le trompettiste américain

Arthur Briggs est mort, le mardi 16 juillet à Paris, des suites d'un cancer du poulmon. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Né à Charleston, en Caroline du Sud, le 9 avril 1899, Arthur Briggs fut l'un des pionniers du jazz. Il a joué aux côtés de quelques-uns des plus grands musiciens : Sidney Bechet, Benny Carter, Coleman Hawkins, Django Reinhardt ou Stéphane Grappelli.

□ Rectificatif. - A la suite d'une mauvaise transmission, des erreurs se sont glissées dans l'article sur Bill T. Jones au Festival de Montpellier (le Monde du 17 juillet). Il fallait lire Arnie Zane et non « Arneziane ». Le musicien de *The Last Supper* (et non *The Fast Supper*) at Uncle Tom's Cabin s'appelle Julius Hemphill.

Massages à l'Ouest

Suite de la première page

« La paix sociale jusqu'ici reposait sur le fait qu'on travaillait deux heures par jour payées huit... L'objectif était un temps sans consommation, sans économie de marché, sans machines, sans marchandises », Müller cite Chlovet, disant qu'avec le film d'Eisenstein, *Octobre*, « la fin du monde des marchandises devient images ».

En revanche, aujourd'hui, à l'Ouest, « le temps des marchandises est en pleine floraison », et Müller note que, avant même la fin du mur et la réunification, les marchandises de l'Ouest étaient devenues un besoin, à l'Est tout bêtement parce que les habitants avaient leurs postes de télévision branchés sur les chaînes de l'Ouest, et dit-il, « la partie la plus politique des programmes était la publicité : elle accumulait les besoins ».

Pour dire qu'à l'Ouest la vie, ce qu'il nomme « le temps libre », a « perdu sa substance, prise par les machines et la marchandise », Müller donne l'exemple inattendu des séances comparées de massage : « Dans le capitalisme, l'oppression est à ce point complexe et enveloppante qu'elle est éprouvée comme liberté. Dans les machines socialistes, une chance était toujours laissée au sujet, à son individualité, à sa résistance individuelle, uniquement parce que les machines étaient mauvaises et que personne ne voulait les améliorer. Dans un salon de massage à Berlin-Ouest, on perd toute résistance : elle part avec le massage. En RDA, on ne massait pas bien, c'est pourquoi on était toujours un peu soi-même, ce que bien sûr personne ne voulait ».

Et l'Europe ? Müller pense que « l'Europe est une question d'argent ». Il note que l'expression « maison européenne » a été inventée par Hitler dans son *Discours sur la Société des nations*. Le projet de l'Europe est pour Müller un acte de solidarité du capital contre

la pauvreté, puisque la « liberté facile de l'Allemagne de l'Ouest repose sur le fait que ce pays ne pourrait pas fonctionner si des gens venus du Sud, de la pauvreté, n'y faisaient pas le sale travail... Le paradis occidental repose sur l'enfer du tiers-monde ». Müller dirait à coup sûr, comme tant d'observateurs y compris américains et militaires, que la guerre du Golfe a été un coup d'arrêt au développement d'un point du tiers-monde.

Evidences
grossières

Toutes ces observations, aussi démentaires que par moments ironiques, et qui sont, c'est bizarre à dire, non exprimées dès qu'elles sont, à l'Ouest, exprimées, toutes ces évidences grossières que Heiner Müller énonce dans deux livres, *Erreurs choisies* et *Fautes d'impression* (L'Arche, éditeur), c'est essentiellement ce à quoi peut bien penser le spectateur des trois pièces de Müller mises en scène, à Avignon, par Jean Jourdeuil et Jean-François Peyret : *Hamlet-Machine*, *la Correction*, *Quartier* et un choix de phrases prises dans *Rivage à l'abandon*, *Médée*, *Paysage avec Argonautes*.

Rivage à l'abandon est un spectacle surtout de danse (un peu hommage à Pina Bausch que Müller aime bien), de musique et de chant (huit trombones et douze chanteurs bandés et maquillés comme de grands blessés sur la face ou trépanés et échoués sur un éboule de ruines qui pourraient être celles de Berlin autant que celles du mur). Tout le texte chanté est en allemand. Peu de chose dit en français par des acteurs qui répètent sur un ton d'emprunt, solennel et gris, les mêmes phrases et sont brutalement manipulés et éjectés par les danseurs.

Quartier, exercice d'écriture de Müller sur le prosaïsme de la sexualité, drôle, brillant, gratuit,

d'après les *Liaisons dangereuses* (il évoque, lui, des échos de la Révolution française, mais il se moque sans doute du monde, comme il le fait parfois), est mis en scène dans une grande cage d'oisellerie. Les personnages ont des allures d'oiseaux (Laclos y fait une brève allusion, dans son roman, sans plus). Et nous retrouvons le même exercice de phrases du texte répétées et répétées par des acteurs différents : le dialogue de Müller entre Merteuil et Valmont est dispatché entre deux actrices et deux acteurs, les hommes jouant les femmes, et réciproquement, ou un homme relayant l'autre c'est un chassé-croisé-rabâchage.

Dans l'ensemble, *Hamlet-Machine* suit le même procédé. Les acteurs sont Benoît Régent, Christian Colin, Emmanuelle Grangé, Christine Murillo, Evelyn Didi, Marilyn Canto. Musique de Philippe Hersant. Décors de Nicky Ricci. Titres Masselli, Gilles Aillaud. La chorégraphie est sans doute de la danseuse principale, Lila Grenne (remarquable).

Exercice
cérébral

Que pouvoir dire de ces spectacles ? Ils sont essentiellement de l'exercice cérébral et gestuel, ils sont, essentiellement, à un point limite, non pas du théâtre mais du « travail sur des textes ». Retournons-nous vers l'auteur, vers Müller, toujours là pour donner son grain de sel. Il a dit, lorsqu'il avait vu la mise en scène de *la Mort de Danton* de Büchner par Grüber, « que, par cette mise en scène, la pièce est soustraite au public ». C'est aussi bien ce qui se passe, ici, avec ces mises en scène de Jourdeuil et Peyret. Müller a dit ailleurs : « A l'Ouest, on peut tout faire sur la scène, mais ça ne signifie rien pour la société ».

Oui, ici les acteurs et les autres font tout sur la scène, mais la société, bon, peu importe, ce n'est pas ici un discours de François Mitterrand. Müller dit : « Ici, à l'Ouest, il n'y a que de la mise en scène. La mise en scène comme sport : qui va sauter le plus loin, le plus haut ? Bien entendu, les

acteurs en pâtissent. Il va de soi que cet état de choses est pervers. » Oui, bien d'accord. Il dit encore, ce qui est mille fois plus véridique, que l'usage de la mise en scène devrait être « d'ôter au texte le sens que la pièce porte, ce sens qui empêche que le texte soit compris ». Et, ici, c'est la proposition-piège, une spécialité de Müller.

Précisons qu'il s'est spontanément déplacé à l'Ouest, à Avignon, pour assister à ces mises en scène de Jourdeuil et Peyret, deux hommes qu'il aime beaucoup, et qu'apparemment il a pris un vrai plaisir à ces spectacles. Il faut dire qu'il aime bien voir ses pièces, ce qui lui permet de les découvrir puisque, dit-il, « je ne sais pas ce que j'écris ».

Pour clore enfin le bec de cet immense auteur, l'un des premiers de notre « temps », pour en finir, citons l'un de ses mots quotidiens, qui arrangent tout un chacun : « Je n'ai aucune idée, je n'ai jamais eu d'idées ».

MICHEL COURNOT

► *Rivage à l'abandon*, le 20, à 22 heures. *Hamlet-Machine* les 19, 24, 26, à 22 heures. *Quartier*, les 23 et 25, à 22 heures. Intégrales les 18 et 21, à 22 heures.

MAISON
Centre Culturel de la Région
SAISON 91/92
THEATRE
DANSE
D'AILLEURS
Les abonnements sont ouverts
Renseignements : 85 27 61 51 / 71

كتاب الفصل

PRÉAVIS DE DÉCÈS

LE GRAND COMLOT EN RÉPUBLIQUE D'ALBANIE

Une jeune démocratie est née, seule, naturelle, dans les rues de TIRANA en la nouvelle République d'ALBANIE. Mais l'enfant est né prématuré, seul et sans environnement médical. Il va mal, ses forces s'épuisent.

Il est vrai que la FRANCE, fort occupée par ailleurs, n'a jamais manifesté le moindre intérêt sérieux à l'ALBANIE. Systématiquement, à chaque fois que nous avons eu l'occasion de nous entretenir de l'ALBANIE avec de hauts personnages de la République Française, il y avait toujours des sujets plus urgents à traiter. Pour l'ALBANIE : on verra plus tard. C'était en fait une façon de masquer une ignorance quasi totale de ce qui se passait vraiment en ALBANIE.

Il est pourtant navrant de constater que cette année de fraîche démocratie est la première où n'est toujours pas prévue de Commission mixte franco-albanaise alors que pourtant, le moment est manifestement venu de créer un Protocole financier franco-albanais. Cette jeune démocratie doit faire face avec courage aux procédures judiciaires de référés engagées par quelques banques françaises alors que jusqu'alors, l'ALBANIE était probablement le seul pays au monde où la FRANCE n'avait encore jamais risqué le moindre franc. S'abstenir de l'aider à gérer sa trésorerie dont les problèmes sont nés avant la démocratisation est ressenti comme profondément injuste de la part des nouveaux responsables démocratiques. Lorsque l'on constate les énormes abandons de créances sur les autres ex-pays de l'Est, voire les dons, et les procédures judiciaires engagées contre la nouvelle ALBANIE libérée pour des montants somme toute dérisoires, nous sommes parfois un peu gênés d'être français en ALBANIE. Mais nous savons que tout ceci ne relève en fait que d'un profond malentendu et qu'il conviendrait très rapidement de créer un vrai dialogue pour lever toutes ces ambiguïtés absurdes, mais meurtrières pour ce petit pays de trois millions d'habitants désormais membre de l'Europe des libertés.

Un peu par notre attitude présente, voire notre désinvolture, la démocratie en ALBANIE est véritablement en danger de mort, et une fois de plus : tout le monde s'en moque. Nous disons que c'est assez, et que maintenant il faut agir.

Des forces obscures travaillent-elles au sabotage systématique du développement démocratique dans un pays où l'on nous demande parfois avec une naïveté émouvante des manuels pour apprendre la démocratie ?

Dysfonctionnement de la Démocratie : quelques faits

Ces dernières semaines ont été fournies en urgence pour cause de quasi famine 2 000 tonnes de poulets congelés, 5 000 tonnes de farine et 2 000 tonnes de lait en poudre en provenance de FRANCE, que l'ALBANIE devra payer très cher dans une année, sauf geste de l'Etat français entre temps. Les bateaux sont systématiquement d'abord non autorisés à entrer au port, ensuite déchargés trop lentement, même pour l'ALBANIE. Lorsque l'on sait que pour donner du lait aux enfants de TIRANA il faut faire la queue toute la nuit de 19 heures à 6 heures du matin, que seuls les 40 premiers sont servis, et que le jeune et dynamique vice-Premier ministre démocrate, de surcroît ministre de l'Economie, téléphone devant nous pour activer les choses et que rien ne se passe : on est en droit de s'interroger. Pourquoi dès lors ne pas faire intervenir l'armée pour décharger ?

Qui a intérêt à affamer les villes en ALBANIE pour démontrer au peuple que la démocratie ne nourrit pas ses gens ?

Il y a une dizaine de jours a été créée la première Compagnie aérienne en ALBANIE, seul moyen efficace pour désenclaver immédiatement le pays. Là où il n'existe aujourd'hui qu'un vol par jour, l'appareil est cloué au sol avec ses équipages français, pour d'incompréhensibles motifs de la part de l'administration albanaise.

Qui a intérêt à ce que l'ALBANIE ne s'ouvre pas davantage aux voyages des hommes et des idées ?

Un grand projet de rénovation hôtelière a fait l'objet d'accords avec des partenaires français. Nous venons d'apprendre que cette construction muséologique devait rester en l'état, alors que tous les financements étaient en place, et les accords signés.

Qui a la nostalgie de l'arbitraire et d'un certain passé ?

Une chaîne de magasins a été créée dans les principales villes d'ALBANIE où sont vendus en monnaie locale inconvertible des vêtements, des tissus, des téléviseurs couleur, et des produits encore introuvables en ALBANIE. Le magasin de FIERI a été arbitrairement fermé par une sinistre autorité locale pour un motif qui ne relève pas de sa compétence et qui de surcroît n'obéit à aucun texte de loi, comme nous l'a indiqué son ministre de tutelle, pourtant impuissant à prendre les mesures nécessaires immédiates à la levée de l'interdiction locale.

Qui a intérêt à empêcher la distribution en ALBANIE de produits occidentaux vendus en monnaie locale inutilisable hors d'ALBANIE ?

Investir en ALBANIE nécessite comme on le voit une certaine philosophie et un certain goût du risque qui malheureusement, si cette situation devait se prolonger, rendent impensable l'arrivée d'investisseurs « normaux ». Et pourtant l'ALBANIE est le far west de l'Europe où de grands investisseurs comme de nombreux jeunes chômeurs français ayant du courage et de l'astuce, assistés de quelques financiers intelligents pourraient participer au développement de ce pays tout en réussissant leur vie professionnelle vouée probablement à l'échec en FRANCE pour cause de conjoncture.

Le pouvoir en ALBANIE n'est pas encore détenu par le Gouvernement mais par une force inertielle faite d'une multitude de petits chefs accrochés à leurs privilèges et qui sabotent manifestement le développement démocratique sous l'œil morne et indifférent de nombreux pays comme la FRANCE.

Sont-ce des forces obscures qui tirent dans l'ombre les ficelles ou bien la simple conjonction de petits pouvoirs individuels, dont les décisions se négocient parfois désormais contre des dollars ? Une certaine logique que l'on peut observer conduirait à accréditer la thèse du grand complot.

LES REMÈDES ?

La solution paraît simple : limoger systématiquement et immédiatement tous ceux qui s'opposent d'une quelconque manière, même par inertie, au développement démocratique de l'ALBANIE. Ce ne sont pas les jeunes intelligences brillantes qui manquent en ALBANIE. Elles sont malheureusement parfois encore cantonnées dans des postes subalternes.

Mais pour cela, il est absolument vital que le Gouvernement d'Union Nationale conquiert le vrai pouvoir grâce au réel support, au concours et à l'assistance de grands pays démocratiques comme la FRANCE. Quel fantastique rôle notre pays pourrait jouer en ALBANIE où la moitié du Gouvernement parle un français parfait... sans, pour certains d'entre eux, n'être jamais venu dans notre pays, et dont la moyenne d'âge est inférieure à 40 ans.

Nous avons un devoir naturel d'assistance pour ce petit pays d'Europe, pays curieusement extrêmement riche de ses minerais, son pétrole et son agriculture mais ruiné par une économie rétrograde pendant trop d'années.

L'économie et le travail sont complètement arrêtés en ALBANIE depuis des mois. Le peuple albanaise a besoin de sentir et de voir la réalité de la solidarité internationale pour reprendre goût à l'effort. Dès lors qu'il sera persuadé du résultat à terme, et qu'on ne le trompera pas une nouvelle fois, le travailleur albanaise est capable de miracles dont a justement besoin l'économie de son pays.

Nous prédisons que si des pays comme la FRANCE n'interviennent pas immédiatement en ALBANIE avec la réelle volonté d'aide, ne serait-ce que, en sus de l'aide alimentaire d'urgence, par l'envoi immédiat d'experts notamment dans le domaine de l'organisation de l'Etat et de ses structures de contrôle, la démocratie mourra peut-être dans seulement quelques mois, voire quelques semaines, et que les signes annonciateurs de la fin de l'éphémère démocratie albanaise seront les premiers mouvements d'une rare violence de travailleurs citoyens et des mines qui déclencheront une vraie guerre civile en étant totalement incontrôlables tant par l'Etat que par les partis politiques actuels qui tous sont sincères et courageux par les hommes qui les animent.

A titre d'exemple, les événements sanglants de SHKODRA qui ont fait plusieurs morts auraient pu être évités si la FRANCE avait livré, comme demandé par les autorités albanaises, des équipements français de maintien de l'ordre moins dangereux que les armes à feu albanaises. Les Etats Unis ont commencé à donner à l'Europe l'exemple par la visite à TIRANA de M. James BAKER.

N'abandonnons pas l'ALBANIE à la porte des nations démocratiques.

CLUB ALBANIE-FRANCE 79, AV. MOZART 75016 PARIS TÉL : 46.47.53.98 - FAX : 45.20.23.19.

ELI'COM (16) 37.31.91.91.



en Allemagne avait pu susciter quel-
ques illusions.

avec des conséquences politiques
très graves, a ajouté le chef de
l'Etat roumain. - (AFP)

s'inscrivent dans le cadre des efforts
de médiation de la Communauté
en Yougoslavie. - (AFP)

à tout le moins, la série
d'affaires qui défilait la chro-

A l'image du premier ministre,
M. Wilfried Martens, qui s'est dit

après cinq ans de
Bruxelles comme à Strasbourg -
(AFP)

ÉCONOMIE

BILLET

L'inflation et après ?

Et maintenant ? La « belle victoire » française contre l'inflation qu'est venu sonner l'INSEE en publiant un indice des prix de juin en hausse de seulement 0,2 % (le Monde du 17 juillet) vient au bout d'une longue lutte qui a commencé en 1983. Cette date-clé pour la politique économique de la gauche avait marqué l'abandon de la tentative précédente de lutte contre le chômage par la « relance » budgétaire.

Désormais le chômage ne devait plus être durablement vaincu qu'une fois l'inflation terrassée et la lutte contre la hausse des prix devenait l'objectif numéro un de la politique gouvernementale et l'obsession de M. Bérégovoy. Dans une économie ouverte et la concurrence internationale, on ne peut pas appuyer durablement la compétitivité du pays sur des dévaluations successives. Il faut donc arrêter la franc à un point fixe, le mark, ce qui oblige à la vertu : limiter les dépenses publiques et tenir les salaires. Aujourd'hui, le pari paraît avoir été tenu : depuis un an, les prix en France sont mieux tenus qu'en Allemagne. Que cette performance soit due en partie à la glissade provoquée outre-Rhin par l'unification ne remet pas en question le résultat obtenu. Le cap paraît désormais doublé et le vent devrait nous être désormais favorable : le franc devenu « fort » devrait tenir sans les baquilles des taux d'intérêt élevés. L'argent peu coûteux devrait pouvoir nourrir un investissement abondant.

Cette « victoire » laisse pourtant un goût d'insatisfaction. La stratégie mise en œuvre pour l'obtenir n'a pas à proprement parler sur les 2,6 millions de chômeurs, et plus personne ne songe à se fixer encore le plein emploi comme objectif final. La compétitivité n'est pas non plus au rendez-vous si l'on observe la perte constante de parts de marché de la France dans le commerce mondial et un déficit commercial incompressible. Le franc n'est pas si fort puisque la Banque de France craint d'abaisser ses taux.

L'économie française est sur une bonne voie, l'OCDE ne cesse d'encourager M. Bérégovoy à persister dans l'orthodoxie. Sans doute n'y a-t-il guère, sur le fond, d'autre politique possible. Mais huit ans après son début, en 1983, le résultat s'apparente au verre à moitié vide. Pour obtenir une croissance plus forte, la France manque d'entreprises, de technologie, de « crédibilité extérieure » : bref, le capitalisme français manque encore de dynamisme.

ERIC LE BOUCHER

L'opération « banlieue verte »

Des enfants de la Seine-Saint-Denis accueillis dans les Deux-Sèvres

M. Philippe Mangin, président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), a indiqué, le 16 juillet, que l'opération « Banlieue verte » organisée en coopération avec le ministère de la ville et de l'aménagement du territoire était enclenchée. Le CNJA s'engage à accueillir 3 000 à 4 000 enfants (de dix à seize ans) des banlieues défavorisées dans des exploitations agricoles, à titre quasi bénévole puisque chaque famille d'agriculteur recevra des pouvoirs publics une somme forfaitaire de 30 francs par enfant. « C'est pour nous une façon de participer à un devoir de solidarité générale, de lutter contre les exclusions », a déclaré M. Mangin, « et de montrer que le monde rural a encore beaucoup de ressources, en termes économiques et de société ».

A la mi-juillet, de 5 à 15 familles par département – dans 55 départements – se sont déclarées candidates pour accueillir des jeunes. Le premier groupe d'enfants, originaires de Seine-Saint-Denis, est arrivé le 16 juillet dans les Deux-Sèvres. M. Mangin, qui venait d'avoir un

entretien avec M. Cresson, a indiqué, en outre, que « les signes de mécontentement se multiplient dans le monde paysan, les pouvoirs publics se cantonnant dans l'immobilisme pour des raisons budgétaires ». « Il est indispensable, notamment, de fixer rapidement le montant de la prime qui sera versée aux agriculteurs acceptant de mettre une partie de leurs terres en jachère », a-t-il ajouté.

Des agriculteurs veulent remettre en cause l'opération « Banlieue verte ». La signature d'un contrat de ville au Creusot (Saône-et-Loire) par M. Michel Debierre, ministre de la ville et de l'aménagement du territoire, a été perturbée, mardi 16 juillet, par des manifestations d'agriculteurs du département. Mécontents de n'avoir pas été reçus par le ministre, les manifestants ont indiqué qu'ils demandaient au CNJA de remettre en cause les accords de l'opération « Banlieue verte », dans le cadre de laquelle les agriculteurs devaient accueillir les jeunes des banlieues défavorisées.

Prélude à un élargissement de l'actionnariat

La BNP négocie son entrée dans le capital d'Air France à hauteur de 10 %

La Banque nationale de Paris (BNP) devrait entrer prochainement dans le capital de la compagnie Air France à la faveur d'une augmentation de capital dont les modalités sont toujours en discussion.

Malgré les dénégations de M. Bernard Attali, président d'Air France, qui répondait invariablement que la question n'était pas d'actualité, on savait qu'il fallait trouver des bailleurs de fonds autres que l'Etat pour faire face, par exemple, aux investissements que le contrat de plan (1991-1993) bientôt signé avec l'Etat, fixe à 39,1 milliards de francs pour 66 avions. Les 2 milliards de francs d'apports en capital versés en 1991 par le budget général ne pouvaient suffire.

L'opération financière que M. Attali a montée avec la BNP s'inscrit dans ce contexte. Il a profité du goût renforcé des banquiers pour les investissements dans les entreprises, mis en lumière par les prises de participation du Crédit lyonnais dans Union-Sacilor, pour persuader la première banque française d'entrer dans son tour de table pour 10 % et pour un milliard de francs environ.

Un plan de modernisation

La manœuvre est habile. D'une part, après le paiement en capital de deux milliards en provenance de l'Etat, elle apporte à Air France 3 des 5 milliards de francs de fonds propres ou de quasi-fonds propres dont la compagnie a besoin, dans les trois ans, pour maintenir son endettement à un niveau raisonnable. D'autre part, la compagnie nationale obtient ainsi un gage de confiance de la part d'une des plus grandes institutions financières de la place, ce qui est particulièrement opportun au moment où la chute du trafic et des pertes sévères pe-

Numéro deux du BTP en Alsace

Deckert Constructions dépose son bilan

Le groupe alsacien Deckert Constructions, en difficulté depuis plusieurs mois, a déposé son bilan devant le tribunal de Colmar. Son PDG, M. Alfred Deckert, l'a annoncé au comité d'entreprise le 15 juillet. Les tentatives de sauvetage du groupe ont pour l'instant échoué : le passif de l'entreprise serait d'environ 200 millions de francs pour 500 millions de chiffre d'affaires. L'émotion est vive en Alsace : les salariés directement concernés sont environ cent trente, mais plus d'une centaine d'entreprises sous-traitantes risquent d'en subir le contre-coup. Deckert Constructions a de très nombreux chantiers en cours. Les dirigeants du groupe assurent que la plupart des contrats pourraient être réalisés à l'amiable et que les chantiers repris par des concurrents.

Le groupe, dont le siège est à Schiltigheim (Bas-Rhin), a réalisé, en 1990, près de cent quatre-vingts maisons individuelles et trois cents appartements.

vent faire douter de sa capacité à affronter les échéances européennes.

Enfin, l'entrée de la BNP dans le tour de table d'Air France représente pour M. Attali un atout précieux pour réussir la réforme de l'entreprise à laquelle il s'est attelé après avoir racheté UTA et trouvé des moyens financiers pour ses investissements. En effet, la présence de la BNP obligera la technocratie d'Air France et le personnel à comprendre que les règles économiques sont implacables et que la compagnie ne peut pas se contenter de marges bénéficiaires dérisoires au regard de ses besoins de financement ou de sa productivité médiocre comparée à celle de ses concurrents. De ce point de vue, l'arrivée de la BNP devrait signifier à tous qu'Air France n'est plus l'espace d'administration aérienne dont elle avait les apparences.

En diminuant la part de l'Etat (actuellement de 99,38 % des 10 milliards de francs de capital propre et fonds assimilés), le président d'Air France ne devrait pas donner prise à la critique des syndicats ou des partis de gauche. Les grands principes de l'économie mixte chère au président de la République sont respectés, puisque la BNP est un établissement nationalisé. Le code de l'aviation civile prévoit, depuis 1948, que 30 % du capital de la compagnie nationale seront cédés par l'Etat, soit 15 % à des collectiv-

tés et établissements publics et 15 % encore à des personnes privées françaises. La BNP habituée le personnel et l'opinion à l'idée d'une privatisation progressive et maîtrisée de la compagnie. Il ne s'agit donc que du début d'un processus d'ouverture qui va dans le sens souhaité officiellement par le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL).

Lors du conseil d'administration réuni le 17 juillet, M. Bernard Attali a fait approuver le projet de contrat de plan qui liera l'Etat et la compagnie au cours des années 1991, 1992 et 1993. Beaucoup plus imprécis dans sa version publiée que le contrat précédent (1984-1986), ce plan prévoit qu'Air France dégradera une marge brute d'autofinancement équivalente à la moitié des 39,1 milliards d'investissements prévus, soit 19,5 milliards.

Les objectifs de trafic comme les améliorations de la productivité ou les restructurations du réseau demeurent confidentiels, car M. Attali veut réserver ces précisions au débat qui s'ouvrira, au cours de l'automne prochain, sur un « plan de modernisation » ou plan d'entreprise. C'est dans le cadre de cette élaboration que seront connus les engagements pris par Air France à l'égard de la puissance publique en matière de résultats commerciaux et financiers, de qualité de service, voire d'obligations de service public.

ALAIN FAUJAS

« La crise est derrière nous »

déclare M. Greenspan,
président de la Réserve fédérale américaine

M. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale (Fed), est intervenu le 16 juillet devant la commission bancaire de la Chambre des représentants pour affirmer qu'il croit à une prochaine reprise de l'économie américaine.

NEW-YORK

de notre correspondant

« Nous disposons aujourd'hui d'une série d'éléments qui nous permettent de penser que la crise est derrière nous », a déclaré M. Greenspan aux représentants. « Pour l'année en cours, en dépit des fragilités de l'économie, l'activité semble sur la voie d'une reprise », a-t-il ajouté, soulignant cependant qu'il ne fallait pas s'attendre à « une expansion dynamique » ni à un « relâchement » rapide de la reprise. Selon lui, il n'existe pas de danger de « double plongeon » de l'économie américaine.

Dans la foulée, les parlementaires ont pris connaissance des prévisions mentionnées dans le rapport annuel de la Fed destiné au Congrès, à savoir une inflation contenue entre 3,25 % et 3,75 % cette année, 3 % à 4 % en 1992 et un taux de croissance du produit national brut de 0,75 % cette année et de 2,25 % à 3 % en 1992. Le taux de chômage devrait être compris entre 6,75 % et 7 % d'ici

à la fin de l'année et autour de 6,25-6,50 % fin 1992. De son côté, la Maison Blanche avait récemment prédit un taux de croissance de 0,8 % pour cette année et de 3,6 % en 1992. Autant d'indications que certains économistes, beaucoup plus prudents sur la durée et la nature d'une reprise qu'ils qualifient d'« essentiellement technique », se gardent de prendre à leur compte.

Apparemment, ces économistes ne sont pas seuls à faire preuve d'un relatif scepticisme. Le grand public exprime aussi quelques doutes. Selon le dernier sondage réalisé par la chaîne de télévision ABC et publié le 16 juillet, 19 % seulement des personnes interrogées escomptent une amélioration de la situation économique aux Etats-Unis tandis que plus du double (42 %) s'attendent à une aggravation. Le point le plus préoccupant semble être la consommation, sur laquelle table l'administration pour faire repartir la machine. D'après ce sondage, 72 % des personnes interrogées considèrent que le moment n'est pas encore venu de procéder à des dépenses et 50 % d'entre elles avouent une situation financière « peu claire » de leurs propres comptes. Ce qui confirmerait certainement les nombreux cabinets de gestion privée qui ont vu exploser leurs activités de conseils aux ménages sur-endettés.

SERGE MARTI

La reprise attendue dans les pays anglo-saxons

Canada : la croissance dans les mains des consommateurs

Les pays anglo-saxons sont ceux qui ont connu le plus fort ralentissement économique. La reprise mondiale doit venir d'eux.

Après la Grande-Bretagne (le Monde du 17 juillet), nous examinons la situation au Canada, officiellement en récession depuis avril 1990. En mars dernier, l'économie canadienne avait régressé pour le quatorzième mois consécutif et voici qu'en avril, le PIB augmentait de 0,9 %. Le pire de la récession paraît maintenant passé mais la reprise, qui devrait se manifester incessamment, sera lente, disent les experts, et le taux de chômage devrait se maintenir au-delà de la barre des 10 % jusqu'à la fin de 1992.

MONTREAL

de notre correspondant

Pour la première fois de son histoire, l'économie canadienne s'est exposée d'elle-même à un « sérieux coup de froid » (le Monde du 5 décembre 1990). Au sortir de la récession, en 1982, le pays avait connu sept années consécutives de croissance. Puis la surchauffe en Ontario, la province la plus riche, allait conduire Ottawa à appliquer une médecine anti-inflationniste, strictement monétaire, qui devait affaiblir brutalement l'ensemble du pays. En avril 1990, on a vu la Banque du Canada relever son taux d'escompte (1) à 10 %, ce qui a entraîné une hausse de 13,77 %, ce qui a eu pour effet de ralentir l'inflation – c'était attendu – mais aussi, fortement, la croissance.

Cette année, le produit intérieur brut réel (678 milliards de dollars (2) en 1990) a glissé de 1,1 % pendant le premier trimestre avec un recul des dépenses de consommation lié à l'introduction d'une taxe de 7 % sur les produits et services (TPS). Selon les économistes de la

Banque royale du Canada, le Québec et, surtout, l'Ontario ont été les provinces canadiennes les plus touchées par la récession. Ces derniers prévoient que l'économie ontarienne, pour l'ensemble de l'année 1991, régressera encore de 1,5 % dans celle du Québec recule de 1,3 %.

L'Ontario aura payé cher les effets de cette crise. Le chômage, dans cette province, a atteint 6,3 % à 9,2 % en 1991, ce qui ne s'était jamais vu. Le Canada devra attendre 1993 pour récupérer les 350 000 pertes d'emplois subies. Le taux de chômage canadien devrait se maintenir au-dessus de 10 % jusqu'en 1992.

Un peu plus mal avant d'aller mieux

Depuis juin, les Canadiens s'efforcent de croire à la reprise et se raccrochent au moindre indicateur favorable, précurseur d'une relance. Certains signes sont en effet encourageants. Les économistes le croient qui prédisent une croissance de 2,4 % pour le dernier semestre de 1991, puis de 3 % et de 3,4 % successivement pour les semestres de 1992. Selon Statistique Canada, certains des indicateurs économiques leur donnent raison : la construction résidentielle, le marché boursier et l'emploi dans le secteur des services, par exemple. Sur le front de l'emploi, la demande de main-d'œuvre a légèrement grimpé en mai pour la première fois depuis décembre 1990. Cependant, les ventes de biens durables ont régressé et les stocks ont apparemment continué à s'accumuler.

En avril, la hausse des exportations (12 milliards) et celle des importations (11,2 milliards) ont atteint leur niveau le plus élevé depuis octobre dernier. « Un revirement des données des échanges commerciaux en avril et un ralentissement du rythme des ventes des tendances à court terme des importations et des exportations sont peut-

être un signe avant-coureur d'une reprise », estime Statistique Canada.

L'économie « tira un peu plus mal avant d'aller mieux », observe, plus pessimiste, M. Clément Gignac, économiste principal de la Banque nationale. Le gouverneur de la Banque du Canada, M. John Crow, confirme, de son côté, « ne pas avoir enregistré de nouvelles économies susceptibles de modifier prochainement l'évolution de l'économie ».

La reprise, prévoient les économistes, ne pourra venir que des consommateurs, aujourd'hui prudemment économes. Leurs dépenses représentent 60 % du PIB, celles des gouvernements à peine 22 %. On espère qu'avec la baisse des taux d'intérêt, les consommateurs feront certains achats qu'ils avaient retardés du fait de l'apparition de la TPS. Le taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation a atteint 6 % entre 1990 et 1991.

« La récession a été forte – la deuxième en importance depuis la crise de 1929 », rappelle M. Alain Dubuc, économiste et éditorialiste montréalais, et les dégâts sont tels qu'il faudra des années avant de les réparer. Un des éléments essentiels d'une reprise vigoureuse n'est pas un relâchement de la consommation... Les consommateurs sont encore trop endettés et ils sont écorchés par un fardeau fiscal qui les appauvrit ».

Endettement record

Selon les calculs récents de l'Institut de recherches économiques Fraser, les ménages canadiens paient en moyenne 45,5 % de leur revenu brut en taxes et en impôts divers. Toutes taxes payées, un ménage canadien peut disposer d'un revenu annuel moyen de 28 355 dollars. Le taux d'endettement du consommateur se situe à 80 % de son revenu personnel et son taux d'épargne est de 10,2 %.

Comment se fait-il que, dans les deux cas de récession que le Canada

ait connus en dix ans et qui s'expliquaient par une menace inflationniste, Ottawa n'ait jamais réussi à éliminer ce danger autrement que par une hausse des taux d'intérêt ? Et comment expliquer que les huit ans de forte croissance, entre ces deux récessions, n'aient jamais réussi à redonner au Canada le niveau de prospérité qu'il avait connu dans les années 70 ? « Cela signifie que la croissance économique ne réussit pas, en soi, à assurer la santé de l'économie et la prospérité de ses habitants », affirme M. Alain Dubuc. Il faut trouver des façons de repenser l'économie, de l'adapter à un monde qui a changé, de remettre en cause notre éthique du travail, de penser en termes de qualité plutôt que de quantité ».

Avec une dette publique accumulée de 400 milliards de dollars – une des plus fortes au monde par habitant – le nouveau ministre canadien des finances, M. Donald Mazankowski, ne peut augmenter les dépenses publiques pour relancer l'économie, comme l'avait fait son prédécesseur, M. Michael Wilson en 1982 (3). En outre, il sait qu'il doit se méfier d'un excès de souplesse monétaire qui relancerait l'inflation. Le gouvernement n'a donc pas le choix. Il doit s'attaquer aux problèmes de la faible compétitivité économique du Canada et rendre son pays plus concurrentiel sur la scène internationale.

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

(1) La Banque du Canada établit son taux d'escompte chaque semaine à un quart de point au-dessus du rendement moyen des bons du Trésor à échéance de 90 jours. La banque offre ses obligations aux institutions financières du pays, au cours d'une vente à l'encan.

(2) Le dollar canadien vaut environ 5,37 francs.

(3) 30,5 milliards de dollars selon le tableau de février dernier, qui limitait à 3 % l'augmentation des dépenses du gouvernement à compter de 1991-1992.

Prochain article :
l'Australie

Le premier ministre algérien se dit prêt à céder le quart du gisement d'Hassi Messaoud

Dans un entretien à la Libre Belgique et à la Radio-Télévision belge francophone (RTBF), le premier ministre algérien, M. Ahmed Ghazali, s'est déclaré disposé à céder une partie du gisement pétrolier de Hassi Messaoud. « Tout ce qui privilégie nos ressources propres est toujours meilleur que les emprunts extérieurs », a estimé M. Ghazali. Hassi Messaoud, l'un des plus grands gisements du monde, se situe près de la ville de Hassi Messaoud. « C'est là que se trouve le quart du gisement d'Hassi Messaoud ».

مكتبة النهر

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
75 PARIS			4 PIÈCES 89 m², 7 ^e étage park., cave, balcon			4 PIÈCES Imm. neuf, 86 m², 3 ^e étage parking		
7^e ARRONDISSEMENT			Rés. « La Plaisance » 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission			VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission		
2 PIÈCES 60 m², 1 ^e étage	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	9 300 + 1 077 6 637	4 PIÈCES DUPLEX 103 m², 9 ^e et 10 ^e ét. cave, box, balcon	Rés. « La Plaisance » 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	13 000 + 1 031 9 251	4-5 PIÈCES Imm. neuf, 97 m², 2 ^e étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 600 + 1 283 6 192
5 PIÈCES 99 m², 2 ^e étage	191, rue de l'Université SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	12 400 + 985 8 928	4 PIÈCES DUPLEX 108 m², 9 ^e et 10 ^e ét. box, cave, balcon	Rés. « La Plaisance » 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	14 500 + 1 078 9 962	92 - HAUTS-DE-SEINE		
8^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES DUPLEX 118 m², 9 ^e et 10 ^e ét. box, cave, balcon	Rés. « La Plaisance » 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	16 500 + 1 176 11 741	3 PIÈCES Immeuble neuf 89 m², 3 ^e étage balcon 6 m²	BOULOGNE 33-37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 500 + 907 6 781
4 PIÈCES 134 m², 6 ^e étage Possib. parking	12, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	21 000 + 2 467 15 120	STUDIO 40 m², 5 ^e étage parking	13, rue Jean-Zay SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	3 975 + 578 2 862	5 PIÈCES Immeuble neuf duplex 4 ^e et 5 ^e ét. 179 m², terr. 75 m²	BOULOGNE 33/37, rue Pasteur SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	26 000 + 1 440 19 525
5 PIÈCES 196 m², 2 ^e étage possib. parking	12, rue Paul-Baudry SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	28 400 + 3 464 20 448	16^e ARRONDISSEMENT			4 PIÈCES 88 m², 2 ^e étage parking, cave	COURBEVOIE 2, avenue du Parc AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	5 450 + 620 3 878
9^e ARRONDISSEMENT			2-3 PIÈCES 61 m², 5 ^e étage	134-136, quai L.-Blériot SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 650 + 980 4 054	STUDIO 44 m², 3 ^e étage parking, cave	NEUILLY 47-49, rue Perronet AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	5 400 + 570 3 878
3 PIÈCES 75 m², 3 ^e étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 880 + 780 5 673	5 PIÈCES DUPLEX 132 m², 5 ^e et 6 ^e ét. parking	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	19 553 + 1 600 15 066	5 PIÈCES 100 m², 4 ^e étage parking, cave	SURESNES 9, avenue Georges-Pompidou AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	5 981 + 1 490 4 256
11^e ARRONDISSEMENT			2 PIÈCES 54 m², 5 ^e étage	51, avenue Bugaud AGIFRANCE - 47-27-44-79 Honoraires de location	7 371 + 788 5 245	93 - SEINE-SAINT-DENIS		
STUDIO MEUBLÉ 20 m², sur jardin	HOME PLAZZA HOME PLAZZA - 40-09-40-00	5 500 + 825	78 - YVELINES			3 PIÈCES 65 m², 6 ^e étage parking	ÉPINAY-SUR-SEINE 2, avenue Gallieni SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	4 000 + 650 2 890
2 PIÈCES MEUBLÉ 50 m², sur jardin	HOME PLAZZA HOME PLAZZA - 40-21-22-23	8 500 + 1 275	5 PIÈCES 105 m², 4 ^e étage parking	LE CHESNAY 11, rue des Deux-Frères AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	5 984 + 894 4 471	95 - VAL-D'OISE		
3 PIÈCES 81 m², 5 ^e étage	7-9, rue Pichon SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 200 + 1 160 5 184	3 PIÈCES 68 m², 7 ^e étage parking	POISSY 7, avenue des Ursulines AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	2 894 + 794 2 471	PAVILLON 7 PIÈCES duplex, 149 m² garage, jardin 783 m²	4, clos de Mandelieu AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	9 042 + 545 6 434
3 PIÈCES 83 m², 3 ^e étage	110, av. de la République SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 470 + 517 5 379	3 PIÈCES Imm. neuf, 78 m², 3 ^e étage parking	VERSAILLES 6, rue du Général-Pershing SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 400 + 1 046 5 328			
14^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 86 m², 5 ^e étage park., cave, balcon	Rés. « La Plaisance » 80-84, rue de l'Abbé-Carton AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	9 000 + 859 6 404						

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

**VOS
RENDEZ-VOUS**

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements
Professionnels 46-62-73-43
Particuliers 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



مكتبة الناصر

MARCHÉS FINANCIERS

L'émir d'Abou-Dhabi refuse sa coopération

La Banque d'Angleterre était informée depuis neuf mois des fraudes de la BCCI

L'institut d'émission britannique a attendu de longs mois avant d'agir. Pourquoi? Sans doute parce que la BCCI touchait à trop d'intérêts financiers et diplomatiques proches de la couronne. Aujourd'hui, l'émir d'Abou-Dhabi refuse sa coopération dans l'indemnisation des déposants.

LONDRES

correspondance

Quel est le «préteur en dernier ressort» de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), dont les activités ont été suspendues le 5 juillet en Grande-Bretagne et dans de nombreux autres pays? Pour le gouverneur de l'Institut d'émission britannique, M. Robin Leigh-Pemberton, qui effectue actuellement une mission à Abou-Dhabi, la réponse à cette question ne fait guère de doute: l'indemnisation des déposants incombe aux autorités monétaires des Emirats arabes unis, dont fait partie Abou-Dhabi. Le cheikh Zayed ben Sultan Al Nahyane, émir d'Abou-Dhabi et président de la Fédération des Emirats, est actionnaire à 77 % de la BCCI.

Les autorités d'Abou-Dhabi refusent tout dialogue avec la Banque d'Angleterre et lui reprochent sa décision «infatuée». «Si la reconstruction, qui avait été mise au point, avait pu se faire, aucun dépôt n'aurait perdu d'argent», a fait savoir la Banque centrale des Emirats arabes unis. Cette dernière menace de traîner en justice le cabinet d'audit Price Waterhouse, dont le rapport mandaté par la Banque d'Angleterre mentionnait une «fraude à grande échelle».

Liens privilégiés

Le mystère entourant le rôle de la Banque d'Angleterre est cependant loin d'être élucidé. L'institut d'émission connaissait parfaitement la situation réelle de la BCCI. Selon le *Financial Times* du 17 juillet, la Banque centrale avait depuis neuf mois entre les mains un rapport confidentiel faisant état de prêts accordés sans autorisation du conseil de direction. Deux jours après réception de ce rapport, le fondateur de la BCCI, M. Agha Hassan Abedi, démissionnait du conseil d'administration.

Depuis l'indépendance des Emirats arabes unis en 1971, la Banque centrale du Royaume Uni a tissé des liens privilégiés avec les milieux dirigeants. Comment la «vieille dame» pouvait-elle, par exemple, ignorer que le véritable

propriétaire de la BCCI était non pas l'émir Zayed, mais le prince héritier, le cheikh Khalifa? Selon le *Middle East Economist Survey*, une revue économique de renom publiée à Chypre, celui-ci contrôlait directement 35 % du capital de la BCCI, et indirectement près de 10 %, par le truchement de l'Abu Dhabi Investment Authority, dont il est président. Le laxisme de la Banque centrale d'Abou-Dhabi, créée en 1980, est de surcroît légendaire. Quelques faillites retentissantes de banques locales l'attestent.

«Les responsables d'Abou-Dhabi doivent être pris de panique. Le scandale risque d'ébranler la fédération, de ranimer l'animosité latente entre Abou-Dhabi et Dubaï. Enfin, l'image déjà peu reluisante des pétromonarchies du Golfe risque d'en prendre un coup!», explique M. Pamela Ann Smith, expert financier auprès du *Middle East Economic Digest*, hebdomadaire spécialisé dans les affaires du Proche-Orient.

Les analystes londoniens fournissent plusieurs explications à la lenteur de l'intervention de la Banque d'Angleterre. Comme le révèle le rapport Price Waterhouse, les bénéficiaires des générosités de la BCCI constituaient la fine fleur de l'establishment politique et financier du Golfe. Parmi la brochette des princes et des milliardaires choyés par la banque, figuraient les frères Maktoum, cheikh Mohamed, ministre de la défense des Emirats arabes unis, et son frère, cheikh Hamdan, ministre des finances, qui dispose d'importants intérêts en Grande-Bretagne. D'autres avant-couriers des considérations plus politiques. La Banque d'Angleterre a en effet attendu la fin des hostilités avec l'Irak pour commander un rapport à Price Waterhouse. Les Emirats arabes unis, qui avaient soutenu financièrement et militairement la coalition anti-Saddam Hussein, devaient être ménagés. Enfin, la BCCI entretenait également des liens avec des personnalités britanniques influentes, comme lord Griffiths, conseiller économique de Margaret Thatcher de 1985 à 1990 (qui fut également directeur de la Banque d'Angleterre), et avait sponsorisé le Centre universitaire d'études économiques.

Le 22 juillet, la Haute Cour de Londres doit examiner la requête de la Banque d'Angleterre de mise en liquidation de la BCCI. Les différentes associations représentant les cent vingt mille clients de la BCCI en Grande-Bretagne sont déterminées à empêcher cette liquidation.

MARC ROCHE

La crise de l'assurance aux Etats-Unis

La compagnie Mutual Life demande la protection de l'Etat du New-Jersey

Les problèmes des caisses d'épargne et des banques américaines feraient presque oublier la grave crise que traverse aussi aux Etats-Unis le secteur de l'assurance et, tout particulièrement, la branche vie. Au cours des cinq dernières années, la situation financière de nombreuses compagnies s'est fortement détériorée.

NEW-YORK

de notre correspondant

Après les déboires de First Executive, la déconfiture, en décembre dernier, de Equitable Life Assurance, la troisième compagnie américaine, installée en Californie et convoitée par le groupe français Axa, est venue confirmer que les grands noms de la profession d'épargne ne sont pas à l'abri.

Depuis le 15 juillet, le secteur a innervé puisque, pour la première fois, un Etat, celui du New-Jersey, a été contraint, sur décision judiciaire, de prendre sous son contrôle la Mutual Benefit Life Insurance, dix-huitième compagnie américaine, pour mettre un terme au mouvement de panique qui avait conduit près de deux cents clients à investir, dans la matinée, le siège de la firme à Newark, pour réclamer le remboursement des polices souscrites.

Parer

au plus pressé

M. Samuel Fortunato, le commissaire à l'assurance de l'Etat du New-Jersey, les a assurés que «toutes les parties concernées travailleraient d'arrache-pied à la sauvegarde de leurs intérêts», mais le directeur général de Mutual Life a admis que des clients, pressant le danger, avaient d'ores et déjà obtenu des

remboursements totalisant environ un milliard de dollars (environ 6 milliards de francs) au cours des semaines précédentes et que le mouvement risquait de faire tâche d'huile.

Visiblement embarrassé par le «cadeau», le gouverneur de l'Etat, M. Jim Florio, a rappelé que le New-Jersey «n'avait pas vocation à exploiter des compagnies d'assurance» et qu'en prenant sous sa coupe Mutual Life, l'Etat avait surtout cherché à parer au plus pressé en attendant de trouver un repreneur. Dotée de près de 14 milliards de dollars d'actifs et d'un portefeuille de plus de 400 000 polices souscrites par des particuliers mais aussi par quantité d'entreprises, Mutual Life assurait aussi la gestion de nombreux fonds de retraite, lesquels se trouvent piégés à leur tour. Executive Life avait sombré à cause de ses engagements massifs (67 % de ses actifs) en «junk bonds», ces obligations à rendement élevé mais à haut risque. Mutual Life, elle, a subi le contre-coup d'une dépendance beaucoup trop importante (le tiers de ses actifs) à l'égard de l'immobilier, secteur en pleine crise. A tel point que 10 % de ce portefeuille immobilier est considéré comme perdu, fragilisant considérablement le bilan de l'entreprise.

Telle est la constatation à laquelle est parvenu, le 16 juillet, le juge Paul Levy, de la Cour supérieure de Trenton, capitale du New-Jersey, en indiquant que la base des actifs de Mutual Life «n'était plus en mesure de couvrir ses besoins de liquidités jusqu'à la fin de l'année». D'où la justification de la reprise de cette importante compagnie d'assurance. La cinquième depuis le début de l'année.

SERGE MARTI

NEW-YORK, 16 juillet ↓

Inégal

Trois jours de hausse ont suffi à Wall Street. Mardi, la Bourse américaine a évolué de façon très irrégulière. A la clôture, l'indice Dow Jones des industriels s'est un peu tassé, pour s'établir à 2883,90, soit à 5,71 points (-0,22 %) au-dessous de son niveau précédent. Le bilan de la séance est néanmoins resté positif. Sur 2080 valeurs traitées, 821 ont monté, 751 ont baissé et 508 n'ont pas varié.

Visiblement, les déclarations faites par M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, sur la nécessité de surveiller l'inflation de plus près, ont été interprétées comme la volonté de la Banque centrale de ne plus faire baisser les taux d'intérêt, créant ainsi, autour du Big Board une certaine nervosité.

L'activité s'est accrue et 182,74 millions de titres ont changé de mains contre 159,34 millions la veille.

VALEURS	Cours du 15 juillet	Cours du 16 juillet
Alcoa	71 1/2	71 3/8
AT&T	38 1/4	37 3/4
Boeing	52 1/2	52 1/2
Chem. Manhattan	18 7/8	20 1/4
Du Pont de Nemours	48 5/8	48 1/8
Eastman	47 1/8	47 1/8
Exxon	58 1/8	58
General Electric	75 3/8	73 7/8
General Motors	42 1/4	42
IBM	99 1/4	98 5/8
ITT	67 1/8	67 3/8
Medco	58 3/4	58 5/8
Pfizer	62 5/8	62
Schlumberger	145 5/8	144 1/2
U.S. Steel	21 3/8	21 1/8
Union Carbide	24 3/4	25 3/8
Westinghouse	58	58 7/8

LONDRES, 16 juillet ↑

Record historique

La Bourse de Londres a inscrit un nouveau record, mardi 16 juillet, dans un marché actif. En effet, l'indice Footsie des valeurs de référence a progressé de 24,30 points (1 %), terminant à 2566,80 points. Le précédent sommet avait été établi le 5 avril dernier à 2545,30.

Le volume des échanges s'est élevé à 494,70 millions de livres contre 340 millions lundi. Après une flambée en début de matinée, les valeurs ont rétrogradé à leur niveau initial de la journée sur des prises de bénéfices et à la suite de l'ouverture en baisse de Wall Street.

Les espoirs d'une reprise de la croissance économique mondiale exprimés lundi soir au sommet du G7 par les ministres des finances des sept pays les plus développés, une pénurie de titres et un accroissement du déficit budgétaire britannique moins important que prévu ont contribué à soutenir le marché.

FAITS ET RÉSULTATS

o Ameritrust prête à discuter son rachat. Le groupe américain (Cleveland, Ohio), a indiqué mardi 16 juillet qu'il était prêt à discuter d'une éventuelle fusion avec le concurrent National City ou avec d'autres acquéreurs possibles. National City avait proposé, en mai dernier, de racheter Ameritrust pour 870 millions de dollars. La fusion de ces deux établissements donnerait naissance au dix-septième groupe bancaire américain, avec des actifs dépassant 35 milliards de dollars. Un porte-parole d'Ameritrust, M. Terry Taylor, a refusé de préciser l'identité de la Manufacture's Hanover Trust et la Chemical Bank (le Monde du 17 juillet) qui donne naissance au dixième groupe bancaire américain.

o Le néerlandais ABN AMRO envisage de racheter une caisse d'épargne américaine. Le groupe bancaire néerlandais ABN AMRO envisage de racheter, via sa filiale américaine, la caisse d'épargne américaine Talman, Federal Savings and Loan Association, basée à Chicago. Le montant de cette transaction, dont les détails seront élaborés dans les prochains mois, devrait s'élever à 430 millions de dollars (2,6 milliards de francs). Talman est une caisse d'épargne bénéficiaire avec 45 filiales à Chicago et ses environs, quelque 2000 employés et un total de bilans d'environ 6 milliards de dollars, dont 4 milliards en économies.

o Le groupe Peñeta a cédé 24,5 % du capital de la SAE. Le groupe Peñeta, principal actionnaire du groupe de travaux publics SAE (Société auxiliaire d'entreprises), a annoncé mardi 16 juillet qu'il avait cédé 24,5 % des 33,08 % du capital qu'il détenait au prix de 1,200 F par action. Son banquier, le Crédit lyonnais, détiendra 14 % de cette opération de Paribus. Par ailleurs, la participation de Paribus passera de 2,5 % à 10 % et celle de la Société générale augmentera de 1 % et s'établira à 5,9 %. En outre, la SMA (Société mutuelle d'assurances) du BTP et le Comptoir des entrepreneurs augmenteront leurs participations pour les porter respectivement à 4,9 % et 4 %. Des pourparlers sont encore en cours

PARIS, 17 juillet ↓

Tassement

Comme à l'habitude depuis plusieurs séances, l'ambiance était plutôt morose mercredi sur le marché boursier. L'indice CAC 40, après avoir affiché une perte de 0,10 % à l'ouverture, perdait 0,28 % en début d'après-midi. Les investisseurs demeuraient en l'attente d'indications précises.

Les intervenants ont accueilli avec scepticisme les propos du ministre des finances français après la publication du bon indice des prix de juin (+0,2 %). Selon M. Pierre Bérégovoy, qui s'exprime en l'absence de son collègue à la réunion du G7, cet indice va permettre de consolider le franc.

Il permet aussi d'envisager un assouplissement de la politique monétaire. De plus, les propos optimistes de M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, sur la reprise outre-atlantique ne sont pas de nature à encourager les investisseurs. Selon le président de la FED, cette reprise se fera modérée et stimulera pas de nouvelles baisses des taux aux Etats-Unis afin d'éviter toute poussée inflationniste.

Dans ce contexte, sur le marché français, le volume de transactions mercredi était faible, avec à peine plus de 300 millions de francs traités dans la matinée. Dans ce marché qui a progressé de 16 % depuis le début de l'année, les plus fortes hausses de la séance étaient enregistrées par Ceca, Locofrance et Dassault Aviation. Du côté des baisses figuraient Lebon, Accor, Panhote et BP France. Sur le marché de l'or, le lingot et le napoleon enregistrèrent de légères progressions.

TOKYO, 17 juillet ↓

Poursuite du recul

La Bourse de Tokyo a terminé en baisse mercredi à l'issue d'une séance ternie. L'indice Nikkei a perdu 314,45 points, soit 1,35 % à 23 060,70. Le volume des transactions s'est sensiblement contracté, passant de 300 millions de titres échangés mardi à 220 millions.

Ce recul s'est effectué sous l'effet des ventes de fonds d'investissement et de départs massifs à des arbitrages. Les ventes n'ont cependant pas été massives en l'absence d'éléments de contrainte. «Dans le marché, il n'y a pas de facteurs motivant le marché et l'activité est faible», déclarait un boursier.

VALEURS	Cours du 16 juillet	Cours du 17 juillet
Aiai	1300	1280
Shigetsu	1080	1060
Canon	1600	1580
Fuji	2800	2780
Honda	1700	1680
Isuzu	1700	1680
Keio	220	210
Sony Corp.	820	810
Toyota	1880	1860

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citels	3258	3300	Idemec	130	126 10
Amstel Ascom	285	286 10	Innov. Hébém	880	880
B.A.C.	139	131	Innov. Compur	161	161
Bque Varnes	810	805	I.P.B.M.	101	100
Bolton (Ly)	351	351	Loos invest.	240 50	247 80
Boisat (Ly)	198	198	Locam	78 50	78
CAL-de-Fr. (C.C.I.)	947	910	Mera Comm.	118	118 50
Colson	378	378	Mol.	146	146
Credit	655	650	Publ. Fipapoch	385	378
C.E.G.P.	158	158	Rat.	715	714
C.F.P.I.	275	275	Rhone-Alp. Est (Ly)	329	328
CALIM	920	905	S.H.M.	160	160
Codex	273 50	273 50	Select Invest (Ly)	103	103
Conform	1088	1131	Serbo	385	385
Credis	170	186	S.M.T. Group	130	130
Delmas	383 10	408 80	Sopra	278	279 80
Demichy Worms Co.	488	488	TFI	332	331 50
Dewey	960	947	Thomson H. Ry.	276	276
Devil	347	345	Unid.	195	194 10
Difon	120	120	Val et Co.	90	92
Edison Bell	217 50	217 50	Y. St-Laurent Group	783	780
Emp. Propulson	282	268 60			
Financ	122 50	122 50			
Frankopis	128 50	127			
GFF (group. fon.)	241 90	238			
Grand Livr.	388	388			
Grograph	218	218			
Groute Origy	651	670			
Gutim	925	920			
L.C.C.	220	218			
RIA	328	325			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 16 juillet 1991
Nombre de contrats : 34 270

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	185,80	185,40	185,20
Précédent	185,20	185,30	185,40

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
105	0,68	1,24	0,64	1,20

CAC 40 A TERME

COURS	MATIF		
	juillet	août	septembre
Dernier	1 762	1 777,50	1 791
Précédent	1 771	1 785	1 794,50

CHANGES

Dollar : 6,10 F ↑

Le dollar a très légèrement progressé mercredi 17 juillet dans un marché très calme. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 6,100 francs contre 6,0870 francs la veille à la cotation officielle. La parité franc-mark restait stable après l'annonce de l'inversion de la courbe d'inflation entre les deux pays.

FRANCFORT	16 juillet	17 juillet
Dollar (en DM)...	1,7925	1,7945
TOKYO	16 juillet	17 juillet
Dollar (en yens)...	136,95	137,17

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (17 juillet) : 9 7/16 1/16 %
New-York (16 juillet) : 5 13/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

15 juillet 16 juillet
Valeurs françaises : 114,18 114
Valeurs étrangères : 124,30 123,70
(SBF, base 100 : 31-12-91)
Indice général CAC : 466,52 467,36
(SBF, base 1000 : 31-12-91)
Indice CAC 40 : 1789,77 1785,51

NEW-YORK (indice Dow Jones)

15 juillet 16 juillet
Industrielles : 2 990,61 2 983,90
Londres (indice FTSE 100) : 15 juillet 16 juillet
100 valeurs : 2 532,50 2 536,80
30 valeurs : 1 951,18 1 971,40
Mines d'or : 214,28 212,90
Fonds d'Etat : 84,09 84,86

FRANCOFORT

15 juillet 16 juillet
Dax : 1 646,57 1 643,85

TOKYO

16 juillet 17 juillet
Nikkei Dow Jones : 23 375,15 23 060,70
Indice général : 1 822,70 1 804,52

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente
\$ E.-U.	6,0945	6,0960	+ 193	+ 352	+ 372	+ 940
\$ can.	5,3897	5,3133	+ 34	+ 48	+ 66	+ 183
Yen (100)	4,4404	4,4431	+ 81	+ 89	+ 153	+ 463
DM	3,3924	3,3932	+ 13	+ 28	+ 20	+ 41
Florin	3,0126	3,0141	+ 12	+ 19	+ 16	+ 24
£ (100)	16,4894	16,4900	+ 71	+ 120	+ 117	+ 119
FS	3,9062	3,9097	+ 55	+ 66	+ 98	+ 120
L (1 000)	4,5566	4,5583	- 74	- 57	- 161	- 510
£	10,9273	10,9340	- 127	- 98	- 261	- 687

TAUX DES EUROMONNAIES

COURS	6 MOIS		12 MOIS		18 MOIS		24 MOIS	
	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente
\$ E.-U.	6	6 1/8	5 15/16	6 1/16	6	6 1/8	6 1/4	6 3/8
Yen	7 7/16	7 7/16	7 7/16	7 7/16	7 7/16	7 7/16	7 3/8	7 9/16
DM	8 1/16	8 1/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	8 7/8	9	9 1/8
Florin	8 3/8	8 7/8	8 13/16	8 15/16	8 7/8	9	9 1/16	9 7/16
£ (100)	8 5/8	9	8 13/16	9 1/16	8 13/16	9 3/16	9 1/16	9 7/16
FS	6 7/8	7 1/8	7 11/16	7 13/16	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8
L (1 000)	11	11 1/2	11	11 3/8	11 1/8	11 1/2	11 1/2	11 7/8
£	11 15/16	12 1/16	11 7/8	11 1/16	11 15/16	11 1/16	10 5/8	10 13/16
Yen	9 7/16	9 9/16	9 3/8	9 1/2	9 3/8	9 1/2	9 7/16	9 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Avec Le Monde sur Minitel

Admission :

ESLSCA

36.15 LE MONDE

Tapez RES

مكتبة الأمل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 17 JUILLET

Page	NUMERO	VALUERS	Cross paid.	Preceder cross.	Dominer cross.	% + -	Compan	VALUERS	Cross paid.	Preceder cross.	Dominer cross.	% + -	Compan	VALUERS	Cross paid.	Preceder cross.	Dominer cross.	% + -	Compan	VALUERS	Cross paid.	Preceder cross.	Dominer cross.	% + -	Compan
4000	CALIF. 36.	3665	3650	3665	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
4000	BAN. P.T.	880	880	880	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
4000	Cal. Gen. T.P.	880	880	880	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
4000	Trans. P.T.	940	940	940	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
4000	Trans. P.T.	1230	1230	1230	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1150	Almond P.T.	1501	1501	1501	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1150	San Gabriel T.P.	1501	1501	1501	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1150	Trans. P.T.	1021	1021	1021	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1150	Trans. P.T.	1021	1021	1021	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
760	ACOR.	775	775	775	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
760	Al Legia.	682	682	682	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
760	Al Legia.	682	682	682	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
760	Al Legia.	682	682	682	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...	VALUERS	...	...	...	...	...
1540	Al Legia.	577	577	577	...	...	...	VALUERS	...																

COMPTANT (sélection)

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emmission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emmission Frans incl.	Rachet net	VALEURS	Emmission Frans incl.	Rachet net
A.A.A.	1053 49	1009 28	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	228 07	227 72	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	783 69	745 55	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	7695 93	7280 02	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	688 08	680 80	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	6545 42	6182 14	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	11622 14	11322 14	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	357 13	359 18	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1450 18	1457 18	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1858 08	1858 08	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	100 28	100 08	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	150 15	150 15	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	7294 34	7294 34	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	123 42	118 11	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	121 82	115 25	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	118 87	113 85	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	128 28	128 28	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	123 12	116 10	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	5834 72	5828 08	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	5945 58	5857 90	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1205 38	1187 57	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	29 20	29 45	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1224 94	1249 47	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	3240 28	3235 35	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	356 47	356 47	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	400 10	400 10	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1190 79	1187 44	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1202 58	1173 25	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	829 41	793 85	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	952 74	952 72	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	261 18	261 18	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	128 41	123 41	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1098 42	1098 42	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1053 49	1009 28	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	228 07	227 72	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	783 69	745 55	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	7695 93	7280 02	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	688 08	680 80	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	6545 42	6182 14	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	11622 14	11322 14	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	357 13	359 18	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1450 18	1457 18	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1858 08	1858 08	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	100 28	100 08	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	150 15	150 15	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	7294 34	7294 34	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	123 42	118 11	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	121 82	115 25	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	118 87	113 85	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	128 28	128 28	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	123 12	116 10	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	5834 72	5828 08	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	5945 58	5857 90	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1205 38	1187 57	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	29 20	29 45	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1224 94	1249 47	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	3240 28	3235 35	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	356 47	356 47	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	400 10	400 10	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1190 79	1187 44	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1202 58	1173 25	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	829 41	793 85	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	952 74	952 72	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	261 18	261 18	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	128 41	123 41	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1098 42	1098 42	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1053 49	1009 28	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	228 07	227 72	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	783 69	745 55	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	7695 93	7280 02	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	688 08	680 80	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	6545 42	6182 14	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	11622 14	11322 14	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	357 13	359 18	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1450 18	1457 18	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1858 08	1858 08	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	100 28	100 08	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	150 15	150 15	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	7294 34	7294 34	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	123 42	118 11	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	121 82	115 25	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	118 87	113 85	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	128 28	128 28	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	123 12	116 10	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	5834 72	5828 08	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	5945 58	5857 90	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1205 38	1187 57	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	29 20	29 45	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1224 94	1249 47	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	3240 28	3235 35	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	356 47	356 47	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	400 10	400 10	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1190 79	1187 44	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1202 58	1173 25	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	829 41	793 85	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	952 74	952 72	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	261 18	261 18	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	128 41	123 41	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1098 42	1098 42	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1053 49	1009 28	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	228 07	227 72	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	783 69	745 55	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	7695 93	7280 02	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	688 08	680 80	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	6545 42	6182 14	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	11622 14	11322 14	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	357 13	359 18	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1450 18	1457 18	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1858 08	1858 08	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	100 28	100 08	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	150 15	150 15	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	7294 34	7294 34	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	123 42	118 11	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	121 82	115 25	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	118 87	113 85	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	128 28	128 28	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	123 12	116 10	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	5834 72	5828 08	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	5945 58	5857 90	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1205 38	1187 57	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	29 20	29 45	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1224 94	1249 47	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	3240 28	3235 35	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	356 47	356 47	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	400 10	400 10	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1190 79	1187 44	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	1202 58	1173 25	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	829 41	793 85	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	952 74	952 72	Providence	841 46	820 95	Penny Centon.	9051 04	9051 04
Aedon	261 18	261 18	Providence	841				

Marché libre de l'or

[illegible]

280	210
290	297
300	300

France	12655 18	1333 67	Orléans	1282 17	1382 29	1821 79	1777 38
France Indes	584 28	680 37	Paris	1382 10	1432 14	1821 79	1777 38
France Guinée	261 80	281 28	Paris Capitales	19197 98	19189 64	1811 91	1910
France Indes Scar.	105 14	102 06	Paris Capitales	132 51	127 11	46248 48	46224 87
France Indes	345 34	334 54	Paris Capitales	581 27	557 67	20876 48	20840 81
France Malgache	402 31	457 73	Paris Capitales	94 73	93 78		
France	442 78	429 88	Paris Capitales	200 30	202 67		
France Région	108 08	104 58	Paris Capitales	630 29	611 93		
France Région	118 69	114 65	Paris Capitales	1200 17	1200 17		
France Région	22 78	22 78	Paris Capitales	8870 82	8885 29		
France Capit.	36 78	36 21	Paris Capitales	61652 97	61440 05		
France Capit.	131146 87	131146 97	Paris Capitales	1006 31	888 98		
France Capit.	237 42	233 81	Paris Capitales	1140 74	1112 92		
France Capit.	31 74	30 97	Paris Capitales	128 86	123 46		

PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
 Renseignements :
48-62-72-67

teché - o : offert - : croi détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

mouvement de sympathie orchestré en Allemagne avait pu susciter quelques illusions.

avec des conséquences politiques très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. — (AFP.)

de médiation de la Communauté en Yougoslavie. - (AFP.)

à ce titre, ne pouvait pas igno-
à tout le moins, la sé-
d'«affaires» qui défraient la ch

A l'image du premier ministre Wilfried Martens, qui s'es-

après cinq ans de location à Bruxelles comme à Strasbourg (AFP.)

SPORTS

CYCLISME : le 78^e Tour de France

Le virus de la vitesse

Avant le transfert adrien qui devait emmener les coureurs de Nantes à Pau, mercredi 17 juillet, le peloton s'est offert, mardi, une pointe de vitesse entre Quimper et Saint-Herblain. La onzième étape a été remportée par le Français Charly Mottet, qui a su fausser compagnie au peloton 1 kilomètre avant la ligne d'arrivée. L'Américain Greg LeMond affrontera les Pyrénées vêtus du maillot jaune.

SAINT-HERBLAIN

de notre envoyé spécial

Toujours plus vite, telle pourrait être la devise de ce Tour de France, qui brûle d'envie de gagner la montagne. Mardi 16 juillet, alors que rien a priori ne les obligeait à jouer les fusées, les concurrents ont bousculé les horaires prévus par les organisateurs. Ils ont rallié Quimper à la banlieue nantaise, soit une distance de 246 kilomètres, à la moyenne horaire de 47,229 kilomètres. Une performance qui vient s'inscrire juste après celle d'Eddy Merckx dans l'étape Vouvray-Orléans, lors du Tour 1974, qui avait réalisé une moyenne de 48,352 kilomètres sur une distance beaucoup plus courte, 112 kilomètres.

A croire que les coureurs étaient pressés de quitter la Bretagne. A croire qu'ils avaient envie de s'éloigner de Quimper, où une sombre affaire risquait, une nouvelle fois, de ternir leur réputation. La ville du Finistère a toutes les chances de rester dans la légende comme celle de l'étape où l'équipe PDM a abandonné la course, une « mystérieuse maladie » ayant réduit les forces du groupe néerlandais (le Monde du 17 juillet).

Epidémie sélective

Il y avait eu, mardi 16 juillet, l'abandon, ou la mise hors course, de cinq coureurs de cette formation. Le lendemain, les quatre autres avaient dû renoncer. A la suite des conseils et de l'avis des responsables de la société du Tour de France, Jan Giesbers, le directeur sportif de la formation financée par le groupe Philips annonçait donc le retrait de son équipe. Selon lui, les résultats des diverses consultations médicales indiquaient une infection virale. Mais il ajoutait un peu plus tard dans la journée que des examens effectués à l'hôpital de Den Bosch, en Hollande, sur le coureur Nico Verhoeven, rentré la veille dans son pays avec une température de plus de 40 degrés, indiquaient, « à 95 %, que l'infection était d'ordre bactérien et non viral ».

La thèse du virus qui n'aurait atteint que les coureurs en éparpillant le reste de l'équipe, à savoir les soigneurs et les accompagnateurs, était brusquement écartée. L'hypothèse de méchantes bacté-

ries redevenait d'actualité, mais, après les démentis d'hôteliers offensés, les responsables de l'équipe n'accusaient plus seulement la nourriture. Les « bidons », ces gourdes dans lesquelles les athlètes, auraient joué le rôle de vecteurs dans une épidémie sélective.

Face aux questions sur la soudaine « panne » d'Erik Breukink après 70 kilomètres de course contre la montre, samedi dernier, les acteurs se font discrets. Ils ont même oublié que Raul Alcalá a suivi, lui aussi, le même genre de défaillance à quelques kilomètres de l'arrivée. Le silence enveloppe un peloton qui en arrive presque à effacer de sa mémoire certains épisodes de l'épreuve.

Les PDM sont partis en emportant leur « mal inconnu ». Greg LeMond a perdu un rival en la personne d'Erik Breukink, mais il précise que « ce n'est pas une bonne chose de voir disparaître un

coureur de cette façon ». Et, dans son français fait de mots volés dans le peloton, il ajoute : « En 1986, j'ai, moi aussi, eu la chance d'arriver à Nantes à la suite d'une maladie alimentaire, et c'était terrible ». Mais, comme le souligne le docteur Porte, les coureurs de la formation PDM ne présentaient pas de problèmes intestinaux. Le mystère reste donc entier.

SERGE BOLLOCH

ONZIÈME ÉTAPE

Quimper-Saint-Herblain (246 km)
Classement de l'étape. - 1. Charly Mottet (Fra.), en 5 h 12 min 31 s ; 2. Jean-Marc Monner (Bel.) ; 3. Dominique Abadie (FRA) ; 4. Laurent Jalabert (Fra.) ; 5. Olaf Ludwig (All.), même temps.
Classement général. - 1. Greg LeMond (E.U.), à 15 min 32 s ; 2. Opa-moine Abadie (FRA), à 51 s ; 3. Miguel Indurain (Esp.), à 2 min 17 s ; 4. Jean-François Bernard (Fra.), à 3 min 11 s ; 5. Gianni Bugno (Ita.), à 3 min 51 s.

Forfait

QUIMPER

de notre envoyée spéciale

Un forfait, c'est un départ en bus, un matin, sur la route de Bénodet. Dans son autocar noir, toute une équipe s'en va, le classement est dépeuplé. L'équipe néerlandaise était bien placée, personne ne la pleurera sur le Tour de France, quoi qu'en dise le gérant maillot-jaune. Et Sean Kelly, les yeux déjà lointains, affirme que « c'est la vie ».

Les vélos sont rangés la tête en bas, à l'arrière d'un camion. Il ne reste qu'à régler la note de téléphone de Raul Alcalá, qui vient d'appeler la Suisse, où il réside l'été, pour annoncer son retour. Les coureurs ont les jambes qui flageoient et le regard éteint. La veille, ils se sont crus « au pôle Nord » sur les routes bretonnes. Et pour Jos Van Aert, prendre le départ à Rennes était « une folie ».

L'équipe prend un dernier petit déjeuner, mais pour une fois le gaufrier de corn-flakes est en disgrâce. Quelques équipiers sont déjà en tenue de ville, comme Martin Earley, qui, en jeans, n'est plus qu'un passant ordinaire sur le chemin de Manchester. D'autres, comme Erik Breukink, sont encore un peu dans la course, avec leur survêtement violet. Ils traînent derrière eux des valises trop lourdes, mais personne ne viendra à leur secours.

Assis devant un thé et regardant sa tartine, Breukink, le jeune homme rangé, le timide, le surdoué, n'est pas rassé. Terrassé lurt par la fièvre, malgré une stature de joueur de tennis, il a parcouru 207 kilomètres en

lutant à chaque coup de pédale pour ne pas abandonner : « Il faut que je m'accroche. Cela me va mieux demain ». Mais ce mardi matin, il a encore 38 degrés de température et des maux de tête.

Breukink le bon élève, qui a commencé une formation d'ingénieur puis obtenu de papa - le directeur des cycles Gazelle - la permission de sécher la dernière année pour se lancer lui aussi dans le vélo. Breukink, vingt-sept ans, qui a préparé les Pyrénées « comme on révisait toutes les matières » avant un examen, est reculé au tiers du parcours, sans même apparemment savoir ce qu'il s'est passé. « Je sentais avant que c'était une bonne année pour moi, que c'était peut-être mon Tour ».

Ces coureurs réduits à l'abandon, on les imagineait plus viridés. Fureux contre l'hôpital ou la médecine, n'ayant de cesse de déboucher qui, du virus, de la bactérie, de la quiche lorraine ou des spaghettis rennais, est responsable de ce forfait. Mais, à l'heure du départ, les coureurs ne sont plus qu'abandonnés. Ils s'inquiètent surtout pour leur santé et voudraient savoir, comme Erik Breukink, « combien de temps il va falloir pour récupérer ».

Sur le parking d'hôtel, le car à destination d'Endhoven fait un dernier tour. Derrière les vitres teintées, un jeune homme esquisse un petit geste d'adieu. Il était l'un des favoris du Tour. Ses yeux limpides se sont encore égarés. Une demi-larme, un soupçon.

CORINE LESNES

La question du dopage

Pour quelle raison les neuf coureurs de l'équipe hollandaise PDM ont-ils décidé d'abandonner le Tour de France ? Les éléments médicaux dont on dispose actuellement ne permettent pas de poser un diagnostic précis. Tout au plus peut-on observer que la plupart d'entre eux souffraient - ou souffrent encore - d'un syndrome grippal. Ainsi que nous l'a confirmé le docteur Gérard Porte, les coureurs qu'il a examinés avaient une fièvre « légèrement supérieure à 38°C » s'accompagnant, aux dires des coureurs, de douleurs musculaires et d'une grande fatigue.

Les examens sanguins qui ont été pratiqués ne sont pas caractéristiques d'un tableau infectieux, viral ou bactérien. Le nombre des globules blancs est peu augmenté (entre 10 000 et 11 000) et encore faut-il tenir compte de l'hémococoncentration imputable à l'effort. Plus bizarre encore, la vitesse de sédimentation (VS) des coureurs hollandais qui ont été examinés n'est pas augmentée. Seul signe compatible avec l'existence d'un processus infectieux, le poulx des cyclistes était le matin de leur abandon assez accéléré.

Toutefois, et c'est bien là l'énigme sur laquelle butent les médecins, on ne parvient pas à comprendre, si l'on retient l'hypothèse d'un agent viral ou bactérien, pourquoi ce sont seulement ces coureurs qui ont été victimes du mal mystérieux. Une intoxication alimentaire, une grippe, une légionellose même auraient touché

d'autres personnes, coureurs ou suiveurs.

La question est donc : les coureurs néerlandais se sont-ils dopés ? Ainsi que nous l'a expliqué le docteur Porte, les coureurs ayant d'eux-mêmes quitté le Tour, il ne leur a pas été pratiqué de contrôle antidopage. La plupart d'entre eux ont aujourd'hui quitté la France et il est peu probable que les médecins qui auront à les examiner chercheront à savoir s'ils se sont dopés.

Un produit indétectable

Le fait que ce soient des coureurs néerlandais qui aient ainsi brutalement quitté le Tour n'est pas pour arranger les choses. Ils sont en effet régulièrement mis en cause dans des affaires de dopage.

Le produit le plus souvent cité est l'érythropoïétine (Eprex) une hormone fabriquée par génie génétique - identique à celle naturellement fabriquée par l'organisme humain - ayant la propriété de multiplier le nombre des globules rouges et de ce fait très efficace pour traiter les anémies dont souffrent les malades insuffisants rénaux traités par rein artificiel (dialyse). Ce produit a été, on le sait, utilisé également à des fins de dopage de manière à améliorer, non sans risques, les performances musculaires des athlètes.

Dans environ 8 % des cas, pour des raisons inexplicables, son administration entraîne l'apparition d'un syndrome pseudo-grippal

s'accompagnant de douleurs osseuses et de frissons. « Mais, nous a expliqué M. Gérard Doré, directeur général des laboratoires Cilag qui commercialisent ce produit, ces symptômes surviennent dans les heures qui suivent l'injection et ne persistent que pendant quelques jours avant de disparaître. » Dès lors, si ce produit avait été administré aux coureurs hollandais, ce que, encore une fois, rien ne prouve, il aurait été injecté pendant le Tour de France, sans la moindre préparation.

« De toute manière, ajoute M. Doré, il est criminel de trahir le sport avec de l'érythropoïétine. » Selon le directeur de Cilag, il est en outre exclu qu'un problème de fabrication puisse expliquer le fait que les neuf coureurs aient ressenti le même syndrome grippal. « Nos tests de contrôle sont draconiens, c'est impossible », nous a-t-il assuré. On peut cependant constater que, à la différence de la France qui n'autorise la prescription d'Eprex qu'en milieu hospitalier (ce qui limite grandement le risque d'utilisation à des fins de dopage), les Pays-Bas en autorisent la commercialisation en pharmacie.

Enfin, si d'aventure les autorités néerlandaises décidaient d'ouvrir une enquête, il n'y aurait aucune chance qu'elles parviennent à détecter une prise d'érythropoïétine, ce produit étant totalement indétectable avec les moyens d'analyse dont on dispose actuellement.

FRANCK NOUCHI

CARNET DU Monde

Naissances

— Laurence et Antoine LEVY-LAMBERT sont heureux d'annoncer la naissance de

Ilan,

le 13 juillet 1991.

6, rue de Mulhouse,

75002 Paris.

— Saint-Etienne.

Le 13 juillet 1991,

Constance

a rejoint la fine équipe de Aurélien, Rémi, et Barthélémy, et la vie a gagné un degré de douceur supplémentaire.

Bertrand et Dominique LONDON.

— Véronique et Maurice MADEC-DACCORD, sont heureux de faire part de la naissance de

Lauren,

le 1^{er} juillet 1991, à Limoges.

— Anne et Philippe VALACHS, Mlle,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Julia,

à Paris, le 14 juillet 1991.

25, rue du 18-Juin-1940,

94700 Maisons-Alfort.

— Philippe et Marion VERDY et Lila

sont heureux d'annoncer la naissance de

Thomas,

le 15 juin 1991, à Paris.

Décès

— M^{me} Paul Coulet, le docteur et M^{me} Pierre Coulet et leurs enfants, M^{me} et M^{me} F. David et leurs enfants, Les familles Coulet, Chalame, Baroin, Rochet, leurs parents et alliés,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul COULET,

survenu dans sa quatre-vingtième année, le 6 juillet 1991.

La cérémonie religieuse a eu lieu au temple de Valenciennes, le 9 juillet, suivie de l'inhumation dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« L'Eternel est mon berger. »

Psalmes XXIII.

21, rue Louis-Blanc,

69006 Lyon.

— Paris. Reims. Bordeaux. Sao-Paulo.

M. Paul Gausserand,

M. et M^{me} Jean-Paul Gausserand,M. et M^{me} Michèle Bournat-Gausserand,

Elisabeth,

M. et M^{me} Maurice Garric,

Michèle, Jean-Claude et Jacques,

M. et M^{me} Jean Avril,

Dominique, Jean-Michel et Daniel,

des familles Avril, Garric, Rebières,

Lavigne, Dumoulin, Bouvet,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Yvette

GAUSSERAND-GARRIC,

retraitée de l'enseignement,

survenue le 15 juillet 1991, à l'âge de

soixante-seize ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus

stricte intimité, le mercredi 17 juillet,

à 10 heures, en l'église de Montbazennes

(Aveyron).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Fangel,

12220 Montbazennes.

— M. Jacques LÉGER,

M^{me} Catherine LÉGER,

François LÉGER et Maryse Guédon,

Jean-Baptiste, Mathieu, Anne-Cécile

et Charline,

le docteur Pierre Desarmes et M^{me},

M. Pierre LÉGER,

M. et M^{me} Pierre Rat,M. et M^{me} Christian LÉGER,M^{me} Jacqueline Hérit,ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jacques LÉGER,

née Colette Olier,

leur épouse, mère, grand-mère, sœur

et belle-sœur,

survenue le 13 juillet 1991, à l'âge de

soixante-huit ans.

Le service religieux et l'inhumation

ont eu lieu, le 16 juillet, dans l'intimité

familiale, à Châtillon-sur-Loire (Loiret).

97, boulevard Arago,

75014 Paris.

M. Albert JACQUES,

officier des Palmes académiques,

survenu le 13 juillet 1991, à l'âge de

soixante-neuf ans.

Les obsèques religieuses auront lieu

le 18 juillet, à Guéret (Creuse).

— Mireille Mondès France,

sa femme,

et son fils Samuel,

Michel Mondès France,

sa femme Joël,

et leurs enfants,

Tristan et Margot,

Raymond Cicourel,

sa femme Francine,

et leurs enfants,

Jeremy et Ilana,

Marcelle Grumbach-Mondès France,

Didier Grumbach, Sylvie Grumbach,

Thierry Grumbach, Françoise Plo-

Grumbach

et leurs enfants,

Nathalie, Julie et Amélie,

Les familles Fanon, Bidaud, Dongar,

Pacquet, Renard, Gédia, Boimond,

Tutavac,

ont la tristesse de faire part du décès de

Bernard MENDES FRANCE,

dans la soirée du 16 juillet 1991.

Cet avis tient lieu de faire-part.

108, boulevard du Montparnasse,

75014 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Louis Napp

et leurs enfants,

M. et M^{me} Didier Lancelin

et leurs enfants,

M^{me} André Garmond,

ont la tristesse de faire part de la mort,

le 14 juillet 1991, de

M. Jean-Charles NAPP.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-

tion ont eu lieu dans la plus stricte in-

timité.

18, avenue de Messine,

75008 Paris.

— Le baron Englebert,

son frère,

M^{me} Anne Englebert,

sa sœur,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} F. ORBAN,

née Jeanne Englebert,

officier de l'Ordre de Léopold II,

croix de guerre belge,

croix de guerre française avec étoile,

King's Medal,

et nombreuses autres décorations,

survenue à Liège (Belgique), le 11 juillet

1991.

Les obsèques religieuses ont été cé-

lèbrées dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Lebeau,

4000 Liège.

26, rue Washington,

75008 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès,

le 12 juillet 1991, à Saint-Tropez, de

M^{me} Eveline PORÉE-MASPERO,

fondatrice de la commission

des mœurs et coutumes à Phnom-Penh

(Cambodge).

Elle a été incinérée comme elle le

désirait.

De la part de

M. Sylvain Porée et M^{me},

née Elisabeth Gibelin,

son fils et sa belle-fille,

Cyril et Corinne Porée,

ses petits-enfants,

M^{me} Philippe Roman,

sa sœur.

Le Sala,

route de Tahiti,

83990 Saint-Tropez.

— Le directeur de l'ENSA,

Le corps professoral,

l'ensemble des personnels,

ont le regret de faire part du décès

accidentel, dans l'exercice de ses

missions, de

M. Bruno PRAT,

guide de haute montagne,

professeur à l'ENSA.

Les obsèques auront lieu le samedi

20 juillet 1991, à Pinas (Hautes-

Pyrénées).

ENSA, BP 24,

74401 Chamonix Cedex.

— Le président,

Le conseil d'administration,

La direction et le personnel de la

SACVL,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri RICHAUD,

vice-président de la SACVL.

Les obsèques auront lieu le jeudi

18 juillet 1991, à 10 h 15, en l'église de

Saint-Genis-Laval.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94

— Monique Tannous,

Shirine Tannous, Janine Tannous,

Catherine Bourgey, Philippe

Bourgey,

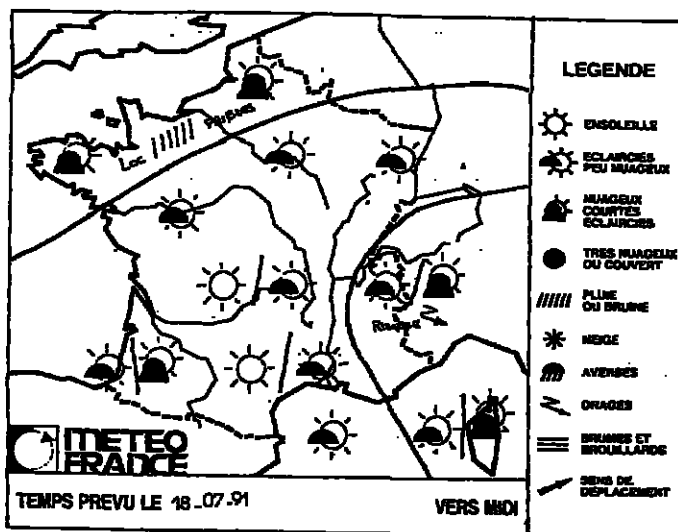
Robert et Christiane Paget

et leurs enfants,

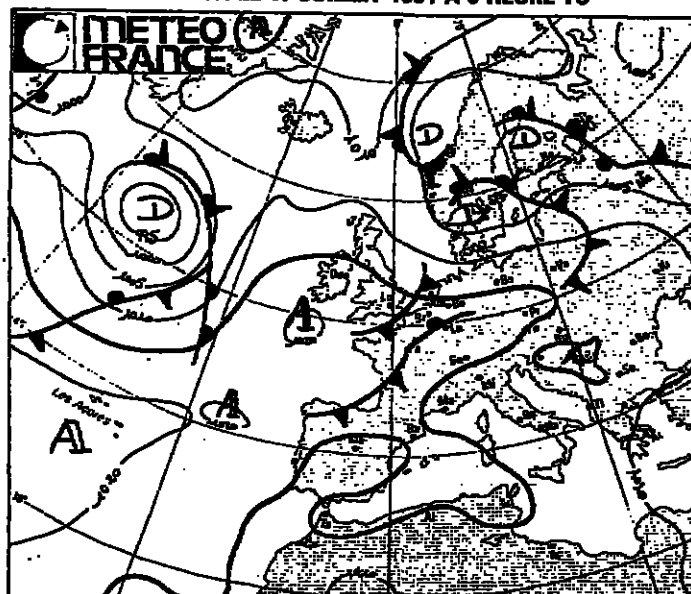
Marie-Rose Tannous,

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 18 juillet 1991
Très nuageux près de la Manche,
pluie orageuse sur les Alpes



SITUATION LE 17 JUILLET 1991 A 0 HEURE TU



Vendredi : amélioration sur la moitié nord. Le temps s'améliore lentement le matin sur la moitié nord de la France. L'après-midi, les nuages s'éclaircissent et le soleil pourra faire de larges apparitions. Il persistera plus difficilement près des côtes de la Manche et sur les régions nord-est où les nuages seront plus épais.

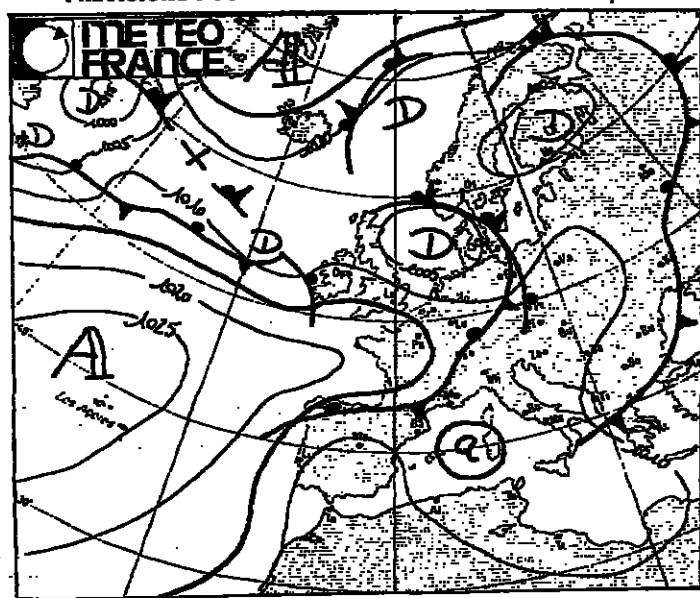
Du Centre-Ouest au Centre et au Nord-Est le ciel se couvrira et le soleil se fera rare. Il pourra pleuvoir un peu dans l'après-midi sur les régions du nord-est. Ces nuages gagneront en deuxième partie de journée, le Sud-Ouest, le Massif central et le Centre-Est. Quelques orages pourront alors

éclore sur les Pyrénées, le Massif central et le nord des Alpes. Les régions méditerranéennes conserveront un temps estival avec beaucoup de soleil.

Au lever du jour, il fera assez doux, de 12 degrés à 15 degrés sur la moitié nord, de 14 degrés à 18 degrés sur la moitié sud.

L'après-midi, les températures ne dépasseront pas 15 degrés à 22 degrés dans le Nord-Ouest et le Nord, 22 degrés à 24 degrés sur le reste de la moitié nord. Dans la Midi, il fera plus chaud, de 25 degrés à 27 degrés dans le Sud-Ouest, de 29 degrés à 33 degrés dans le Sud-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 19 JUILLET 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 16-7-1991 à 18 heures TU et le 17-7-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LYON	LIÉGEBURG
28 19 N	31 19 D	19 15 N	19 15 N
BARCELONE	31 19 D	MAURÉD	26 25 D
BOURGES	30 24 D	MARSAKCH	38 31 D
BREST	27 16 D	MILAN	27 21 D
CASIN	27 16 D	MONTREAL	27 21 D
CHERBOURG	27 16 D	MOSCOW	18 15 A
CLERMONT-FR.	27 16 D	NAGORI	22 12 C
DUNKERQUE	27 16 D	NEW DELHI	33 29 N
LYON	27 16 D	NEW YORK	24 21 D
GRENOBLE	27 16 D	OSLO	21 14 A
LILLE	27 16 D	PARMA-REMAJ	29 20 D
LYON	27 16 D	PERIN	29 20 D
LYON	27 16 D	RO-DE-JANERO	21 19 C
MARSEILLE	27 16 D	ROME	29 21 D
NANCY	27 16 D	SINGAPOUR	25 25 C
NANTES	27 16 D	STOCKHOLM	17 14 A
NICE	27 16 D	STONY	16 13 D
PARIS-MONTS	27 16 D	TOKYO	27 25 C
PARIS-MONTS	27 16 D	TURIN	22 22 N
PAU	27 16 D	VARSOVIE	22 15 N
PERPIGNAN	27 16 D	VIENNE	27 24 D
RENNES	27 16 D	VIENNE	27 24 D
STRASBOURG	27 16 D	VIENNE	27 24 D

• TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▷ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 17 juillet

- TF 1**
- 20.45 Spectacle : Holiday on Ice.
22.20 Sport : Football.
Match amical : Olympique Lyonnais-Fluminense (Brésil) (en différé de Lyon).
0.05 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Jeux sans frontières (et à 2.30).
22.20 Sport : Football.
22.20 Match amical : Olympique Lyonnais-Fluminense (Brésil) (en différé de Lyon).
23.10 Magazine : C'était Dim Dam Dom.
0.00 Magazine : Les Arts au soleil.
0.10 Journal et Météo.
- FR 3**
- 20.45 Téléfilm : Laissez-moi mon enfant.
22.15 Journal et Météo.
22.35 Musique : Rock fusion Midem.
23.35 Courts métrages : Regards sur court.
0.05 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 21.00 Cinéma : La Preuve par 9 mm. ◻

- Film américain de Franck et James Patterson (1988).
22.30 Flash d'informations.
22.40 Cinéma : Quand les jumelles s'emmêlent. ◻ Film américain de Jim Abrahams (1988).
- LA 5**
- 20.50 Téléfilm : Douce Revanche.
22.30 Divertissement : Charlotte de Turckheim. Une journée chez ma mère.
23.40 Journal de la nuit.
23.50 Demain se décide aujourd'hui. Invité : Philippe Bouvard.
23.55 Magazine : Ça vous regarde. Thème : commandos contre la vivisection.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : OPA sauvage.
22.15 Téléfilm : California Connection.
23.50 Six minutes d'informations.
23.55 Sexy Clip.
- LA SEPT**
- 20.45 Documentaire : Les Praticables de Jean Dubuffet. De Daniel Cordier et Jacques Scandellari.
21.00 Documentaire : L'OE au-dessus du puits. De Johan Van der Keken.

- 22.40 Cinéma : La Vallée fantôme. ◻◻ Film franco-allemand d'Alain Tanner (1987).
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Tire ta langue. La Roumanie selon Paléologue.
21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Le Costume de ma vie, par Daniel Jeannet. Docteur Ferron, par Victor Lévy-Beaulieu.
22.40 Les Nuits magnétiques. Avignon, scènes de nuit.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Paul Veyne (La Société romaine) (1).
0.50 Musique : Coda. Critiques et musiques.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Discothèques privées. Raffaele de Barfield. Norma, de Ballo. Chants d'Auvergne, de Canteloube. Aïssa, extrait, de Barfield. Manon, extrait, de Massenet. Carmen, extrait, de Bizet. Elektra, extrait, de R. Strauss. L'invitation au voyage, de Duparc. Requiem, de Fauré.
21.30 Haiku.
22.00 Concert (en direct du Festival de Montpellier) : L'île des morts, de Rachmaninov. Concerto pour violon et orchestre n° 1 en ré majeur op. 19, de Prokofiev. Symphonie n° 2 en ut majeur op. 81, de Schumann.
0.07 Jazz. En direct de Montpellier, le trio de la pianiste Françoise Pujol.

Jeudi 18 juillet

- TF 1**
- 14.25 Feuilleton : Côte Ouest.
15.15 Série : Tribunal.
15.45 Tiercé à Enghien.
15.55 Club Dorothea vacances.
17.10 Série : Les Rues de Saint-François.
18.05 Feuilleton : Riviera.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Feuilleton : Santa Barbara.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
19.55 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Tiercé, Loto sportif, Météo et Tapis vert.
20.40 Feuilleton : La Vengeance aux deux visages.
22.15 Variétés : Bonjour les 70. Année 1973.
23.25 Documentaire : Histoires naturelles. Drôles de bêtes, drôles de gens.
0.15 Journal, Météo et Bourse.
- A2**
- 14.30 Série : Un duo explosif.
14.55 Sport : Cyclisme. Tour de France : 12^e étape, Pau-Jaca (Espagne).
17.05 Magazine : Vive le vélo.
17.45 Magazine : Giga.
18.08 Jeu : Des chiffres et des lettres (et à 4.40).
18.35 Série : Mac Gyver.
19.25 Sport : Le Journal du Tour (et à 1.15).
20.00 Journal et Météo.
20.45 Documentaire : La Planète miracle. La Naissance des grandes chaînes de montagnes.
21.40 Cinéma : Le Battant. ◻ Film français d'Alain Delon (1983). Avec Alain Delon, François Perier, Pierre Mondy.
23.35 Magazine : Les Arts au soleil.
23.48 Journal et Météo.
- FR 3**
- 14.40 Série : Jumeaux et hors-la-loi.
15.30 Feuilleton : La Conquête de l'Ouest.
16.20 Magazine : 40^e à l'ombre. En direct d'Arcachon. Eté chic, été choc ; Info rétro ; Succès d'hiver, succès toujours ; Look ; De l'ère à zéro ; Les robes de l'été ; La grande du coin ; Variétés : Délicat et délicat ; Tour de force ; Play-back... chic ; Le jeu de la séduction.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Divertissement : La Classe.
20.45 Cinéma : Sodome et Gomorrah. ◻ Film américain de Robert Aldrich et Sergio Leone (1961). Avec Stewart Granger, Anouk Aimée, Pier Angel.
23.15 Journal et Météo.
23.35 Documentaire : Portrait de Myrna Loy.
0.20 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Cinéma : Getting It Right. ◻ Film américain de Randal Kleiser (1988). Avec Bette Midler, Lily Tomlin, Fred Ward.
15.10 Documentaire : Les Affluents... Waka, les progéniteurs mores.
15.40 Cinéma : Quand les jumelles s'emmêlent. ◻ Film américain de Jim Abrahams (1988). Avec Bette Midler, Lily Tomlin, Fred Ward.
17.10 Documentaire : Le Carnaval des perroquets.
17.35 Série : Sois prof et tais-toi.

- 18.00 Carnaille peluche. En clair jusqu'à 20.30.
18.30 Dessin animé : Tiny Toons.
18.50 Top 50.
19.25 Sport : Voile.
19.30 Flash d'informations.
19.35 Dessin animé : Les Simpson.
20.00 Les Nuls... Émission. Invité : Pierre Tchernia.
20.30 Cinéma : Rébus. ◻ Film italien de Massimo Guglielmi (1988). Avec Charlotte Rampling, Christophe Malavoy, Fabrizio Bentivoglio.
22.25 Flash d'informations.
22.35 Cinéma : Le Proviseur. ◻ Film français de Christopher Cain (1987). Invité : Catherine Pamel.
2.00 Sport : Golf. British Open ? 1^{re} journée.
2.05 Série : Nick Mancuso, les dossiers secrets du FBI.
- LA 5**
- 13.20 Série : L'inspecteur Derrick.
14.25 Série : Sur les lieux du crime.
16.00 Série : 200 dollars plus les frais.
16.55 Youpi ! Les vacances.
17.45 Série : Superkid.
18.10 Série : Shérif, fais-moi peur.
18.30 Série : Kojak.
19.05 A tout le monde la Cinq.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.50 A nous la Cinq. Au pays des géants ; Menkman ; Perdu dans l'espace ; Le Ranch ; Mon amie Ricka ; Madame et son fantôme ; Anna et la loi.
22.45 Feuilleton : Le Bateau (5^e épisode).
23.40 Journal de la nuit.
23.50 Demain se décide aujourd'hui. Invité : Catherine Pamel.
23.55 Magazine : Ça vous regarde. Thème : vidéo domestique, vidéo coquins.
0.55 Le Club du télé-achat.
- M 6**
- 14.05 Série : Les Saintes Chéries.
14.30 Série : Les Passions de Céline.
15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
16.40 Jeu : Hit hit hit heures !
18.45 Série : Zygomatic.
17.15 Série : L'Homme de fer.
18.05 Série : Mission impossible.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Téléfilm : Un mariage en héritage. ◻ Une journée particulière. ◻ Film italien d'Enzo Scole (1977). Avec Sophia Loren, Marcello Mastroianni, John Vernon.
0.15 Six minutes d'informations.
0.20 Série : Celine d'abord !
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 16.20 Documentaire : Pandit Rav Shankar.
17.20 Téléfilm : Robespierre.
19.00 Documentaire : Les Yeux de pierre.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Documentaire : Contes et légendes du Louvre.
21.15 Documentaire : Harry Dickson.
22.00 Magazine : Mégamix. Spécial Yougoslavie.
23.00 Documentaire : Roger Planchon.

- 0.50 Musique : Coda. Critiques et musiques.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Discothèques privées. Raffaele de Barfield. Nigolotto, extrait, de Verdi ; La Tosca, extrait, de Puccini ; Symphonie n° 9, scherzo, de Bruckner ; Wozzeck, extrait, de Berg ; Lettre d'amour de Lord Byron, extrait, de Barfield ; La Traviata, extrait, de Verdi ; Messe en si mineur, Sanctus, de Bach.
21.30 Haiku.
22.00 Concert (en direct du Festival de Montpellier) : Antoine et Cléopâtre, épisodes symphoniques op. 69, de Schmitt ; Shéhérazade, mélodies pour soprano et orchestre, de Ravel ; Symphonie en si bémol majeur op. 20, de Chausson, par l'Orchestre symphonique du capitole de Toulouse, dir. Michel Plasson ; sol : Isabelle Vernet, soprano.
0.07 Jazz.

PARIS EN VISITES

JEUDI 18 JUILLET

« Hôtels, jardins et ruelles du Marais Nord », 14 h 30 ; métro Saint-Paul (Laplace-Visites).
« Les hôtels célèbres du Marais illuminés », 21 heures, métro Saint-Paul.
« Cours et jardins du quartier Moutetard », 14 h 30 ; métro Monge-saccharin (M-C. Lasserre).
« Montmartre du Bateau-Lavoir au Lapin-Agile », 14 h 30, métro Abbesses (C. Marie).
« Le cimetière Montparnasse », 11 heures et 15 heures à l'entrée, 3, boulevard Edgard-Quinet (V. de Langlade).
« Le palais de Justice », 14 heures, métro Cité (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« De Corot aux impressionnistes », 16 h 30, entrée Grand-Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Le Louvre », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Connaissance de Paris).
« Hôtels du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (P. Heulier).
« L'Opéra-Garnier », 15 heures, entrée (Tourisme culturel).
« Églises et jardins de Batignolles-Epiettes », 14 h 30, métro Brochant (Paris pittoresque et insolite).
« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Réunion du passé).
« La manufacture des Gobelins », 14 heures et 15 heures, sur rendez-vous, 44-61-21-69 (Caisse nationale des monuments historiques).
« Le Marais », 11 heures, place de l'Hôtel-de-Ville, devant la poste (P-Y. Jais).
« Les salons de réception de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 15, sortie rue Lobau (P-Y. Jais).
« Le Marais, hôtels et jardins », 14 h 30, métro Pont-Marie (Mme Baudin).
« L'abbaye royale du Val-de-Grâce », 15 heures, 1, place Alphonse-Laveran (D. Bouchard).
« La porcelaine de Chine au Musée Guimet », 14 h 30 (Le cavalier bleu).
« L'œuvre de Rodin et de Camille Claudel au Musée Rodin », 14 h 30, métro Varenne (D. Fleury).

CONFÉRENCES

30, avenue George-V, 14 heures : « Film : Rimbaud, l'heure de la fuite » (Espace Kronenbourg-Aventure).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal Officiel du lundi 15 et mardi 16 juillet
DES DÉCRETS
- n° 653 du 15 juillet 1991 pris pour l'application des dispositions électorales de la loi n° 91-428 du 13 mai 1991 portant statut de la collectivité territoriale de Corse.
- n° 654 du 15 juillet 1991 modifiant le décret n° 56-284 du 9 mars 1956 modifié et fixant les conditions de l'agrément des centres de santé par l'autorité administrative.
- n° 655 du 15 juillet 1991 relatif aux conditions de prise en charge des soins dérivés dans les centres de santé.
- n° 656 du 15 juillet 1991 relatif au montant de la subvention versée par les caisses primaires d'assurance maladie aux centres de santé.

mouvement de symphonie orchestrale en Allemagne avait pu susciter quelques illusions.

avec des conséquences politiques très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. - (AFP)

de médiation de la Communauté en Yougoslavie. - (AFP)

à ce titre, ne pouvant pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires qui défiaient la chro-

A l'image du premier ministre, M. Wilfrid Martens, qui s'est dit

après cinq ans de rocamboles, Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP)

PANAMA : un an et demi après l'intervention des Etats-Unis

Des voix s'élèvent pour dénoncer l'« arrogance » américaine

Un an et demi après l'intervention militaire américaine au Panama, les Etats-Unis ont encore relativement bonne presse auprès de la majorité de la population. Les milieux intellectuels et une partie de l'opposition accusent toutefois le président Guillermo Endara de trop laisser les Etats-Unis s'ingérer dans les affaires du pays. Ils critiquent en outre l'« arrogance » des représentants de Washington sur leur territoire.

PANAMA

de notre correspondant en Amérique centrale

Un tribunal panaméen a condamné mercredi 10 juillet à dix jours de prison M^{re} Isabel Corro, présidente du Comité des parents des victimes de l'invasion américaine, qui avait peint le slogan « Yankee go home » sur les trottoirs.

des palmiers situés en face de l'ambassade des Etats-Unis. Ce verdict, que M^{re} Corro a l'intention de contester en appel, est surprenant à plus d'un titre. D'abord, parce que les graffitis « anti-yankees » ont toujours fait partie du décor de la capitale panaméenne. Ensuite, parce qu'il touche l'une des personnalités les plus en vue de l'opposition de gauche qui tente, sans grand succès pour l'instant, de mobiliser la population autour du thème douloureux des victimes civiles de l'opération américaine « Juste Cause » déclenchée pour renverser le régime du général Noriega.

Selon M^{re} Corro, environ deux mille Panaméens seraient morts au cours des combats, et la plupart d'entre eux auraient été enterrés clandestinement dans des fosses communes. Les autorités estiment, pour leur part, que le nombre de civils tués ne dépasserait pas trois cents.

Alors que, selon des chiffres officiels publiés à la fin du mois dernier, plus de 80 % des quelque trois mille cinq cents personnes détenues

dans les prisons du Panama attendent, souvent depuis plusieurs années, d'être jugées, il a fallu moins d'une semaine aux tribunaux pour condamner M^{re} Corro pour un délit mineur. Tout indique qu'il s'agit d'une décision politique destinée à faire taire une opposition certes très minoritaire, mais trop remuante pour le gouvernement fragile du président Guillermo Endara.

La majorité des Panaméens, comme le confirment tous les sondages, restent pro-américains malgré la politique erratique de Washington à l'égard de leur pays (appui au général Noriega, puis sanctions économiques et intervention militaire pour le chasser du pouvoir). Une partie de la classe politique et la plupart des intellectuels sont cependant de plus en plus indisposés par l'ingérence des Etats-Unis dans les affaires panaméennes.

Le maire démocrate-chrétien de la capitale, M. Guillermo Cochez, a parfaitement illustré ce malaise en reprochant à l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Deane Hinton, de se comporter comme un « proconsul

arrogant qui donne son opinion sur tout et se permet même de fléchir la police pour avoir réprimé une manifestation d'étudiants ». Nommé à la mairie par le président Endara, M. Cochez a joint sa voix à celle de l'opposition de gauche en dénonçant la présence d'officiers américains dans la plupart des ministères. « Notre pays est en train de perdre son identité, a-t-il déploré. Si les Etats-Unis veulent rester nos amis, ils doivent nous respecter ».

M. Hinton a laissé à l'un des responsables de l'armée américaine basée au Panama le soin de commenter les propos du maire : le colonel Steele, qui a joué un rôle-clé dans l'échec de la tentative de putsch militaire du 5 décembre 1990, a minimisé l'importance de la présence des officiers américains au sein du gouvernement panaméen, estimant qu'ils se bornaient à appuyer les autorités locales « et rien de plus ».

BERTRAND DE LA GRANGE

La fin du sommet de Londres

La déclaration économique des Sept

Voici les principaux extraits de la déclaration économique publiée mercredi 17 juillet, à Londres, en clôture du sommet du G7 :

■ Uruguay Round. - Le succès des négociations de l'Uruguay Round (...) contribuera à faire reculer le protectionnisme et à accroître les courants d'échanges. Il est essentiel pour l'intégration des pays en développement et des nations d'Europe centrale et orientale dans le système commercial multilatéral (...).

Le but de toutes les parties contractantes devrait être que les négociations s'achèvent avant la fin 1991 (...).

■ URSS. - Nous soutenons les actions allant dans le sens de la transformation politique et économique en URSS et sommes prêts à aider l'Union soviétique à s'intégrer dans l'économie mondiale. Les réformes visant à développer l'économie de marché sont essentielles pour créer des stimulants incitant au changement (...).

Nous sommes attentifs au contexte politique général dans lequel les réformes politiques sont menées, notamment la « nouvelle pensée » en matière de politique étrangère soviétique dans le monde. Nous sommes également attentifs à l'importance que revêt le transfert des ressources du domaine militaire vers le secteur civil.

Nous sommes préoccupés par la détérioration de l'économie soviétique, qui crée de graves difficultés non seulement à l'intérieur de l'Union soviétique, mais également dans les pays d'Europe centrale et orientale.

■ Pays de l'Est. - Nous saluons le courage et la détermination dont font preuve les pays d'Europe centrale et orientale dans la construction de la démocratie et le passage à une économie de marché, et ce, en dépit d'obstacles formidables (...).

■ Politique économique. - (...) Nous nous engageons à mettre en œuvre des politiques budgétaires et monétaires qui, tout en reflétant les situations différentes de nos pays, créent les conditions nécessaires à une baisse des taux d'intérêt réels. A cet égard, il est essentiel de continuer à réduire les déficits budgétaires, ce qui, associé aux efforts faits actuellement pour réduire les entraves à l'épargne privée, contribuera à accroître l'épargne globale nécessaire pour répondre à la demande d'investissements.

■ Pays en développement et dette. - (...) Les pays les plus pauvres et les plus endettés ont besoin de conditions très particulières. Nous reconnaissons que ces pays ont besoin de mesures additionnelles d'allègement de la dette au cas par cas, allant bien au-delà des allègements accordés dans le cadre du traité de Toronto. Nous lan-

çons un appel au Club de Paris pour qu'il poursuive les discussions sur la meilleure manière de mettre en œuvre ces mesures rapidement.

■ Environnement. - (...) Les pays industrialisés doivent montrer l'exemple et encourager les pays en développement et les nations d'Europe centrale et orientale à jouer leur rôle.

Nous restons préoccupés par la destruction des forêts tropicales. L'incendie des puits de pétrole et la pollution de la mer dans le Golfe ont montré que nous avons besoin d'une plus grande capacité internationale de prévention et de réaction aux désastres affectant l'environnement.

■ Drogue. - Nous invitons instamment tous les pays à participer à la lutte internationale contre le blanchiment de l'argent de la drogue et à s'associer aux travaux du Groupe d'action financière internationale (GAFI).

■ Migrations. - Les mouvements migratoires ont constitué ou peuvent constituer, dans certaines conditions, une contribution utile au développement économique et social, même si une préoccupation croissante se manifeste au sujet des pressions migratoires dans le monde, dont l'origine tient à de nombreux facteurs politiques, sociaux et économiques.

■ Moyen-Orient. - Nous considérons qu'une coopération économique renforcée dans cette région, fondée sur les principes de non-discrimination et d'ouverture des marchés, pourrait contribuer utilement à la réparation des dommages subis et au renforcement de la stabilité politique.

■ Énergie. - Nous nous engageons à assurer la stabilité de l'offre énergétique mondiale, à supprimer les entraves au commerce et aux investissements dans le domaine de l'énergie, à encourager des normes élevées en matière d'environnement et de sécurité, et à promouvoir la coopération internationale en matière de recherche et de développement dans tous les secteurs.

La situation en Polynésie

M. Le Pen

jugé « outrancier » les déclarations de M. Juppé

Réagissant aux critiques émises la veille par le secrétaire général du RPR, qui avait accusé le gouvernement de « jouer » en Polynésie française « un jeu trouble et peu digne » (le Monde du 17 juillet), le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, a estimé, mardi 16 juillet, que M. Alain Juppé « s'est laissé aller à des déclarations outrancières qui contrastent avec les propos mesurés tenus au préalable par les responsables politiques ».

Menacé de « correctionnelle »

M. Christian Estrosi exige des excuses de M. Charasse

M. Christian Estrosi, député RPR des Alpes-Maritimes, a déclaré, mardi 16 juillet, qu'il « accepterait des excuses publiques, dans les vingt-quatre heures » de la part de M. Michel Charasse, ministre du budget, lequel, la veille, l'avait vivement pris à partie sur RMC au sujet d'un contentieux fiscal (le Monde du 17 juillet). « S'il refuse d'accéder à cette demande, a-t-il précisé, je déposerai une plainte pour chantage ». Le député des Alpes-Maritimes estime, en effet, que M. Charasse « a manifestement perdu son sang-froid » et « s'est rendu coupable de chantage (...) en menaçant un parlementaire de sanctions pénales et fiscales pour le contraindre à se taire ».

Le ministre du budget s'était irrité des commentaires faits par M. Estrosi au sujet du maché par l'Etat de la villa de M. Jacques Médéric, ancien maire (CNL) de Nice. Il avait conseillé au jeune député - « Un gas, avait-il dit, qui me doit 400 millions de centimes » - de « se mettre en règle le plus vite possible » et « de faire attention à ce qu'il raconte », car, l'avait-il prévenu, « je suis capable de le traîner en correctionnelle ».

M. Estrosi a annoncé qu'il enverrait « à toutes les rédactions » ses feuilles d'impression des cinq dernières années « pour prouver que M. Charasse est un menteur ».

M. Benassay ayant renoncé à ses fonctions

M. Laurent Cathala prend en charge les dossiers des rapatriés et des anciens harkis

Le ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, qui présentait, mercredi 17 juillet en début d'après-midi, la seconde série de mesures en faveur des anciens harkis et de leurs familles, a annoncé que le gouvernement venait de décider de confier à M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille et aux personnes âgées, le soin de prendre également en charge désormais les dossiers des rapatriés, dont relèvent les anciens supplétifs.

La veille, le délégué du gouvernement chargé des rapatriés, M. Maurice Benassay, avait adressé au président de la République et au premier ministre une lettre dans laquelle il exprimait le souhait d'être déchargé de ces fonctions pour se consacrer exclusivement à sa nouvelle mission.

Pied-noir d'origine, ancien directeur du cabinet de M. Raymond Courrière, alors secrétaire d'Etat

aux rapatriés, dans les gouvernements de M. Pierre Mauroy, M. Benassay avait délégué du gouvernement en charge des rapatriés, depuis que M. Michel Rocard avait décidé, en 1988, de passer de secrétariat d'Etat spécifique dans son gouvernement. Il venait d'être nommé délégué général à l'innovation sociale par le conseil des ministres du 26 juin, mais devait, en principe, cumuler ces deux fonctions.

On faisait entendre, dès mercredi matin, dans son entourage, que M. Benassay préférait renoncer aux dossiers des rapatriés et des anciens harkis plutôt que d'avoir à en assumer les responsabilités politiques sans avoir réellement les moyens financiers de faire face non seulement aux revendications des harkis mais aussi à celles des pieds-noirs.

En réponse aux souhaits de M^{re} Cresson

EDF et GDF se lancent dans la formation par alternance

M^{re} Edith Cresson a signé, le 16 juillet, une convention d'apprentissage qui lie l'éducation nationale, EDF et GDF et que le premier ministre avait déjà évoquée il y a quelques semaines.

Selon les termes de cet engagement, EDF et GDF, qui emploient cent cinquante mille salariés, formeront par la voie de l'apprentissage trente techniciens supérieurs, recrutés avec un baccalauréat, et qui devront obtenir un BTS en deux ans pour être embauchés. Bénéficiaires d'un contrat d'apprentissage, ces jeunes partageront leur temps entre des séquences dans l'entreprise et l'enseignement dans des centres de formation d'apprentis (CFA) d'EDF-GDF installés à Lyon et au Havre.

Les tuteurs et les « professeurs praticiens » seront des ingénieurs, et le diplôme sera reconnu par l'éducation nationale. Toutefois, ainsi que

l'a souligné M. Jean Bergougnoux, directeur général d'Electricité de France, ce dispositif suppose que l'apprentissage préparant à un diplôme mais aussi à un métier, « les modalités de délivrance intègrent la reconnaissance des acquis professionnels par l'éducation nationale et soient adaptés au système de formation ».

En fonction des résultats, EDF et GDF envisagent d'utiliser cette filière de l'apprentissage pour un tiers des jeunes embauchés dans les emplois d'exécution et de maîtrise à la fin de la décennie. L'an prochain, la formule pourrait être étendue à une centaine de candidats, puis à cent cinquante dans les deux ans.

« Vous faites œuvre de pionniers », a déclaré M^{re} Cresson. Tout en se félicitant de cette orientation, qui permet la coopération dans un esprit de partenariat, le premier ministre a précisé qu'une réflexion sur la rénovation des CFA publics débouchera en septembre sur un plan de rénovation d'ensemble.

A. Le

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée en fermetures opaques le confort. La technique exclusive de premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit.

Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^{re} Jean du Nord. Tél. 48-97-18-18.

La controverse sur le mode de scrutin

M. Chirac : « Un coup porté à la démocratie »

Réagissant à son tour à l'éventualité d'une réforme du mode de scrutin pour les élections régionales, cantonales, telle qu'elle a été évoquée par le président de la République lors de son intervention télévisée du 14 juillet, le président du RPR, M. Jacques Chirac, estime dans un entretien publié dans Sud-Ouest du 17 juillet, que « ce n'est pas à moins d'un an d'une élection que l'on doit changer la règle du jeu », même s'il ne considère pas « que le système en usage pour les régionales soit très satisfaisant ». « On peut étudier une amélioration du mode de scrutin, en concertation avec tous les responsables compétents, au lendemain d'une élection. Certainement pas la veille », ajoute M. Chirac. « Tout le monde pensait que les élections de 1992 se dérouleraient selon la loi en vigueur. Or, M. Mitterrand a lui-même déclaré qu'il pourrait y être autrement. Cela m'a choqué (...). Ce serait un coup porté à la démocratie ».

Le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, s'est également déclaré opposé à une réforme du mode de scrutin dans un entretien publié mercredi 17 juillet par la Croix : « A six mois des élections, il n'est pas question d'accepter quoi que ce soit. Je ne vois pas comment des députés d'opposition pourraient voter un texte de nature aussi politique, avec des visées politiciennes. Car on ne peut pas croire autre chose compte tenu des traditions de M. Mitterrand ».

Le satellite européen ERS-1 a été mis sur orbite

Mission réussie pour Ariane

La fusée Ariane a mis sur orbite, mardi 16 juillet, le satellite européen d'observation de l'environnement terrestre ERS-1 depuis le centre spatial guyanais de Kourou.

KOUROU (Guyane)

de notre envoyé spécial

Comme si les traditionnelles fustiges et pétards du 14-Juillet n'avaient pas suffi, Kourou s'est offert un nouveau jeu d'artifice dans la soirée du mardi 16 juillet. Dans une gerbe d'émotions accompagnée d'un sourd grondement, à 22 h 46 précises (3 h 46 heure de Paris), comme convenu, la quarante-quatrième fusée Ariane (et seizième Ariane-4) s'est lentement arrachée de son pas de tir pour placer en orbite le satellite ERS-1.

Lancé vers le nord, tout comme ses alter ego en matière d'observation de la Terre (Spot-1 et Spot-2), ERS-1 a été déposé sur son orbite polaire, à 785 kilomètres d'altitude, près de dix-huit minutes après la mise à feu. Si la fusée Ariane a parfaitement rempli sa mission, les techniciens de Kourou ont en une petite heure en « perdant » pendant une bonne demi-heure le satellite, que les radars de la station de Fairbanks (Alaska) n'arrivaient pas à repérer.

Les chercheurs, qui attendent avec impatience les informations recueillies par ce satellite « écologique » (le Monde du 17 juillet),

devront patienter encore pendant un bon mois avant que ERS-1 se mette à travailler à plein.

Bonne fille, Ariane ne s'est pas contentée de livrer à domicile la star ERS-1, elle a également fait sa « BA » en plaçant sur orbite quatre microréacteurs scientifiques de 20 à 50 kilos. Deux ont été réalisés par des laboratoires d'université, la Technische Universität de Berlin et l'université britannique du Surrey; le troisième, Sam, mis au point en France par le club aérospatial de l'Ecole supérieure d'ingénieurs en électrotechnique et électronique (ESIEE, Chambre de commerce de Paris), écouterait les émissions radioélectriques de Jupiter pour l'observatoire de Meudon; le quatrième appartient à la firme américaine Orbital Science Corporation (OSC), de Boulder (Colorado).

GILLES PARIS

■ Un inspecteur de police tué à Lyon. - Patrick Casagau, trente-six ans, inspecteur principal au commissariat de police du 6^e arrondissement de Lyon, a été poignardé, mardi 16 juillet à Lyon, alors qu'il tentait de maîtriser M. Francisco Vieira, vingt-neuf ans, un ancien légionnaire qui menaçait les clients d'un magasin avec un couteau. Grièvement touché, l'inspecteur est décédé dans la soirée.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

DES LIVRES

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Un entretien avec M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale ; Réponse à Edgar Morin sur la « francisation » ; Bibliographie : les Adolescents dans la rue, de Serge Poignant..... 2

ÉTRANGER

Querelles autour de la présidence yougoslave Un rendez-vous manqué à Brioni 4

Sommet latino-ibérique Une chance pour Fidel Castro... 6

Entretien avec le président de Mongolie « Nous n'abandonnerons jamais la démocratie »..... 6

SOCIÉTÉ

Après la grâce présidentielle Les difficultés de réinsertion des délinquants libérés avant l'heure... 8

CULTURE

ARTS • SPECTACLES

La reconstruction du quartier du Chiado à Lisbonne : l'audace discrète d'un architecte • La sélection des rendez-vous de l'été..... 9 à 13

Festival d'Avignon Le « off » : Rimbaud nègre blanc, de Maurice Lévy ; Antonin Malcompu, de Nicolas Magat ; Zement, de Heiner Müller..... 14

ÉCONOMIE

La reprise dans les pays anglo-saxons Canada : la croissance est entre les mains des consommateurs..... 16

Le scandale de la BCCI L'institut d'émission britannique était informé depuis neuf mois des fraudes de la banque..... 20

COMMUNICATION

Les ambitions de Radio-France internationale Un nouveau réseau de radios FM..... 19

Services

Abonnements..... 2
Annonces classées.. 17 à 19
Automobile..... 19
Carnet..... 22
Marchés financiers..... 20
Météorologie..... 23
Mots croisés..... 22
Radio-Télévision..... 23
Spectacles..... 13

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 17 juillet 1991 a été tiré à 473 244 exemplaires.